

REGARDS CROISES.

**DONNER UNE CHANCE A
L'AFRIQUE :
QUELS LIEUX DE CONSTRUCTION
INVENTER ENTRE
L'ELITE URBAINE ET LE MONDE
RURAL ?**

Rapport de l'atelier sous-régional Burundi -
Rwanda - RD Congo tenu à Goma,
les 1^{er} et 2 juillet 2008.

TABLE DES MATIERES :

Editorial.....	4
----------------	---

PREMIERE PARTIE : LAMES DE FOND

0. Introduction.....	7
1. Villes et campagnes, deux mondes à réconcilier.....	7
1.1. Une Afrique à la traîne !.....	8
1.2. Un monde rural : en même temps enjeu et clé du développement !.....	10
1.3. Une élite urbaine à recycler ?	11
1.4. Nécessité d'un nouveau paradigme.....	12
2. Obstacles, lieux et dynamiques de construction entre l'élite urbaine et le monde rural.....	15
2.1. Obstacles politiques et culturels.....	15
2.2. Lieux d'action.....	18
2.3. Dynamiques de sortie de crise.....	22
3. Pour aller plus loin !!.....	39

DEUXIEME PARTIE : COMMUNICATIONS

0. Introduction.....	42
1. Voies d'impulsion des relations constructives entre les élites urbaines et le Monde Rural en Afrique <i>par Emile MWOROHA</i>	44
2. L'élite intellectuelle face à l'identité culturelle authentique des masses rurales : cas de certains intellectuels universitaires du Nord-Kivu <i>par NZABANDORA NDI MUBANZI Joseph</i>	66

3. Décloisonner le repli ethnique pour fonder une Afrique qui réussit *par Gabriel HABIMANA*.....127
4. Pour le développement durable dans la Région des Grands Lacs. Faire un nouveau choix de civilisation en vue de transformer nos terroirs ruraux et nos villes en forces de promotion humaine *par Godefroid Kä Mana*.....134

TROISIEME PARTIE : PISTES D'ACTION

Annexe : Liste des participants :.....165

Editorial

L'espace d'échange qui vient de produire toutes les réflexions reprises dans ce numéro de "Regards Croisés" est traversé par une profonde indignation née d'une sorte de résurgence générale de la peur du lendemain en Afrique. En effet, un peu partout, les prix montent en flèche au moment même où l'on reparle de risques du retour de la famine dans certaines régions du continent. Ce qui ravive des images oubliées d'êtres faméliques en Ethiopie, au Sahel ou au Karamoja. L'élite aux commandes des Etats africains est-elle vraiment incapable de proposer les vrais choix à opérer pour trouver des réponses adaptées au contexte? Le monde appartient à ceux qui pensent, dit-on. Des espaces d'alliance entre acteurs, penseurs et chercheurs doivent fonctionner pour une création collective de stratégies et d'actions, unique base pour affronter le défi d'un nouveau choix de civilisation à même d'impulser la création ou la valorisation d'une Afrique qui réussit.

C'est donc chaque pays qui doit concevoir son modèle de démocratie. Comment alors arrêter la reproduction des systèmes répressifs en Afrique? Comment arriver à une politique culturelle qui façonne des élites capables d'enrayer la pauvreté? L'éducation civique doit-elle être subordonnée à une création de richesses de nature à rendre à la population sa dignité? Des générations d'Africains vivent les tentatives de certains dirigeants de se maintenir indéfiniment au pouvoir y compris par l'instrumentalisation de la Constitution ou du système électoral. Seront-elles capables de se sortir

du carcan du système qui les a portées, pour promouvoir une culture du mérite, de la créativité, de l'invention et de l'excellence ?

La force de l'atelier de Goma est d'avoir posé les questions à partir d'un certain nombre de constats. Les enjeux de pouvoir sont l'apanage de l'élite urbaine qui règne sur un monde rural constituant la grande majorité de la population sur presque tout le territoire national. Cela constitue un grave problème quand on sait qu'au lieu de convaincre, le personnel politique préfère instrumentaliser la tribu ou l'ethnie à des fins politiques.

A la suite des exposés du professeur Emile Mworoha du Burundi et du chercheur Gabriel Habimana de l'ULK / Gisenyi, nous avons réfléchi sur les voies de rétablissement et d'impulsion de relations constructives entre les élites urbaines et le monde rural pour que l'Afrique cesse d'être à la traîne du monde. Des pistes de sortie portant sur le processus de développement et le travail à faire sur les élites ont été dégagées. Une refondation de l'Etat qui passe par un renforcement de la démocratie a aussi été suggérée.

Ensuite, les exposés du philosophe congolais Godefroid Kä Mana, enseignant à l'Institut Supérieur de Pédagogie pour Sociétés en Mutation (IPSOM, Cameroun) et du professeur Joseph Nzabandora de l'ULK / Gisenyi ont fait ressortir fortement qu'il est indispensable de s'interroger sur ce que nous devons considérer comme nos lignes de force susceptibles de nous amener vers le choix efficient d'une nouvelle

civilisation qui tienne compte de nos options d'humanité.

Enfin, il ressort du brainstorming en carrefours qu'il est possible d'envisager une autre Afrique, portée par une Société Civile qui repense les orientations médiatiques et éducatives nécessaires pour réaliser des performances positives. Des pistes de travail, actions et propositions lancées à toute l'Afrique qui résiste ont été dégagées. Elles sont mises ici à la disposition de tous ceux qui se posent des questions en rêvant d'un avenir de bonheur partagé entre les villes et les campagnes africaines.

Prosper Hamuli-Birali

PREMIERE PARTIE : LAMES DE FOND

Nous présentons dans cette première partie les lames de fond des communications et des débats de l'atelier auquel le présent numéro de *Regards Croisés* est consacré. Le but est de mettre en relief les questions fondamentales qui ont été abordées, de dégager les enjeux des discussions qui ont animé les esprits et d'éclairer les perspectives qui ont été ouvertes concernant les relations entre les élites urbaines et le monde rural en Afrique.

Villes et campagnes, deux mondes à réconcilier

Dans ses recherches sur la dimension culturelle des problèmes vécus par les pays des Grands Lacs Africains, Pole Institute s'intéresse depuis quelques années à la question identitaire et aux ravages qu'elle cause dans ces pays. Dans nos hypothèses de travail, nous avons d'un côté parlé des identités meurtries à cause des horreurs que les populations de cette région d'Afrique vivent depuis de nombreuses années ; et de l'autre côté, des identités meurtrières qui transforment les meurtrissures en ingénierie de haine et de destruction.

Toutefois, dans nos analyses nous avons rejeté l'idée de croire qu'il y a de la fatalité dans la genèse de ces identités. Par contre, dans nos échanges avec plusieurs chercheurs de la région et certains autres venant de l'étranger, nous avons fait quelques constats :

- Ces identités sont devenues meurtries et meurtrières par un lourd legs de l'Histoire ;
- Elles sont le fruit d'une modernité manquée et piégée par des lectures raciales et, aujourd'hui, des calculs politiques des temps de disette ;
- Le travail sur ces identités demeure un processus permanent.

Nous avons convié des chercheurs qui ont cheminé avec nous dans la réflexion et d'autres intéressés par ce travail à une nouvelle rencontre d'échange à Goma, le 1^{er} et le 2 juillet 2008. Notre ambition était de travailler sur la difficulté de communication, voire les malentendus qui existent entre l'élite urbaine minoritaire et la population rurale fortement majoritaire en Afrique. Il s'est agi de nous investir dans l'invention de relations constructives entre ces deux mondes dans une Afrique qui fait face à de gigantesques problèmes de survie alimentaire dans une situation d'insécurité chronique. Cela est d'autant plus nécessaire que la ligne de démarcation entre le monde urbain et les terroirs ruraux n'est pas clairement établie : dans plusieurs pays africains on trouve des élites urbaines ayant des liens forts avec le milieu rural, tout comme de nombreuses villes africaines se ruralisent.

Une Afrique à la traîne !

Au moment où la croissance à deux chiffres de quelques pays africains défraye les chroniques des médias, des voix s'élèvent pour parler de l'incapacité qu'éprouvent plusieurs pays du continent à nourrir

leurs habitants. Des émeutes ont éclaté ici et là sur le continent africain, manifestations organisées par des personnes qui meurent de faim et qui réclament leurs droits d'avoir du pain. Par des actions de colmatage, les populations ont temporairement été calmées par leurs dirigeants. La conférence organisée dernièrement à Rome par la FAO a décidé de distribuer des fonds à quelques pays en situation critique. Pour combien de temps ? Les stocks de nourriture s'épuisent, la facture pétrolière pèse de plus en plus lourd et dans certains pays les conditions climatiques ne favorisent pas une agriculture pouvant nourrir toutes les bouches. Mais, en y regardant de près, force est de constater que les Africains ont cessé de produire depuis longtemps ce qu'ils mangent. Depuis belle lurette les produits agricoles d'exportation sont en général mieux rémunérés que les produits destinés au marché intérieur. Le pouvoir d'achat des consommateurs urbains s'amenuise et les Etats s'avèrent incapables de subventionner les produits agricoles. L'Histoire coloniale a laissé des traces en perturbant l'économie traditionnelle. La diversité des légumes, des tubercules et des fruits a disparu devant l'invasion des farines de froment, du riz et de la viande produits ailleurs. L'Afrique va-t-elle se réveiller en se saisissant de cette opportunité de crise alimentaire pour trouver des solutions afin de revitaliser son agriculture longtemps négligée ? La moyenne du budget annuel consacrée à ce secteur ne dépasse pas les 4,5 % du total des dépenses sur le continent ! Les petits producteurs performants ne sont pas encouragés, priorité étant accordée à des denrées alimentaires achetées à l'extérieur par les riches commerçants urbains. Face à ce défi majeur, que

peut-on attendre de l'élite africaine qui a le devoir moral de sauver le continent de ce nouveau cataclysme ?

Le monde rural : en même temps enjeu et clé du développement !

Bon nombre de pays africains, mal lotis en ressources minières et la plupart très faiblement industrialisés, s'appuient principalement sur l'exploitation agricole pour leur développement. Quand bien même il en serait autrement, ils auraient tort de négliger la part de la production paysanne dans la production nationale. Pendant la colonisation, les paysans africains étaient souvent les plus opprimés et les plus exploités. Souvent sous la répression, ils étaient contraints d'abandonner leurs meilleures terres au profit du colonisateur, se retirant ainsi vers des terres inhospitalières et peu fertiles. En plus de vendre leur force de travail pour des miettes, ils étaient également obligés de pratiquer des cultures d'exportation n'ayant aucun apport dans leur subsistance quotidienne. Quel changement a apporté la période post-coloniale ? Les colons étrangers d'hier ont tout simplement été remplacés par des « cols blancs », filles et fils de ces paysans dont le mépris envers leur milieu d'origine est destructeur. Et pourtant, ils ne cessent de répéter dans l'entre-temps que le monde rural constitue leur « base », mais il s'agit en réalité d'une démagogie pour s'accaparer des ressources destinées à cette base et pour des fins électoralistes. Comment dès lors sortir de cette hypocrisie et donner aux populations rurales la place qu'elles méritent ? Que faire pour reconstituer cette sorte d'anneau qui a été rompu

entre les parents vivant à la campagne et leurs enfants qu'ils ont envoyés à l'école moderne mais qui ne retournent pas vers le terroir afin de mettre au profit de la communauté ce qu'ils ont appris ? Quelles actions envisager pour sortir le système éducatif assuré par l'école moderne de la simple production d'un « matériel humain » dont la société a de moins en moins l'usage ?

Une élite urbaine à recycler ?

D'aucuns s'accordent à reconnaître que l'Afrique souffre moins de l'absence de mobilisation des populations que de l'absence d'une nouvelle élite politique, porteuse de rêves et de visions capables de cristalliser les aspirations et de susciter et accompagner les nécessaires transformations sociales. L'extraversion des élites africaines n'est malheureusement pas compensée par une notion du bien public et de l'intérêt général. Comme déjà signalé plus haut, notre modernité piégée a donné naissance à des élites ayant des personnalités modelées par des relations, des goûts et des valeurs étrangers. Leurs émoluments et autres avantages matériels sont basés sur des échelles sans rapport avec les réalités locales. Un simple exercice d'audit a scandalisé les Congolais quand ils ont appris que certains dirigeants des entreprises publiques s'attribuent des salaires mensuels pouvant payer des milliers des salariés congolais pendant plusieurs années ! Coupées des masses rurales mais aussi urbaines, elles éprouvent un sentiment d'insécurité et de crainte qui se transforme en une conviction que tout changement menaçant les privilèges existants jouerait également contre les intérêts de la

communauté dans son ensemble. La crise identitaire que traverse l'Afrique devient ainsi un instrument redoutable pour une politique de diviser pour régner. La manipulation de l'ethnisme détruit un nombre incalculable de vies humaines. Les nombreux échecs dans le domaine du développement sont analysés à travers le prisme du repli ethnique. Bien heureusement, des notes d'espoir ne manquent pas. La jeunesse africaine manifeste des comportements décomplexés envers les jeunes des autres continents ; de plus en plus d'élites dénoncent la reproduction par les Africains de l'idéologie coloniale ; d'autres se battent tant qu'elles peuvent pour refuser de faire le jeu des firmes multinationales. Pour ne citer que quelques exemples parmi tant d'autres : le président zambien a refusé une aide humanitaire américaine composée d'aliments transgéniques, des intellectuels africains se sont coalisés pour remettre à sa place le président français après son discours prononcé à Dakar, lequel discours était plein de mépris envers l'Histoire de l'Afrique.

Nécessité d'un nouveau paradigme.

Comment multiplier ces actions de lutte et créer des liens de solidarité entre Africains ? Comment surtout rapprocher l'élite urbaine de la masse paysanne pour mener des actions communes contre les fléaux qui assaillent le continent ?

Enfin, ce qui distingue l'élite du reste de la société c'est sa capacité d'analyses mais aussi de propositions en vue de l'intérêt général. Comment faire prendre conscience à l'élite africaine de sa capacité à jouer ce rôle ? Malgré l'indéniable distance

qui s'est établie entre cette élite et le monde rural, force est de reconnaître que des liens très forts existent toujours entre eux, mais ce sont des liens de clientélisme, etc. Que faire pour transformer ces liens de clientélisme et de népotisme en de nouvelles forces de construction afin de sortir le continent de son état de paupérisation endémique ? Au moindre incident climatique, la famine que connaît actuellement l'Afrique pourrait s'aggraver. Comment inventer un mode de développement qui permette de stabiliser au moins pour un temps les populations rurales et d'accroître leurs revenus ?

Le temps est venu de céder la place à la qualité pour chasser la médiocrité. Il sera pratiquement impossible de prétendre avancer si l'on ne privilégie pas « la méritocratie » au lieu des ascensions spontanées de certains qui ne sont souvent dues qu'au seul fait d'appartenir à telle famille, telle ethnie ou tel village. De même, cautionner des actes qui ruinent l'intérêt général parce que tout simplement posés par un parent ou quelqu'un de son ethnie ne peut pas nous faire avancer. Il faut tendre vers une culture citoyenne qui permette de prendre ses distances avec de telles pratiques qui favorisent l'émergence de criminels comme représentants des communautés humaines en lieu et place de personnes moralement irréprochables et dotées de compétences pour le travail qui leur est attribué. Une redéfinition de nouvelles échelles de valeur s'impose. Comment puiser dans nos immenses valeurs traditionnelles dont notre Histoire cruelle nous a distancés ?

On ne peut pas imaginer que cela soit possible sans la construction de solides passerelles entre les élites

africaines et les populations qui attendent beaucoup de leur capacité d'inventivité. C'est ce défi que s'est lancé l'atelier que Pole Institute a organisé à Goma du 1^{er} au 2 Juillet 2008 dans le magnifique cadre de l'hôtel Ihusi.

Jean-Pierre Lindiro Kabirigi

Obstacles, lieux et dynamiques de construction entre l'élite urbaine et le monde rural.

Avec un écart des modes de vie de plus en plus flagrant entre les élites urbaines et les populations rurales, les risques d'incompréhension et de tension grandissent. Sur quels mécanismes s'appuyer pour sortir de cette situation ? Comment œuvrer à reconstituer l'anneau rompu entre les deux mondes ? Une Afrique qui réussit est celle qui favorise l'ascension de ses enfants les plus méritants au lieu de s'abandonner au jeu du clanisme et au hasard du destin de chacun. Malheureusement, le repli ethnique est une réalité qui cause beaucoup de torts et ruine le continent. Comment décroiser ce malentendu qui contribue à maintenir les Africains à la traîne du monde ? Partons de quelques constats avant d'envisager des pistes de sortie.

Obstacles politiques et culturels.

- a. La politique, aujourd'hui un métier de lutte pour le contrôle de l'Etat, source d'enrichissement et de privilèges.

Dans nos villes, le "col blanc" a remplacé le colon blanc. Dès l'accession du pays à l'indépendance, une élite politique, administrative et commerçante s'attelle à la construction du nouvel Etat qui se manifeste d'abord par le contrôle de la capitale où se trouvent quelques unités industrielles et les centres du pouvoir. Ces élites urbaines s'affrontent alors pour le contrôle de l'Etat, pour la maîtrise des clés de répartition de la richesse nationale. Des relais du pouvoir sont mis en place à travers les nominations

fantaisistes, la réalisation sélective de projets financés par des fonds publics, la distribution indue de l'argent de l'Etat et l'instrumentalisation de la lutte contre la corruption. De ce fait, il faut s'inscrire dans une obédience pour bénéficier de ce à quoi on a pourtant droit. Du coup, ceux qui détiennent les clés de la redistribution des droits et des faveurs deviennent les "Pères", les "Vieux", les nouveaux chefs coutumiers qui n'ont de comptes à rendre qu'à leur bon vouloir. Et pourtant, au moment de la vague d'indépendances africaines, nous avons assisté à l'émergence de personnalités politiques qui, par leurs talents, leur intelligence et leur détermination arrachent l'indépendance de leurs pays profitant aussi de l'environnement politique international de l'après seconde guerre mondiale. Ils ont vraiment mérité d'être appelés les Pères des Indépendances Africaines. C'est le cas de Nyerere en Tanzanie, de Senghor au Sénégal, de Sekou Touré en Guinée, de Kenyatta au Kenya ou de Lumumba au Congo. De façon générale, ces personnalités évoluent dans des démocraties parlementaires issues d'élections au suffrage universel. Malheureusement, ces démocraties se sont rapidement transformées en régimes présidentiels avant de sombrer dans des dictatures, parfois à vie. Dès lors, la seule possibilité d'alternance du pouvoir devient le coup d'Etat. La violence devient le mode de production du pouvoir et de la domination. Ceux qui font ces coups d'Etat et s'installent ainsi à la tête de nos Etats sont-ils les plus méritants ? Sont-ils les plus aptes à diriger ? à sortir le continent africain de la dépendance néo-coloniale et de la pauvreté ? Du fait que le pouvoir est pris par la force, il se maintient aussi par la force et la ruse. La manipulation ethnique ou régionaliste entre en lice.

- b. L'intégrisme ethnique, reflet rural des divisions politiques qui déchirent les milieux urbains.

Seul le pouvoir intéresse les élites urbaines et pour y accéder, elles ne reculent devant rien. Elles engagent entre elles une lutte à mort pour le contrôle de l'État. La politique devient un nouveau métier que chacun entend exercer. Les ministères et les ambassades deviennent de nouvelles chefferies. D'où l'instrumentalisation de l'ethnie dans ce combat impitoyable pour le pouvoir. Alors que le monde rural n'est peuplé que par des laissés-pour-compte, il se voit envahi par les divisions politiques qui déchirent les milieux urbains. En effet, le clientélisme et l'instrumentalisation des phénomènes ethniques pour l'accès au pouvoir ou sa conservation vont plonger nombre d'États africains dans des cycles de violences chroniques plus ou moins graves. « La Région des Grands Lacs est devenue, depuis quelques années, l'un des foyers de tension les plus ardents du globe. L'instabilité quasi permanente générée par les guerres civiles, les génocides, les violences ethniques et les mouvements massifs de population place constamment cette région du monde sous les feux de l'actualité. » (RUTAZIBWA, 1999 :9) L'une des causes réelles qui sont à la base de toutes ces crises de la Région des Grands Lacs Africains est l'idéologie ethnociste. Le développement et le capital humains de la Région des Grands Lacs sont minés par les pièges ethniques. (NZABANDORA, 2006 (52 et 57-58) Mais, il faut signaler que l'ethnisation des groupes sociaux, des espaces et des subdivisions politico-administratives fait partie des mœurs politico-administratives dans

les anciennes possessions coloniales belges en Afrique. Cependant, même si l'administration coloniale belge a exigé la mention des ethnies dans les pièces d'identité au Rwanda et au Burundi et collé des dénominations ethniques aux chefferies et territoires au Congo, est-ce une raison suffisante pour que les élites politiques d'aujourd'hui ne sachent pas convaincre autrement qu'en exploitant l'impérialisme ethnociste pour se poser en leaders ?

Lieux d'action

- a. Des villes, lieux d'accès à la modernité à côté d'un monde rural vivant dans l'arriération.

Si les villes africaines sont perçues comme de vraies capitales de la vie, c'est d'abord et avant tout parce qu'elles sont les lieux du pouvoir dans une situation où l'Etat est une source d'enrichissement. Les avantages alléchants dont jouissent les hauts dignitaires ne les empêchent pas de se servir dans les fonds placés sous leur garde et d'entretenir toute sorte de trafics avec diverses clientèles que ce soit pour les marchés publics ou les dividendes du pouvoir. La ville, surtout la capitale du pays, est aussi le lieu où se concentre le peu d'investissements que connaissent ces pays. Celui qui s'y installe se retrouve devant non seulement la possibilité de disposer d'eau courante et d'électricité mais, bien plus, devant plusieurs opportunités de s'ouvrir au monde extérieur s'il peut accéder aux technologies sophistiquées et autres facilités offertes, mais tout cela dans une économie monétaire. C'est ce dernier trait qui fonde ce qu'il est convenu d'appeler le mirage urbain au vu de la grande pauvreté qui y a droit de cité. Et si, malgré ou à cause de cela, l'exode

rural prend des proportions si inouïes, c'est parce qu'on en est arrivé à une sorte de division des usages qui fait des villes des lieux de bonheur à côté d'un monde rural voué aux sacrifices et aux privations.

Le professeur Mworoha relève que, au Burundi, « un fonctionnaire muté à l'intérieur du pays vit cette mutation comme une punition. Certains préfèrent refuser provisoirement une embauche plutôt que de s'installer à l'intérieur du pays. D'autres acceptent d'y être nommés afin de disposer d'un numéro matricule à la Fonction Publique en espérant négocier leur retour à Bujumbura. » Le danger de cet état des choses devrait être présent à l'esprit de tout citoyen. En effet, le cas de l'arrêt des troubles post électoraux au Kenya est instructif. Le rêve de tout Kenyan fortuné est d'avoir un pied-à-terre en milieu rural. Sachant qu'ils avaient investi dans les campagnes, les politiciens kenyans ont tout fait pour faire cesser les violents affrontements, à caractère pourtant ethniques, qui ont suivi la proclamation des résultats des dernières élections présidentielles. C'est un tel intérêt qui, par exemple, devrait être palpable dans le chef des dirigeants congolais qui s'empressent d'investir et d'envoyer leurs enfants à l'étranger dès qu'ils ont un peu d'argent. Tout ceci pour dire que la valorisation des terroirs est donc l'une des stratégies pour la création du bonheur partagé entre des villes qui auraient leurs genres de vie et des campagnes où il ferait bon vivre.

- b. De jeunes générations coupées de leurs bases culturelles et historiques naturelles.

Sous la colonisation belge, en même temps que les jeunes apprenaient dans les manuels d'Histoire que

Jules César aurait dit que de tous les peuples de la Gaule les Belges étaient les plus braves et que les manuels de géographie disaient que la Belgique était riche à cause de ses colonies du Congo-belge et du Ruanda-Urundi, on interdisait les danses et les langues traditionnelles à l'école et les croyances et les institutions africaines étaient l'objet de moquerie. Et pourtant, ces peuples auxquels la colonisation déniait toute culture avaient construit et édifié des institutions politiques et sociales majeures fondées sur l'esprit d'« ubuntu », humanité profonde et authentique et des solidarités traditionnelles multiformes et vivantes ainsi qu'une civilisation des savoirs et pratiques techniques et culturelles adaptées. C'est dire que les Belges nous ont créés à leur image et nous avons intégré en nous cette image dévalorisante et infériorisante.

Le moindre intellectuel se voit comme l'intermédiaire entre le frère à élever vers le Belge, le Blanc ou son remplaçant actuel. Sur cela, cet extrait du discours prononcé en 1946 par le premier sergent major BONGOLA lors de la réception de l'hôpital belge de campagne par le cercle des évolués militaires de Léopoldville, est éloquent : « ... *Nous avons trouvé le Congo transformé. Le gouvernement du Congo Belge s'occupe aujourd'hui des grands problèmes pour l'élévation du noir évolué ou évoluant ... Si nos colonisateurs nous témoignent leur bonté et leur dévouement pour notre bien-être, nous leur devons notre respect et notre reconnaissance sans murmure ... Soyons les porteurs de la bonne lumière pour éclairer ceux qui sont dans l'obscurité lorsque nous avons fini notre terme à la Force Publique, et soyons surtout des auxiliaires précieux pour nos chefs européens qu'ils soient laïques ou*

missionnaires dans le milieu où nous nous trouvons, et aidons-les pour élever nos frères de race. Soyons patients et ayons confiance dans les promesses faites par nos civilisateurs, car elles se réaliseront avec le temps parce que le Belge, grand bienfaiteur du noir congolais, réalise son plan sans précipitation et veut être sûr de ce qu'il fait. Nous, enfants du colonel Thomas de l'hôpital belge de campagne, nous sommes très fiers d'avoir servi la Belgique et le Congo-Belge. »¹

Comme le dit un intervenant du Burundi, l'idéologie coloniale qui avait été assimilée par l'élite qu'elle avait instrumentalisée lors des luttes politiques des indépendances, va fausser les rapports entre le monde paysan et l'élite. Une forte fraction de l'élite urbaine, spécialement la jeunesse, ignore cette civilisation de nos collines qui n'est ni enseignée, ni diffusée. On forme une jeunesse "sans âme" et sans attache à la culture populaire de ses ancêtres et qui croit par exemple que les guerres tribales ont toujours existé entre Tutsi et Hutu. Cela contribue à couper les jeunes générations des bases culturelles et historiques naturelles, celles-ci étant davantage informées sur l'Histoire européenne que l'Histoire africaine. Pour J.P. Chrétien, « *les enquêtes historiques menées durant les dernières décennies au Burundi révélaient un fossé socioculturel dramatique : d'un côté les témoins du monde paysan étaient lucides sur les clivages, les enjeux et les conflits du temps passé intimement convaincus, et non sans nostalgie, de l'existence ancienne de leur nation ; de l'autre, les milieux dirigeants de la ville étaient hantés par une passion avouée ou enrobée, celle de la suprématie ou de la survie de leur ethnie, prioritaire de gré ou de force par rapport au vécu national, avec les*

¹ La Revue coloniale belge, 1^{er} juin 1946, p.15

pratiques d'exclusion, réalisées ou envisagées, que l'on connaît.»² En définitive, il faut reconnaître qu'il existe d'une façon ou d'une autre des comportements et des agissements qui s'expliquent par l'ignorance et la méconnaissance des réalités culturelles de notre propre Histoire et des données historiques anciennes et récentes du continent africain.

Dynamiques de sortie de crise

- a. Pour renforcer le cordon ombilical tendu entre le monde urbain et le monde rural

Prendre en compte le monde rural dans le processus de développement.

Les Etats africains sont avant tout des Nations de paysans. C'est le pays réel. Les paysans forment la plus grande majorité de la population. Le développement ne peut donc être équitable qu'à partir du moment où les projets sont répartis de façon à en faire profiter la population la plus grande possible. Force est de constater que ce n'est pas encore le cas aujourd'hui. Les meilleures et parfois les seules infrastructures socio-sanitaires sont placées en milieu urbain. Le milieu rural est alors cet endroit où on manque de tout. Au moment de voir comment viabiliser les campagnes, il convient d'examiner la vocation naturelle de chaque milieu pour mieux répondre aux besoins réels qui se posent. La finalité est que chacun trouve l'essentiel dans le milieu où il a choisi de s'établir. Sur cette voie nouvelle, c'est

² JP Chrétien. L'Afrique des Grands-Lacs : deux mille ans d'histoire. Aubert. Paris. 2000 p.312

alors dans les villages qu'il faut fonder les "Afrique de l'espoir". Et c'est pour cela, il faut élever leur niveau de modernisation pour que les gens cessent de se retrouver dans l'obligation d'aller s'établir ailleurs lorsqu'il devient difficile, voire impossible, d'y satisfaire au moins ses besoins essentiels. Cela suppose un nouveau leadership capable de porter une "démocratie de terroirs modèles". Mais, tout cela ne doit se faire qu'avec les concernés.

L'associer, le faire participer à la construction de son avenir.

Les ruraux sont une force de travail indéniable, tout comme c'est incontestable qu'ils se révèlent être les dépositaires du savoir traditionnel. A partir de là, ce qu'il faut renforcer chez eux, c'est leur capacité à faire des états des lieux pour qu'ils comprennent leur propre situation. Par la suite, ils pourront plus facilement s'exprimer sur leurs réalités. Cette valorisation de l'analyse des situations permettra de regarder positivement les savoirs locaux et de construire à partir des savoir-faire disponibles. Un élément comme la conscience tribale ou ethnique, qui a produit un dynamisme créatif, une fierté et une solidarité, pourrait alors venir comme un levier d'appui en étant vu positivement. Lorsque les ruraux sont traités en partenaires, leur engagement est total et des résultats sur la durée peuvent être envisagés.

"Décoloniser" l'élite. Notre avenir dépendra de notre rêve d'aujourd'hui.

Le problème du leadership est vraiment central parce que c'est aux leaders qu'il revient de porter la vision

de la société. Comme cela n'est pas évident aujourd'hui en Afrique, les élites doivent se remettre en cause. Le diagnostic de la panne sociale consécutive à la tour d'ivoire, où s'enferme une élite qui oublie d'harmoniser savoirs extérieurs et savoir-faire locaux, doit permettre de trouver la voie de réconciliation entre sagesse traditionnelle et savoir moderne. Mais, cette démarche n'est pas garantie au vu du comportement des élites africaines qui, au lieu d'avoir le courage de chercher à s'adapter aux réalités locales, préfèrent chercher à imiter l'étranger sans y parvenir. Or justement, imiter c'est copier pour dépasser. Mais si, chaque fois qu'il est question de construire une bonne route, celui qui doit décider opte systématiquement pour l'achat de jeeps 4X4, il a alors besoin de prendre conscience qu'un tel comportement le place dans la catégorie des élites qui ne savent que se référer ailleurs. Par opposition à de telles élites, les ruraux deviennent ceux qui savent, ceux qui sont dépositaires d'un savoir qui chôme. Comment s'intégrer dans leurs savoirs ? « Si ma culture n'est pas ma référence, je m'expose à l'ethnocide, à la mort de valeurs qui auraient dû être miennes », s'exclame un participant du Rwanda. A maintes reprises, les élites africaines ont prouvé leur capacité à protéger leurs avoirs. Malheureusement, c'est souvent en profitant des solutions disponibles ailleurs. Au Zaïre de Mobutu, lorsque le système financier s'est effondré, on a vu des ministres se transformer en paysans pour conserver leurs richesses converties en champs et élevages. Cela n'a pas duré longtemps. Or, si une telle capacité de veiller au grain était mise au service de la Nation, cela pourrait aboutir à une autre définition de notre être ensemble. Peut-être même que être riche

deviendrait s'enrichir mutuellement. Qui peut savoir !!!

Procéder à une éducation citoyenne de nature à promouvoir la méritocratie.

Le lieu le plus important pour opérer toutes ces transformations se trouve être l'éducation et plus spécialement l'éducation à la citoyenneté. Il y a nécessité d'opérer toute une réorientation en Afrique. L'idéologie divisionniste, la violence et les détournements occupent en permanence la Une des média qui imposent ces images à la formation de l'imaginaire collectif. Bien que les responsables de ces actes à la Une soient un petit nombre, ils sont pris comme représentatifs de la tendance ou de l'état de lieu majoritaire. Il faudrait alors une pression populaire portée par la Société Civile pour valoriser ceux qui prennent une autre direction pour construire. La presse a le pouvoir de faire surgir un nouveau leadership en valorisant ceux qui prennent une autre direction, ceux qui sont de nouveaux modèles, qui construisent et qu'on peut proposer à la jeunesse. Une sorte de prix d'excellence doit diriger sur eux les projecteurs de l'actualité. C'est cela qui peut favoriser la naissance d'un nouveau leadership formé par une opposition qui épouse les attentes des populations et par un courant généré par la capacité de transformation sociale des Eglises. Le souci primordial doit donc être de former à l'éthique en passant, au besoin, par une institution d'éthique qui veillerait à la production ou à la poursuite de normes porteuses d'idéal. Et tout ceci n'est productif qu'à partir du moment où il est porté par le plus grand nombre possible. Ce qui passe par l'information. Il

faut donc créer des lieux de rayonnement de la pensée, des bibliothèques, des librairies et des maisons d'édition. Dans le même ordre d'idées, la transmission des idéaux demande d'oser inventer l'avenir sur base de la mémoire. Les monuments sont les signes visibles de la reconnaissance d'une société qui célèbre ses enfants les plus méritants, ses enfants modèles. Des débats sur les formes locales de mémoire sont par conséquent une voie privilégiée vers la connaissance de notre Etre en ce sens qu'ils permettent d'amener à la conscience le consensus ambiant sur les valeurs mobilisantes portées par les membres méritants distingués.

b. Vers une nouvelle politique sociale pour une Afrique de l'espoir.

Afin de garder allumée la flamme de l'espoir suscité par des Africains décidés à sortir le continent de son état de paupérisation et d'exploitation éhontée, et lui redonner de la fierté, quelles actions de solidarité et de renforcement mutuel envisager ? Quels efforts entreprendre pour embarquer dans ce train le plus de gens possible qui aujourd'hui ne jouent le rôle que de spectateurs ?

Pour une approche de l'identité africaine, quelles peuvent être les voies concrètes de renaissance et de développement basées sur la promotion des valeurs traditionnelles communes dans un monde moderne caractérisé par l'illusion du village planétaire que la plupart des Africains, surtout ceux du monde rural, contemplant de loin ?

Pour dégager des propositions répondant à ce questionnement, au lieu de continuer à accumuler des recommandations adressées aux autres sans

jamais les voir réalisées, consacrons plutôt du temps à imaginer ce qui est réellement à notre portée pour prétendre affronter un tel défi.

Travailler à l'identification et à l'appropriation du concept "choix de civilisation".

Ceci est très important quand nous réalisons qu'un monde globalisé signifie pour nous une structuration de nos désirs fondamentaux et systèmes d'action. Dans cet espace de plus en plus mondialisé, nos désirs sont en train d'être calibrés à des valeurs forgées ailleurs. Il suffit de voir les films pour enfants diffusés à longueur de journée par les médias. C'est l'une des voies par lesquelles se forment les rêves. Malheureusement, ce système dispose d'une telle force de fascination que même les villages ne rêvent que de ressembler aux villes qui y ont déjà accédé. Et cela ne se limite pas seulement au monde onirique. Il n'y a qu'à regarder nos systèmes d'action pour s'en convaincre. Un politicien congolais joue des pieds et des mains pour décrocher le parrain à l'étranger qui lui fera accéder à un poste ministériel à Kinshasa. C'est ce qui a fait dire à un observateur averti : « Tout le monde suit l'Occident alors que l'occident ne va nulle part ». Nous voulons vivre comme le veut l'autre, sans même nous poser la question de savoir si ce que vit celui que nous voulons suivre a un sens ou non.

Comment alors penser positivement l'Afrique ? La mise en lumière des valeurs et de l'éthique proprement africaines s'impose. La question pourrait être formulée ainsi : « Quelle est la valeur qui, quand elle est attaquée, nous mobilise ? » Lorsque les

attentats du 11 septembre ont eu lieu aux Etats-Unis, le Président s'est adressé à la Nation américaine en ces termes : « La liberté a été attaquée. » Et là, chaque Américain s'est senti concerné.

Il est clair que pour arriver à ce stade, des choix politique, économique et socioculturel doivent être opérés. Cette opération passe par des processus parfaitement maîtrisables. Il s'agit, par exemple, de prendre l'option politique de matérialiser la volonté d'impulser un sursaut créatif aux campagnes à travers les priorités budgétaires. C'est cela qui valoriserait nos campagnes. Dans le domaine économique, il faudrait s'organiser pour répondre aux besoins de base des populations de façon à les rendre capables d'initiatives comme contribution au développement local. Le choix socioculturel à opérer doit être à la base de l'acquisition ou du renforcement d'une force mentale traduite par un engagement quotidien à résoudre les problèmes vitaux. C'est une orientation d'esprit positionnée aux antipodes du parasitisme, du défaitisme et de la démoralisation qui détruisent les terroirs africains.

Faire de la méritocratie un principe sacré.

Une anecdote, qui dit bien ce qu'elle veut dire, rapporte qu'un passager, descendant d'un bus bondé, à qui son cousin demandait avec qui il avait voyagé, aurait répondu : personne, pour dire qu'il avait été le seul Muluba à bord. La conscience tribale est très forte et peut étouffer complètement la citoyenneté si elle n'est pas canalisée vers le transfert des expériences et des attitudes positives, qu'elle génère, à la vie de la Nation. C'est dire aussi que

c'est une réalité qu'il serait difficile de balayer d'un revers de la main. Dans ce cas, tenir compte de la réalité d'existence d'une mosaïque de tribus, dans un pays comme la RDC, revient à chercher à concilier le mérite et la chance à accorder aux minorités pour une contribution optimale de tous les citoyens à l'édification de la Nation. Il faut cependant signaler que cette tendance ne peut porter des fruits que si elle est soutenue par les populations elles-mêmes. Ce qui suppose leur implication réelle dans la vie politique du pays. Cela se ferait, par exemple, à travers la promotion d'une opposition structurée suivant leurs attentes. Les efforts d'une telle tendance seront encore plus visibles si les populations sont impliquées dans l'entretien d'une pression publique. Ce qu'on appelle opinion doit exister réellement pour que les gouvernants sachent qu'ils ne peuvent pas faire ce qu'ils veulent. C'est ainsi qu'ils se trouveront dans l'obligation de chercher en permanence à mériter la confiance des populations qu'ils sont censés servir. Il resterait alors à gérer les frustrations inévitables tant il est vrai qu'on ne peut satisfaire tout le monde.

Comment créer l'harmonie sociale ?

La réponse à cette question impose de s'interroger en profondeur pour rechercher comment les réalités ethniques ou claniques peuvent s'emboîter dans les réalités institutionnelles et organisationnelles modernes sans que la société ne se casse. Ce qui est désigné comme réalités ethniques ou claniques, c'est aussi les valeurs de référence qui sont en train de mourir. Une lutte contre l'ethnocide doit donc être entreprise de façon urgente. Le professeur

Nzabandora souligne que « A la fois entités politiques, socles fondamentaux d'identification sociale ou individuelle, gestionnaires du sacré, des vocations économiques et du culte public des ancêtres, les clans et les lignages sont aussi des organisateurs de la solidarité mécanique entre leurs membres respectifs et disposaient, avant la colonisation, de mécanismes de contrôle social redoutables et redoutés de tous [...] » Un tel aspect, s'il est récupéré et adapté, est de nature à corriger les déviations entretenues par les animateurs des structures communautaires pour s'attaquer au défi de la réduction du fossé qui s'élargit entre les milieux urbains et les campagnes. En effet, le professeur Emile Mworoha retient que : « Le peu d'investissement que connaissent les pays se concentrent essentiellement dans les villes et bénéficient à une minorité urbaine faite de gens détenteurs du pouvoir, responsables des entreprises publiques ; des bénéficiaires de contrats et de marchés publics ainsi que des clientèles des réseaux plus ou moins obscurs du pouvoir. »

L'arsenal juridique pourrait même être utilisé pour renverser cette réalité. Le problème qui se pose est simple. Ou l'application du principe "Nul n'est censé ignorer la loi" prévaut et privilégie la mise en œuvre de codes écrits selon Napoléon, ou le vécu des gens intègre les pratiques juridiques du pays profond. C'est ainsi que les lois coutumières auront leur place dans l'existant.

Il faut noter cependant, à propos de la rupture entre l'élite et le monde rural, que cette rupture n'existe pas dans l'absolu. L'anneau n'est pas rompu en

profondeur. Le cordon n'est que dangereusement distendu. La réconciliation est encore possible. Les élites vont encore en vacances au village, s'intéressent à leurs racines lors des campagnes électorales et admettent que le terroir reste la référence lorsqu'il s'agit de puiser dans la tradition. C'est sur le plan socioéconomique que le fossé continue à se creuser entre les villes et les villages. C'est pourquoi, pour que les besoins des villageois soient satisfaits au village, il importe d'élever le niveau de modernisation de ces villages. Le professeur Kä Mana trouve « inconcevable que nous continuions à privilégier une modernité citadine qui exclut nos campagnes au lieu d'investir dans l'agriculture et dans la modernisation de nos villages et de leurs terroirs pour une dynamique de la promotion humaine à la base. Je trouve misérable le système actuel des transferts financiers des élites urbaines vers les campagnes, dans une sorte de "westernunionisation" de nos pays où l'argent envoyé aux parents, oncles, tantes, cousins et neveux du village soulage plus les misères qu'il ne suscite une véritable volonté de modernisation et de développement local. »

Comment arrêter la reproduction du système répressif ?

Même si entre l'élite urbaine et le monde rural l'anneau n'est pas rompu, la position de leader des citadins leur impose des obligations qu'ils tiendront difficilement. En effet, ils souffrent d'une pathologie de l'aliénation. Au lieu d'inventer des solutions pour viabiliser les terroirs ruraux, ils développent plutôt leur capacité à fuir le pays pour profiter des

solutions mises au point ailleurs et qu'ils n'ont pas été capables de mettre en œuvre chez eux. Et pourtant, dans l'Histoire du Zaïre, il y a eu un moment où les élites avaient pensé au monde rural pour mettre leurs avoirs à l'abri. Suite à une forte récession et à une dépréciation accélérée du Zaïre monnaie, ils s'étaient vite reconvertis en paysans intéressés par l'agriculture et l'élevage. Mais, dès que les événements ont seulement commencé à tourner, ils ont tout aussi vite abandonné leur âme de paysan pour reconvertir leurs avoirs et les placer ailleurs, laissant leurs chères campagnes retomber dans le délaissement et l'oubli. C'est cela qui fait penser que la solution serait à rechercher dans une conscientisation publique qui partirait d'une profonde éducation des enfants. Bien qu'il y en ait qui pensent que la définition des concepts serait utile, changer la définition d'être riche ne nous paraît pas être de nature à mobiliser les élites réelles marquées par un individualisme qui s'enracine de jour en jour. Qui pourrait convaincre une autorité rompue aux détournements des deniers publics qu'être riche c'est l'être avec les autres ? C'est une utopie à laquelle on peut rêver à condition de la prendre comme telle.

Il faut aussi noter l'importance de la solidarité dans le processus d'aboutissement des idées. En effet, le changement ne sera atteint qu'à la suite de la solidarité agissante de tous ceux qui croient qu'un autre monde est possible. C'est ce qui a fait dire à plus d'un participant à cet atelier que c'est à chaque pays de concevoir son modèle de démocratie.

Transformer nos forces de l'espoir en leviers pour forger notre destin.

Ces forces de l'espoir sont largement développées dans l'exposé du professeur Kä Mana qu'on trouvera dans la deuxième partie de ce Regards Croisés. Le mérite de l'atelier a été de dégager les mécanismes de leur mise en œuvre que voici :

Exploiter la puissance de la pensée.

Les penseurs jouent un rôle dans la société tel qu'il est facile de soutenir que le monde appartient à ceux qui pensent. C'est ainsi que nous pouvons évoquer que, globalement, la vision qu'a la France de ses relations avec le Tiers Monde est fortement influencée par deux livres : l'un écrit par René Dumont, "L'Afrique est mal partie" et l'autre par Alain Peyrefitte, "Quand la Chine s'éveillera, le monde tremblera". L'Afrique a aussi ses penseurs. Dès 1956, **Le Manifeste de la conscience africaine** pose l'équation : « Se développer égale être conscient d'être soi-même. » Le mouvement de l'identité africaine est porté par Alexis Kagame, Vincent Mulago, Joseph Malula et d'autres qui s'inscrivent dans la ligne de la philosophie de la libération qui nous impose de nous décider nous-mêmes dans quel système nous entrons.

Quand des prêtres comme Léonard Santedi Kinkupu osent affirmer qu'un peuple n'est peuple que s'il sait inventer'', c'est pour poser le postulat que l'Afrique ne se construira que de l'intérieur et à l'intérieur. C'est la raison pour laquelle, dans le cadre de la thématique de l'atelier de Goma, il a été impérieux

de découvrir le mode opératoire d'une participation constructive à un dialogue entre élites urbaines et rurales. Où se situe cet espace susceptible de réunir des hommes complexés parce qu'ils ont accès à des structures qui leur facilitent la vie (eau, électricité, auto,...) pour les mettre en face de ruraux qui, certes, restent la référence pour le substrat culturel, mais qui sont récupérés à des fins politiques ? Quels sont les repères à porter à la conscience, à illustrer dans l'imaginaire collectif et qui sont de nature à favoriser une dynamique qui renverse la tendance d'un univers à deux vitesses ? Que s'est-il passé en RD Congo pour que des Congolais soient devenus si indifférents aux malheurs de leurs concitoyens ? L'exemple kenyan est très instructif. Si la solution aux troubles post électoraux de 2008 a pu être si rapidement trouvée, c'est en grande partie parce que le Kenyan investit dans son pays. Par conséquent, en cas de problème, il se trouve dans l'obligation de défendre ses avoirs. Autrement, c'est difficile que des politiciens s'intéressent à leurs frères quand leurs enfants sont en Europe ou eux-mêmes ne se font soigner qu'en Afrique du Sud.

Par conséquent, il faut être conscient d'être soi-même et pour cela, une révolution est à faire. L'élite doit prendre conscience de son identité et de son rôle. Un va-et-vient doit se faire entre ceux qui savent s'intégrer dans leurs savoirs et ceux qui ne se réfèrent qu'ailleurs. Ma culture doit être désormais ma référence principale. Autrement, c'est la mort pure et simple des valeurs. Ce qui peut amener l'homme à considérer l'autre comme un animal à abattre. La révolution à faire doit finalement nous

délivrer de la domination, de l'aliénation et de l'exploitation.

Œuvrer à la connaissance de notre Etre.

Nous ne nous connaissons pas nous-mêmes, nous ne connaissons pas non plus l'Occident. Lorsque Cheikh Hamidou Kane affirme, dans "L'aventure ambiguë", qu'on nous a envoyé en Europe pour apprendre pourquoi les Blancs nous ont battus, il sait ce qu'il dit parce que nous sommes revenus et nous n'avons même pas apporté la réponse à nos campagnes. C'est que l'attention à notre être n'est pas aiguisée. Un ministre congolais, qui visitait ses parents restés au village, est surpris de trouver le salon de la maison en matériaux durables qu'il leur avait construite encombré par des fagots de sorgho frais. Devant son indignation, sa mère lui fait remarquer qu'elle ne pouvait pas laisser son sorgho à la merci des intempéries alors qu'une grande pièce de la maison ne servait pas à grand chose. Le milieu rural a ses réalités dont doit nécessairement tenir compte celui qui veut le viabiliser. Si le citadin est facilement vêtu en costume et cravate, il ne peut en être de même pour le paysan qui doit s'occuper de son champ.

Cependant, quand on parle de réalités, il convient de se demander comment faire une approche de définition de ces réalités. Le problème se pose à propos de l'ethnie. Un courant voudrait faire fi des ethnies alors qu'un autre propose de les rentabiliser dans la mobilisation des communautés. Une participante du Rwanda, interrogée pour le compte de l'émission "Echos de Goma et d'ailleurs ... Fissures" de Pole Institute, réfléchit : « *Quant à la*

définition de la culture, de nombreux auteurs disent que "la culture est la façon de vivre d'hommes qui partagent le même territoire, les mêmes valeurs sociales, bref qui ont une façon de vivre qui est la leur". C'est aussi ce que disent les définitions proposées par des sociologues comme Williams, Gibben ou Halalambo pour lesquelles la culture est une façon de vivre pour une population donnée. Quand on analyse la situation dans la région des Grands Lacs, ce que les intellectuels – et les politiciens en particulier – proposent comme définitions fait fi de réalités qui ont pourtant été intégrées par les populations au point d'avoir leur place dans ces définitions pour la simple raison que la vie ne se définit pas au préalable. Elle se définit par ce qui est vécu réellement et qui, de ce fait, s'extériorise. Ces définitions fabriquées par les intellectuels oublient, sciemment ou non, d'intégrer cette réalité. C'est pourquoi, les définitions de l'identité en Afrique, excluent les réalités apportées par les colonisateurs comme c'est le cas au Rwanda avec cette identité floue et divisionniste qui classe les gens en Hutu, Tutsi et Twa. Les sociologues politiques disent qu'il s'agit là de notions fausses. Mais, aujourd'hui au Rwanda, si tu descends dans mon village et demande à ma mère : « qui es-tu », elle ne te sortira pas spontanément : je suis umunyiginya ou umwega ou que sais-je encore, elle dira : « je suis umututsi ». Pour dire que les notions apportées par les colons ont été intégrées par des populations peu soucieuses de définitions théoriques. Par conséquent, ne vaudrait-il pas mieux d'intégrer ces notions, d'autant mieux qu'elles font partie intégrante de la vie des populations, dans un processus de changement pour ne pas en rester aux côtés négatifs mais pour se lancer vers une valorisation d'un acquis intégré dans le mode de vie réel. Pour dire que, au lieu de mettre toute son énergie à remplacer obligatoirement des réalités par d'autres, autant opérer avec les concepts auxquels les gens se réfèrent aujourd'hui, quitte à mettre le paquet

*plutôt sur la promotion des valeurs humaines.» Les expériences burundaise de « **Inkingi zubuntu** » (les gens qui ont caché leurs concitoyens menacés pendant les massacres) et rwandaise sur « **Ethique et culture** », sont éloquentes. Elles appuient des stratégies de promotion de la citoyenneté comme l'esprit de **l'Intahe** au Burundi. C'est le vouloir vivre ensemble qui conditionne la paix et la réconciliation.*

Opérer une révolution morale.

On est vraiment impressionné par le génie qui ressort des cas de détournements opérés par des Africains aussi loin de leur continent qu'en Europe, en Extrême Orient ou en Amérique. Des sommes colossales sont soustraites de comptes en banque de grands de ce monde au profit de parents ou d'amis restés en Afrique. Plus localement, dans la ville de Goma, au Nord-Kivu, près de 40% du capital circulant a été capté par un groupe sous régional d'individus qui ont réussi un montage financier des plus douteux. Une institution de micro finance a été créée pour récolter des dépôts à rémunérer à hauteur de 37% le mois. Plusieurs activités ont été cassées pour courir derrière le mirage du gain facile, course qui s'est soldée par des pleurs et des grincements de dents lorsque les autorités ont brisé le rêve en ordonnant la cessation de telles activités. Ne peut-on, pas transformer ce génie du mal en force d'inventivité positive ? Comment faut-il le faire ? Avec qui ? Sur quelles bases ? Au nom de quelles valeurs ? Ce sont là des questions décisives pour nous.

Le génie du mal c'est aussi toutes ces manifestations de jalousie en vigueur dans plusieurs coins du continent et qui aboutissent parfois à la mort de ceux qui s'élèvent dans la société. Tu construis une belle maison, on te tue. Mais, dans un tout autre registre, l'instrumentalisation de la tribu à de fins politiques met gravement en danger la concorde nationale. Que faire ? Une politique culturelle devrait être mise en œuvre pour façonner des élites capables d'enrayer la pauvreté. Cela peut commencer au sein même de la famille. Raison pour laquelle nous devons recréer "l'école familiale" comme espace d'apprentissage des valeurs fondamentales. Il resterait alors à former les hommes d'Eglise à la mobilisation pour une continuité dans l'entretien et la fixation de ces valeurs.

Repenser la Société Civile à la lumière des orientations des grands rêveurs d'avenir en Afrique.

En puisant dans les profondeurs de la pensée de la RD Congo, on peut redécouvrir les riches philosophies développées par ce pays pour la transformation positive de nos sociétés. C'est le professeur Kā Mana qui dit : « *Je pense aux philosophies du bonheur partagé qui s'ancrent déjà dans certaines consciences congolaises pour donner de nouveaux rêves de vie en abondance à nos pays aujourd'hui meurtris. Ces philosophies du progrès humain solidaire tracent de nouveaux sillons pour une Afrique dont la vie politique, la vie économique et la vie culturelle seront désormais guidées par une ambition radicale de construire une société en rupture avec le néocolonialisme et le néolibéralisme.* » C'est clair que c'est d'un nouveau leadership qui ne copie et n'imité que pour

dépasser dont nous avons besoin pour aller de l'avant.

Des espoirs pour son éclosion peuvent alors être placés dans des alliances solides entre responsables d'institutions, professeurs, pasteurs et chercheurs indépendants comme base pour avancer vers le défi d'un nouveau choix de civilisation qui permettrait d'envisager une Afrique qui réussit. Un tel espace aurait l'avantage de disposer de cette grande force que constitue la création collective de stratégies et d'actions avec attente de résultats. Ceci est réalisable dans cette Afrique qui se bat à travers les luttes multiformes de ses nombreuses Associations, ONG et Solidarités.

Pour aller plus loin !! ...

Ces deux jours passés ensemble ont permis aux participants à cet atelier de mener des échanges concernant la rupture entre les milieux ruraux et les élites citadines. Ce moment était important pour poser un certain nombre de problèmes de développement de notre Sous-Région parce que nous sommes venus du Burundi, du Rwanda et de la RD Congo pour réfléchir ensemble sur le destin de notre région sous l'angle de cette collaboration ou de cette possibilité de dépasser la rupture entre les campagnes et les villes. Ce qui a été important dans le travail c'est d'abord l'identification des champs de recherche et de réflexion à couvrir.

Invité de l'émission "Echos de Goma et d'ailleurs ... Fissures" de Pole Institute, le professeur Godefroid Kä Mana résume ainsi le contenu de ces deux jours

d'intense production : « Il m'a semblé que le plus important dans le travail que nous avons fait c'est d'abord de découvrir qu'il y a une volonté à susciter aujourd'hui afin que les villes et les campagnes entrent dans une même dynamique de développement, de construction de l'avenir et d'action pour que toute notre région puisse devenir une région où nous travaillons dans tous les domaines pour un certain bonheur partagé. Cette conscience a été une conscience très forte.

En même temps, nous avons pu voir qu'il a des lieux où les actions doivent être ancrées fondamentalement. Le lieu qui m'a le plus frappé c'est l'éducation. Aujourd'hui, il nous a semblé important que, à la campagne comme en ville, nous puissions refonder notre être ensemble sur des valeurs qui s'inspirent de nos traditions, de nos cultures et de nos civilisations pour les intégrer dans la dynamique de la vie moderne afin que nous puissions parler nous-mêmes en tant que peuples ayant une base solide et non en tant que peuples ballottés par le vent des doctrines. Nous avons aussi insisté sur la dynamique juridique à mettre sur pied pour que nos sociétés puissent fonctionner comme des sociétés de respect des droits humains, comme des sociétés où la problématique des droits de la personne et des peuples, la capacité de vivre ensemble en respectant des règles de la vie communautaire, que cela devienne une priorité. Et il faut des actions qui puissent aller dans le sens où nos systèmes juridiques, administratifs et nos structures étatiques puissent être conviés dans une même direction. L'éducation et le champ juridique nous ont de fait paru être des champs prioritaires.

Mais nous n'avons pas oublié les champs de la culture, de la politique et du développement socio-économique. Là aussi, il m'a semblé utile de montrer comment la culture peut devenir la base d'un développement qui favorise les

liens entre nos pays, nos communautés de vie, la base et le sommet et cette culture de liens, qui constitue la force même de la société africaine, devrait être un fondement, un pilier, un levier d'une nouvelle manière de vivre ou, pour le dire avec une ambition plus grande encore, cela devrait être la base d'un nouveau choix de civilisation. C'est un pas, nous allons continuer la marche. »

Continuer la marche, tous les participants l'ont souhaité et l'ont dit. Des lignes d'action ont même été tracées :

- Former un réseau de média et l'impliquer dans le village d'espoir à créer ou à refonder en partant d'actions positives connues.
- Former des communicateurs, journalistes, hommes d'Eglise, artistes, enseignants, toutes les personnes qui communiquent avec les masses ou les groupes sociaux en osant inventer l'avenir sur base de la mémoire. Comment introduire le débat sur les formes locales de mémoire ?
- Engager un dialogue entre l'élite urbaine et la base sur l'instrumentalisation de la logique tribale et son incapacité à faire avancer les sociétés dites modernes. « Que l'élite accepte de se laisser enseigner par une base qui doit aussi profiter de ce feed back. »
- Renforcer la solidarité et la collaboration entre toutes les personnes qui se posent des questions entrant dans les champs identifiés.

DEUXIEME PARTIE : COMMUNICATIONS

Introduction :

Cette deuxième partie présente les communications présentées à l'Atelier. Sur le thème central des relations entre les élites urbaines et le milieu rural, les intervenants ont choisi des angles d'attaque complémentaires et très riches d'informations et de réflexions.

Le professeur Emile Mworoha, du Burundi, présente la situation de son pays dans la complexité des rapports que les élites des villes entretiennent avec les populations des terroirs ruraux. Il montre comment, dans la mouvance d'une modernité incohérente et dévoyée, les milieux urbains polluent les campagnes avec une idéologie ethnocide fondée sur des intérêts à courte vue.

Le professeur Joseph Nzabandora Ndimubanzi, de l'Université Libre de Kigali, s'attaque au problème complexe du peuplement précolonial et de la réorganisation de la Région du Nord-Kivu par les pouvoirs coloniaux qui ont détruit les bases des structures d'humanisme qui irriguaient la vie des populations sur la base du clan comme fondement de l'être ensemble, et non sur celle des tribus, ces inventions coloniales dont les résultats sont aujourd'hui visibles dans les conflits et les guerres qui ravagent la région des Grands-Lacs. Pour sortir de cette situation, il est urgent et indispensable de revisiter l'histoire précoloniale et de redynamiser les valeurs de l'Ubuntu qui sont le socle pour l'invention

d'un avenir de paix dans la Région des Grands Lacs, avec pour perspective une nouvelle vision des relations entre les villes et les campagnes, en vue d'une nouvelle dynamique de développement.

Gabriel Habimana, chargé des cours à l'Université Libre de Kigali, casse les ressorts de fondements des pratiques tribalistes qui ne sont que des machines destructrices utilisées par des pouvoirs politiques qui veulent instaurer des dictatures en manipulant les esprits et les consciences. A ses yeux, il faut refonder l'Etat en Afrique et promouvoir une éducation citoyenne qui refuse les mécaniques du tribalisme pour instaurer le règne de la méritocratie, une nouvelle culture pour donner aux citoyennes et aux citoyens le sens de l'effort et de la créativité.

Pour le philosophe congolais Kä Mana, professeur à l'Institut de Pédagogie pour Sociétés en Mutation (IPSOM, Bandjoun, Cameroun), le problème des relations entre les villes et les campagnes est un problème d'un nouveau choix de civilisation dans un contexte mondial où l'Afrique devra se doter de nouveaux référentiels politiques, économiques et socioculturels en rupture avec l'ordre néolibéral qui la réduit à l'état d'un appendice insignifiant dans la marche du monde.

Le fil rouge de toutes les communications présentées à l'atelier de Goma est clair : il est temps pour l'Afrique d'opérer des ruptures radicales avec des idéologies et des pratiques sociales qui la tuent, il est temps pour l'Afrique d'inventer des alternatives réalistes et crédibles pour construire son avenir.

1. ELITES URBAINES ET MONDE RURAL EN AFRIQUE

Voies d'impulsion pour des relations constructives

Par le professeur Emile Mworoha

L'un des événements mondiaux le plus marquant de la seconde moitié du XX^e siècle aura été la fin de la colonisation en Afrique et l'accession du continent à l'indépendance avec la naissance des nouveaux Etats et leur entrée à l'ONU ainsi que la création de l'Organisation de l'Unité Africaine devenue depuis l'Union Africaine.

Les pères fondateurs des nouveaux Etats accédant à la souveraineté affichaient de nombreuses ambitions non seulement la libération des peuples et leur émancipation politique, mais surtout l'édification des économies prospères avec la mise en valeur des immenses ressources naturelles du continent, la promotion de l'éducation, l'acquisition de la souveraineté sur le plan alimentaire, l'amélioration de la condition sociale et l'épanouissement de la personnalité culturelle de l'Afrique.

Quels résultats et quels pas franchis sur la voie de l'émancipation politique, économique et sociale après un demi siècle d'indépendance ?

La question qui nous intéresse ici concerne deux acteurs majeurs du changement en Afrique à savoir les élites urbaines et les paysans du monde rural, deux groupes qui accusent entre eux d'énormes écarts sur le plan des modes de vie avec des tensions

et de quiproquos générateurs de toutes sortes des conflits et des tensions.

Essayons ici de prendre la mesure du problème en analysant d'abord les racines historiques et culturelles pouvant expliquer les phénomènes d'incompréhension entre les deux catégories, les sources et les manifestations des conflits avant de tenter d'avancer quelques thérapies et voies de réconciliation et de reconstruction.

Les racines historiques et culturelles d'incompréhension entre les élites urbaines et le monde rural

L'une des caractéristiques de l'Etat africain indépendant est le développement exponentiel des capitales du continent où va se rencontrer une masse considérable de gens qui désertent le monde rural à cause des nouvelles fonctions et potentialité de développement et d'amélioration des conditions de vie offertes par les nouveaux centres du pouvoir.

Les élites urbaines qui dirigent et organisent les nouveaux Etats vont tourner le dos à leurs racines que constitue le monde rural et se fixer dans les centres urbains comme dans des tours d'ivoire. Comment se structure le phénomène opposition élites urbaines /monde paysan ?

Trois aspects paraissent être à la base de ces confrontations :

- la mobilisation des élites urbaines pour l'accaparement et le contrôle du pouvoir, avec pour conséquence le délaissement du monde paysan ;

- la modernité de la ville et son corollaire qu'est l'arriération dramatique des campagnes ;
- l'ignorance et le mépris généralisé des cultures africaines, dont les effets sont aujourd'hui les violences que nous connaissons.

La mobilisation des élites urbaines pour l'accaparement et le contrôle du pouvoir et la montée des violences

Avec l'accession des Etats africains à l'indépendance, la ville, généralement la capitale, qui pour certains pays est la seule agglomération qui prend le nom de ville, devint le nouveau lieu de modernité où le col blanc a remplacé le colon blanc. C'est ici en effet que s'installe l'élite politique, administrative et commerçante. C'est la construction du nouvel Etat qui se manifeste d'abord par le contrôle de la capitale où se trouvent quelques unités industrielles, les centres du pouvoir avec le gouvernement, les ministères, les ambassades et les casernes militaires.

Le phénomène qui accompagne la déclaration d'indépendance concerne avant tout une confrontation politique que se livrent les élites urbaines entre elles pour le contrôle de l'Etat, source d'enrichissement et de privilèges. Ces élites sorties de l'école officielle et missionnaire vont engager une lutte à mort pour le contrôle de l'Etat. La politique devint un nouveau métier que chacun entend exercer tandis que les ministères et les ambassades deviennent de nouvelles chefferies. Tout prétexte est acceptable pour s'emparer du pouvoir. L'élite urbaine va instrumentaliser l'ethnie, la région, même le clan, dans ce combat impitoyable pour le pouvoir. Cette confrontation sans merci qui accapare l'élite

urbaine va vite déboucher sur le système de *pronunciamento* à la manière d'Amérique latine et touche la quasi totalité du continent africain et consacre enfin l'installation des militaires au pouvoir. On instaure le parti unique censé favoriser l'intégration nationale suivant le discours ambiant¹.

Pendant ce temps le monde rural a été totalement délaissé, abandonné à des gouverneurs et préfets incompétents et corrompus qui tournent en rond et rançonnent la population, puisqu'il n'y a ni projets, ni programmes de développement.

Les élites urbaines se présentent comme seuls bénéficiaires des indépendances acquises tandis que les paysans sont laissés-pour-compte.

Cette lutte pour le pouvoir va prendre des proportions exaspérées et une tournure violente lorsque les élites politiques introduisent en milieu rural la nature des divisions politiques qui déchirent les milieux urbains au pouvoir.

En effet la recherche des clientèles et l'instrumentalisation des phénomènes ethniques pour l'accès au pouvoir ou sa conservation vont conduire nombre d'Etats africains dans des cycles de violences chroniques plus ou moins graves.

¹ Voir Emile MWOROHA, « Démocratie, promotion de la citoyenneté et compromis politiques des élites nationales comme thérapies à la crise Burundaise », *Invention et réinvention de la citoyenneté, Actes du colloque international de Pau*, Université de Pau et des Pays de l'Adour, Editions JOELLE Sampy, 2000, pp.375-386

Donnons ici l'exemple du Burundi avec le coup d'Etat hutu du 19 octobre 1965, 3ans après l'accession du pays à l'indépendance. Ce coup d'Etat qui vise le renversement de la monarchie va avoir des répercussions immédiates dans la province de Muramvya, le berceau de la monarchie où, pour la première fois dans l'histoire du Burundi, des paysans tutsi meurent à cause de leur ethnie.

Pour nombre d'auteurs, ce coup d'Etat était favorisé par la fascination de l'anti-modèle rwandais chez les leaders politiques hutu comme Paul Mirerekano qui venait de séjourner au Rwanda où la République avait été proclamée en Janvier 1961.

L'intégrisme ethnique va être diffusé dans les couches populaires et prendre des aspects catastrophiques. Il s'agit en effet des tueries massives faites au nom de l'ethnie et de l'idéologie ethnique. Les 29 et 30 avril 1972 se déclenche en effet une rébellion hutu qui se déclare dans le pays et exterminé tout tutsi (hommes, femmes, enfants) dans plusieurs régions de la République notamment Rumonge, Nyanza-lac, Vyanda, Bujumbura et Cankuzo. Ces horribles massacres furent suivis par une répression de l'élite hutu par un pouvoir militaire tutsi irresponsable.

L'ampleur des massacres et des représailles contribuera à créer dans le pays un sentiment de haine ethnique et de l'esprit de revanche².

² Sur la crise de 1972 au Burundi, se référer au livre de Jean – Pierre Chrétien et Jean François Dupaquier *Burundi 1972 au bord des génocides*, Karthala, Paris, 2007.

Les décennies qui ont suivi témoignent de la permanence de cette option de la violence comme instrument d'accès au pouvoir ainsi que l'attestent les événements de Ntega et Marangara en août 1988. Cinq ans plus tard, on assistera à la généralisation de l'idéologie ethniste avec la crise de 1993. L'avènement d'une nouvelle ère démocratique semblait donner quelque espoir au peuple burundais grâce à l'organisation des élections de juin 1993 avec la victoire du FRODEBU et l'élection de Melchior Ndadaye comme président de la République. Mais l'espérance démocratique tourna au cauchemar ethnique et au lieu de l'avènement d'une ère de paix et de concorde nationale, le pays sombra dans la généralisation du génocide.

On assistera en effet à l'insensé assassinat du Président Melchior Ndadaye suivi d'un réel génocide qui s'abattit sur les tutsi et les hutu modérés appartenant à l'UPRONA sur une grande partie du pays. Une grande guerre civile s'installa avec la naissance des mouvements et bandes armées. L'ethnisme initial qui finit par se nouer en une idéologie du génocide constitue le problème le plus important de la région des grands lacs. Le monde rural impute à l'élite politique ce choix ethnique armé comme moyen d'accès au pouvoir.

Dans son livre *L'Afrique des grands lacs : deux mille ans d'histoire* » l'historien français J.P. Chrétien évoque le fossé qui sépare les élites politiques et le monde paysan. Il écrit :

« Les dirigeants des différentes Républiques mises en place à partir des années 1960 semblent s'être contentés de confisquer les machines étatiques

laissées par les colonisateurs, que leurs discours aient été « révolutionnaires » ou « conservateurs ». Les étiquettes

« révolutionnaire », « démocratique », « nationale » « progressiste » apparaissent d'ailleurs comme étant des doubles langages, vu le fossé qui sépare le jeu politique des capitales et le vécu des milieux ruraux, pourtant producteurs de l'essentiel des richesses et enjeux de tous les conflits pour leur plus grand malheur. Sauf pour la Tanzanie, entre le milieu des années 1960 et la fin du siècle, cette histoire se solde en millions de morts. Jamais la région n'avait connu telle tragédie. Jamais comme en 1994 au Rwanda, un pouvoir n'avait calculé l'extermination de toute une population. »³

Des élites urbaines favorisées par la modernité face à un monde rural vivant dans l'arriération

Le peu d'investissements que connaissent les pays se concentrent essentiellement dans les villes et bénéficient à une minorité urbaine faite de gens détenteurs du pouvoir, responsables des entreprises publiques ; des bénéficiaires de contrats et de marchés publics ainsi que des clientèles de réseaux plus au moins obscurs du pouvoir.

La capitale devient le lieu de concentration des initiatives de développement et d'accumulation monétaire. Un nouveau mode de vie naît et attire des masses humaines dans les cités urbaines. La ville est perçue comme le lieu par excellence d'accès à la modernité. C'est ici qu'on peut accéder à une belle

³ Jean Pierre Chrétien, *L'Afrique de Grand – Lacs : deux mille ans d'histoire*, Aubert, Paris, 2000, p. 312.

maison, accéder à la voiture, consommer étranger, jouir de l'eau et de l'électricité. C'est ici que l'on construit les Universités publiques et privées. On y accède plus facilement à l'école, aux loisirs et à diverses curiosités. Les nouvelles technologies de l'information s'y sont multipliées pendant que les campagnes se meurent.

L'exode rural a pris pendant les quatre dernières décennies des proportions inouïes. Une ville comme Bujumbura qui comptait en 1962 46.000 habitants accueille actuellement près d'un million d'habitants.

Tout le monde veut se fixer en ville, attiré par le mirage urbain quelque peu trompeur d'ailleurs, car la pauvreté y a aussi droit de cité, de manière tragique. Mais chacun veut se fixer en ville, devenir citadin et moderne.

Au Burundi par exemple, l'ambition d'un commerçant qui réussit à l'intérieur du pays et de descendre à Bujumbura pour y ouvrir une échoppe et abandonner le monde rural.

Un fonctionnaire muté à l'intérieur du pays vit cette mutation comme une punition. Certains préfèrent refuser provisoirement une embauche plutôt que d'aller s'installer à l'intérieur du pays. D'autres acceptent d'y être nommés afin de disposer d'un numéro matricule de la fonction publique en espérant négocier leur retour à Bujumbura au plus vite.

Entre ignorance et mépris par les élites urbaines de la culture et des civilisations Africaines

On relève une certaine ignorance et un certain mépris par les élites urbaines de l'histoire et de la culture profonde de l'Afrique rurale et cela participe aussi au climat d'incompréhension qui règne entre le monde paysan et l'intelligentsia citadine. Les élites africaines singulièrement celles de la région qui nous intéresse au premier chef ont accédé à l'indépendance sans une connaissance véritable de l'histoire et de la culture de leurs pays. L'élite formée à l'école coloniale, aux séminaires ou à l'école officielle ignorait l'histoire et le contenu des civilisations des peuples africains. Les écrits coloniaux prétendaient que les peuples noirs sans écriture étaient des peuples sans histoire. A la place de l'étude de la recherche sur les contenus des cultures et civilisations anciennes de l'Afrique, l'idéologie coloniale plaqua des schémas d'invasion et des « schémas féodaux » qui ont terriblement piégé la compréhension des réalités et du fonctionnement des institutions traditionnelles qui fondaient les sociétés africaines⁴.

Que dit cette idéologie connue de tous, mais qu'il faut toujours rappeler tellement elle a fait et continue de faire des tragédies spécialement dans la région des Grands Lacs qui interpelle la conscience de l'Afrique et de l'humanité tout entière ?

⁴ Sur l'idéologie hamite dans la région des Grands- Lacs, voir Emile MWOROHA, *Peuple et Rois de l'Afrique des Grands- Lacs : Le Burundi et les royaumes voisins au 19^{ème} Siècles*, Dakar 1977.

Missionnaires et colonisateurs ont classé les composantes de la population des grands lacs africains en Races, Tribus ou Castes en ayant soin de distinguer parmi elles de manière très hiérarchisée « les Hamites, les Bantous et les pygmées ». Selon une théorie des invasions lancées par l'explorateur anglais J.H. Speke en 1863 dans le cadre du fameux mythe hamitique, « les pasteurs hamites » furent placés à la tête des sociétés. Venus d'Égypte ou d'Éthiopie (on ne sait trop comment), ils auraient été les artisans de l'organisation politique et sociale dans cette région de l'Afrique. Ces théories d'invasion et « schémas féodaux » faisaient notamment des « Bahima » et des « Batutsi » des envahisseurs hamites contre les « Bantous » Baïru et Bahutu.

Ces théories qui n'avaient aucune base traditionnelle et scientifique ont remplacé la véritable histoire. Elles seront diffusées par l'école missionnaire et assimilées par l'élite des pays des Grands-Lacs, occultant ainsi entièrement les réalités de l'histoire de ces pays. Ces faits nous sont connus, nous qui avons fréquenté l'école secondaire à l'époque coloniale.

En même temps qu'on étudiait l'invasion de la Belgique par César, le grand Général romain qui aurait dit que de tous les peuples de la Gaule les Belges étaient les plus braves ; en même temps que nous lisons dans les livres de géographie que la Belgique était riche à cause de ses colonies du Congo Belge et du Ruanda-Urundi, on interdisait les danses traditionnelles à l'école et on vilipendait les croyances et institutions africaines qui faisaient objet de moquerie publique.

Pourtant les peuples des Grands Lacs les Banyarwanda, les Bashi, les Banande, les Barundi, les Banyankole, les Baganda, etc., avaient construit et édifié des institutions politiques et sociales majeures fondées sur l'esprit d'ubuntu et des solidarités traditionnelles multiformes et vivantes, une civilisation des savoirs et pratiques techniques et culturelles adaptées avec notamment la religions de imandwa si caractéristique de l'espace interlacustre.

Mais l'idéologie coloniale qui avait été assimilée par l'élite qu'elle avait instrumentalisée lors des luttes politiques des indépendances, va fausser les rapports entre le monde paysan et l'élite. Une forte fraction de l'élite urbaine spécialement la jeunesse ignore cette civilisation de nos collines qui n'est ni enseignée, ni diffusée.

On forme une jeunesse « sans âme » et sans attache à la culture populaire de ses ancêtres et qui croit par exemple que les guerres tribales ont toujours existé entre Tutsi et Hutu. Cela contribue à couper les jeunes générations des bases culturelles et historiques naturelles, ces générations étant davantage informées sur l'histoire européenne que sur l'histoire africaine. C'est encore une fois J.P Chrétien qui confirme cette réalité à propos des enquêtes menées au Burundi. Il écrit :

« Les enquêtes historiques menées durant les dernières décennies au Burundi révélaient un fossé socioculturel dramatique. D'un côté les témoins du monde paysan étaient lucides sur les clivages, les enjeux et les conflits du temps passé intimement convaincus, et non sans nostalgie, de l'existence

ancienne de leur nation ; de l'autre les milieux dirigeants de la ville étaient hantés par une passion avouée ou enrobée, celle de la suprématie ou de la survie de leur ethnie, prioritaire de gré ou de force par rapport au vécu national avec les pratiques d'exclusion, réalisées ou envisagées, que l'on connaît. »⁵

En fait, il importe de reconnaître qu'il existe d'une façon ou d'une autre des comportements et des agissements qui s'expliquent par l'ignorance et la méconnaissance des réalités culturelles de notre propre histoire et des données historiques anciennes et récentes du continent africain. Que faire pour reconstituer l'anneau rompu entre les élites et le monde rural ?

Thérapies et voies pour réconcilier et établir de rapports solides entre l'élite urbaine et le monde rural

Des voies de réconciliation et de rétablissement des liens constructifs existent.

Quelles thérapies et voies pour réconcilier et rétablir des rapports solides entre l'élite africaine et le monde rural dont finalement elle est issue ?

Différentes options peuvent être explorées pour tenter de reconstituer l'anneau rompu et nous proposons ici des axes de travail.

D'abord, privilégier un développement durable pour l'Afrique qui intègre et fasse participer le monde paysan.

⁵ J.P Chrétien, op cit p.312

Ensuite, développer des stratégies de réconciliation entre l'élite et le monde rural. Enfin, impulser des politiques de paix s'inspirant des cultures africaines.

Privilégier un développement durable intégrant et faisant participer le monde paysan

Les racines des conflictualités en Afrique entre l'élite et les masses rurales gardent malgré tout un faisceau de causes qui s'imbriquent les unes et les autres : contradictions et antagonismes de l'époque coloniale comme les idéologies et les manipulations ethniques évoquées ; mauvaise gestion de l'héritage colonial, persistance de pénuries et de difficultés matérielles et économiques qui touchent aussi bien les villes que les campagnes devant une mondialisation plus subie qu'assumée. Devant cette situation, la première tentative de réponse réside dans une mobilisation de l'Afrique pour le développement, en impliquant et en intégrant le monde paysan. Il ne s'agit donc pas de continuer à exploiter le monde rural qui, avec les cultures d'exportation, entretient le niveau et le mode de vie des élites, mais de concevoir un développement participatif qui profite à tout le monde.

Le politologue français J.F Bayart, dans son livre *L'Etat en Afrique la politique du ventre*, rapporte une remarque d'un planteur Yoruba du Nigeria qui disait « Jadis, les fils travaillaient pour leurs pères, mais aujourd'hui nous avons des écoles et la

civilisation, et maintenant les pères travaillent pour leurs enfants. »⁶

Il faut donc éradiquer cette mentalité et initier un modèle de développement où chacun trouve son compte.

Les ressources africaines continuent à être exploitées dans le cadre de l'échange inégal, écrit Samir Amin. Cette situation maintient l'Afrique dans une situation de pauvreté structurelle. Comment peut-on sortir de cette situation sans une nouvelle conscience et une volonté accrue de l'élite africaine du XXI^{ème} siècle, conscience et volonté qui associent les populations rurales dans cette entreprise ?

Dans ce contexte, la région des Grands Lacs conserve des atouts majeurs que ses élites peuvent saisir et nous saluons les initiatives de Pole Institute qui nous permet de dire ces vérités simples et pertinentes. Cette Afrique du Congo avec le Kivu, le Rwanda, le Burundi, l'Ouganda et l'Ouest de la Tanzanie, est une région bénie au plan climatique, riche de ses diversités des sols, de ses eaux, ses rivières, ses lacs, ses potentialités agricoles et pastorales ainsi que la richesse et l'unité de sa culture. Plus encore, sa force réside dans le courage et le génie de ses hommes et femmes qui ont tout ce qu'il faut pour faire de cette région la base et l'exemple du développement en Afrique. Engageons nos jeunes et nos élites dans ce combat salutaire.

⁶ J.F Bayart, *L'Etat en Afrique, la politique du ventre*, Fayard, paris, 1989, p.143

La persistance de la pauvreté absolue dans un monde où des progrès matériels considérables sont réels et où l'accumulation des richesses n'a jamais atteint une telle ampleur hante les esprits et dérange les intelligences.

Le système économique mondial a réussi à favoriser le décollage des différentes régions à l'exception de l'Afrique. On estime par exemple à plus de 200 millions de personnes qui en Asie de l'Est, en ont franchi en une décennie le seuil de pauvreté absolue par une croissance soutenue.

La meilleure mondialisation pour l'Afrique doit aboutir à un changement de paradigme et s'articuler autour d'un développement harmonieux durable. Dans un livre collectif paru en 2005 et auquel j'ai eu l'honneur de contribuer intitulé *Mondialisation, cultures et Développement*, Edem Kodjo esquisse une stratégie de développement de l'Afrique. Il écrit :

« Les données premières de cette stratégie sont connues : - une primauté des valeurs qui fondent la société africaine ; - un développement au ras de sol axé autour de la personne, acteur et promoteur de son propre développement ; - une action globale qui assure un développement sur deux pieds qui ne néglige ni l'agriculture, base naturelle de toute accumulation, ni l'industrie qui muscle tout processus de développement ; - une orientation sociale avancée prenant en compte le facteur essentiel de l'éducation et le domaine de la santé (il n'est de ressources que d'hommes) ; - un effort d'endogénéité visant à consacrer les ressources africaines au développement africain ; - un rôle

intelligent de l'Etat coordinateur raisonnable du processus du développement ; - une participation démocratique des peuples à leur autopromotion avec un souci évident de respect des droits de l'homme. »⁷

Développer des stratégies de réconciliation entre l'élite et le monde rural par l'éradication des idéologies meurtrières et par l'éducation à la citoyenneté

Aujourd'hui ; il est urgent de promouvoir la citoyenneté par un dépassement des clivages « ethniques » et le combat pour l'éradication des idéologies meurtrières en Afrique, à travers des mouvements et courants anti-génocides dans lesquels devraient œuvrer les forces intellectuelles (Universités, Centres de recherche), des forces sociales (femmes, jeunes, société, civile, syndicats, Eglises, etc.), et enfin des mécanismes institutionnels (gouvernementaux, législatifs, judiciaires). La constitution de l'Etat nation en Afrique doit faire face aux stratégies et idéologies ethnicistes qui ont miné la citoyenneté et les vaincre impérativement.

La question ethnique a nourri beaucoup de discours politiques ou médiatiques avec force signification et confusion engendrant malentendus voulus ou non. Il faut la régler de manière significative grâce à la construction d'une nouvelle mentalité communautaire.

⁷ Edem KODJO, « L'Afrique peut-elle ignorer la globalisation », in *Mondialisation, Culture et Développement*, Maisonneuve et Larose, Paris, 2005, P.275

Certes, le discours sur l'ethnicité peut être aggravé par l'interférence des intérêts des acteurs. Le social et l'ethnique, même s'il s'agit des deux catégories permanentes et universelles de toutes les sociétés humaines, ont souvent été à la base des conflits, des incompréhensions et des interférences analogiques. Le pouvoir colonial a manipulé grandement les phénomènes « ethniques » par diverses pratiques, en particulier les identifications « tribales » par les biais de l'état-civil et des passeports intérieurs comme l'écrit le politologue J. F. Bayart ; et par la création de nouvelles ethnies au Katanga fait remarquer l'historien congolais Elikia Mbokolo. Les manipulations politiques et idéologiques se retrouvent aussi au Burundi et au Rwanda où les représentants du pouvoir colonial pratiquaient des étiquettes ethniques. Tout cela contribua à la cristallisation des « clichés ethniques » et à l'émergence de leur conscience au niveau du Burundi et du Rwanda.

La thérapie contre les ethnismes et les idéologies du génocide réside à notre avis dans la promotion de la citoyenneté en vue de la construction de l'Etat-nation en Afrique à travers l'éducation à la culture démocratique, à la défense des droits de la personne humaine et en s'appuyant sur le fondement de la culture et de la civilisation de nos sociétés.

Engager des politiques de paix et de réconciliation s'inspirant des valeurs et procédures africaines

Le rétablissement des liens de solidarité et d'entente entre les élites urbaines et les masses paysannes passera par une politique de paix et de réconciliation

qui s'inspire des valeurs et procédures africaines. Il doit partir d'une volonté commune du « vivre ensemble ». Il s'agit aussi de retrouver l'esprit de palabre dans la tolérance et développer des courants contraires à l'ethnisme. L'esprit de palabre, nous l'appelons au Burundi l'esprit de l'INTAHE (le bâton du notable).

En Afrique nous relevons différentes forces et divers mécanismes qui permettent de résoudre les conflits et les confrontations allant des alliances matrimoniales en passant par des alliances à plaisanterie institutionnalisées dans certaines sociétés traditionnelles. La réconciliation vise à réparer les torts réciproques mis à mal par des comportements asociaux. Par exemple, les élections ne règlent pas nécessairement la réconciliation nationale. Elles constituent plutôt un moment de rivalité qui n'apaise aucune tension.

On peut se demander si l'échec des expériences démocratiques dans la région des Grands Lacs comme partout en Afrique n'est pas imputable à l'absence d'enracinement et de prise en compte des systèmes et valeurs universels inhérents aux cultures et civilisations traditionnelles.

L'Afrique renferme des valeurs fondamentales liées à l'organisation politique, sociale et économique que tout projet de démocratisation et de modernisation de l'Etat devrait intégrer.

On le voit par exemple avec l'échec des stratégies de prévention des conflits élaborés par l'Union Africaine avec des forces d'interposition sans

l'implication des procédures traditionnelles en s'en tenant uniquement au rôle des dirigeants. Car dans ce contexte la paix et la réconciliation demeurent extérieures aux populations concernées. La paix et la réconciliation sont fondamentales pour le développement d'un pays et au regard des mutations et conflits entre élite urbaine et monde rural, le « comment vivre ensemble » devient dans l'Etat africain une question centrale.

Le nouveau pluralisme politique des années 90 était venu fonder la paix civile sur de nouveaux principes du débat démocratique et du rôle prépondérant du citoyen dans l'évolution positive de l'Etat comme de la construction nationale.

La non-participation du monde paysan à cette remise à plat de nouvelles formes de l'Etat africain et la prééminence des élites sociales surtout urbaines qui ont adopté les thèses du libéralisme économique ne permettent pas de lever des ambiguïtés du futur politique du continent. Comme l'écrivait le professeur Pierre KIPRE dans un article intitulé « Réflexion sur la paix et la réconciliation en Afrique subsaharienne », « Dans une approche qui lie la démocratie pluraliste de type occidental au vécu culturel des peuples, les textes et politiques nouvelles n'ont pas mis fin à l'instabilité, à l'insécurité civile, aux violences de toutes natures et surtout aux dérives d'un communautarisme débridé autant que dangereux pour le « vivre ensemble. »⁸

⁸ Pierre Kipré, « Réflexion sur la paix et la réconciliation en Afrique subsaharienne », in *Mondialisation cultures et développement*, op.cit, p 329.

Face au bilan désastreux et catastrophique de l'idéologie du génocide qui a ruiné les institutions et sapé les fondements des sociétés africaines et celles de l'Afrique des Grands Lacs en particulier, les élites devraient se mettre avec les représentants du monde rural pour redéfinir le meilleur modèle du « vivre ensemble ».

Nos Etats sont avant tout des nations de paysans, la politique de paix et de réconciliation doit d'abord concerner le monde rural qui forme le pays réel. Une véritable révolution doit s'engager pour rassurer le pays réel de son émancipation sur les plans économiques, politiques et culturels. Il y a un contentieux entre les masses populaires et les élites, contentieux matérialisé par une absence de concertation et de dialogue. Il y a des rapports autoritaires, les paysans restant souvent confinés dans un statut d'exécutant, surtout s'agissant de la mise en œuvre des programmes de développement.

Au Burundi par exemple, les cadres de l'Etat et les paysans entretiennent des relations ambiguës, les premiers se comportant comme s'ils n'avaient rien à apprendre auprès des paysans, les autres imputant à l'intelligentsia les effets de la crise.

Il faut donc promouvoir le dialogue, le développement durable pour tous en s'inspirant des cultures africaines.

En définitive, on pourrait dire qu'il n'existe aucune raison que les peuples africains soient condamnés à des déchirements et à une paupérisation perpétuelle. Malgré les conflits et les incompréhensions de la

période contemporaine, les élites politiques africaines et le monde rural sont appelés à conjuguer les efforts pour relever les défis du développement et de la reconstruction de leurs sociétés à la fois par la mobilisation générale en vue d'éradiquer les idéologies destructrices, d'assurer le développement durable du continent et de réhabiliter les valeurs culturelles africaines.

Bibliographie :

- 1 .BEN HAMMOUDA Hakim, *Burundi, Histoire économique et politique d'un conflit*, Paris, L'Harmattan, 1995.
2. BREAKMANN Colette, *Terreur africaine : Burundi, Rwanda, Zaïre, les racines de la violence*, Paris, Fayard, 1996.
- 3 .BUYOYA Pierre, *Mission possible : construire une paix durable au Burundi*, Paris, L'Harmattan, 1998.
4. CHRETIEN Jean Pierre, «Hutu et Tutsi au Rwanda et au Burundi», in AMSELLE J.-L et M'BOKOLO E.(éds), *Au cœur de l'ethnie*, Paris, L'Harmattan,1985
1998 au Burundi, Cahiers du CRA, n°6,1986.
- 5 CHRETIEN Jean Pierre, *Les ethnies ont une histoire*, Paris, Karthala, 1989.
- 6 CHRETIEN Jean Pierre, *L'Afrique des Grands Lacs : Deux mille ans d'histoire*, Aubert, Paris, 2000.
8. CHRETIEN Jean Pierre, *Burundi 1972 au bord du génocide*, Karthala, Paris, 494 p
9. GAHAMA Joseph (dir.), *Etude sur la nature et les solutions du conflit burundais*, Bujumbura, Université du Burundi -PNVD, août 1988.

10. GUICHAOUA Andrée (éd.), *Crises politiques au Burundi et au Rwanda, 1993-1994*, Lille, USTL, diffusion Karthala, 1995.
11. HARROY Jean Paul, *Burundi, 1955-1962*, Bruxelles, Paris, Hayez, 1987.
12. HERMET Guy, *Culture et démocratie*, Paris, Albin Michel, 1993.
13. MAYUGI Nicolas, *La Mémoire vigilante et l'interethnique résistante*, Bujumbura, Presses Lavigerie, 1998.
14. MWOROHA Emile, *Peuples et Rois de l'Afrique des Grands Lacs*, Dakar, NEA, 1977.
15. MWOROHA Emile, *Histoire du Burundi, des origines à la fin du XIX^e siècle*, Paris, Hatier, 1987
16. MWOROHA Emile, *Problèmes de démocratisation au Burundi : les héritages de l'ancien royaume de domination coloniale belge et des conflits ethniques contemporains (1959-1993)*, Dakar, Afrika Zamani, 1995.
17. MWOROHA Emile, « Le cas du Burundi : l'Héritage de la crise de 1993 et la montée des extrémismes », in Verier R. et al. *Rwanda, Un Génocide du XX^e siècle*, Paris, L'Harmattan, 1995.
18. MWOROHA Emile et Mukuri M., *Problématique de la périodisation historique pour la région des Grands Lacs*, *Revue Afrique et Histoire*, n°2, 2004, pp 67-83.
19. MWOROHA Emile, *Politique culturelle du Burundi*, RPP, Bujumbura.
20. NTABONA Adrien, « Les enjeux de l'éducation traditionnelle burundaise et possibilité de les valoriser aujourd'hui », *Au cœur de l'Afrique*, LVII, Bujumbura, 1990.
21. NDAYWEL Isidore E. Nziem et KILANGA Musinde (sous la direction, *Mondialisation, cultures et Développement*, Maisonneuve et La Rose, Paris, 2005.

**2. L'ÉLITE INTELLECTUELLE FACE A
L'IDENTITÉ CULTURELLE
AUTHENTIQUE DES MASSES RURALES
Cas de certains intellectuels universitaires du
Nord-Kivu**

Par Joseph Nzabandora Ndimubanzi (Ph.D)

Au Rwanda, au Burundi et au Kivu dans l'Est de la République Démocratique du Congo, bien des politiciens et des intellectuels ne ratent aucune occasion pour crier haut et fort que les Hutu et les Tutsi sont de nature ontologiquement différente et qu'on ne peut pas être Rwandais ou Burundais avant d'être d'abord Hutu ou Tutsi. On est d'abord Tutsi ou Hutu avant d'être Rwandais, Burundais ou Congolais ! Ils prennent ainsi à leur propre compte l'idéologie forgée de toutes pièces par les missionnaires et l'administration coloniale. Ces deux acteurs historiques ont dynamité les socles identitaires des populations des Grands Lacs africains pour leur attribuer des identités artificielles. Nous allons montrer comment cette prise de position contraste vigoureusement avec les réalités vécues sur le terrain et qu'on peut observer aujourd'hui dans le monde rural.

Outre son intérêt scientifique ou ses objectifs cognitifs, ce travail présente aussi un intérêt social évident. Il tend à démontrer, à la suite de R.J. Nizurugero (2004 : 331-347) que l'organisation sociale traditionnelle du Rwanda par exemple n'était pas des « ethnies » twa, hutu, tutsi fabriquées artificiellement par les missionnaires et le pouvoir colonial belge pour diviser les Rwandais. « Il n'y

avait pas trois ethnies au Rwanda en 1900, mais une seule. Comment les Twa, les Hutu et les Tutsi pouvaient-ils être trois races, trois ethnies s'ils avaient la même origine, le même territoire, une parenté biologique avérée, une même langue, une même culture, une même religion, un même système de parenté et, certainement au moment où le colonisateur arrive à la fin du XIX^e siècle, un même royaume et donc un même roi ? N'est-ce pas comme ça que tous les dictionnaires anthropologiques du monde définissent le mot ethnie ? » (NIZURUGERO, 2004 : 333). Nous pourrions ajouter que les Twa, les Hutu et les Tutsi se retrouvent dans tous les mêmes clans qui constituent l'organisation sociale traditionnelle fondamentale et ont les mêmes totems. Ce travail vient à la suite des travaux de R.J. Nizurugero qui estime, à juste titre, que l'étude de l'histoire et des institutions traditionnelles des sociétés de la Région des Grands Lacs africains d'avant la colonisation permet de trouver des fondements d'unification et des facteurs favorables à l'identité citoyenne des peuples déchirés et soumis à une rude épreuve par le divisionnisme introduit par le colonisateur.

Par ailleurs, entre 2001 et fin 2003, l'Institut de Recherche et de Dialogue pour la Paix (IRDP) au Rwanda a organisé des consultations et débats publics contradictoires entre toutes les couches de la population rwandaise (les intellectuels et les analphabètes, les chômeurs et les travailleurs, les paysans et les fonctionnaires, les adeptes de toutes les confessions religieuses pratiquées au Rwanda, les hommes et les femmes, les hommes d'affaires et les hommes politiques, les jeunes et les vieux, les ruraux et les citadins, les bourreaux et leurs victimes lors du

génocide, les membres des associations, des partis politiques et des ONG opérationnelles sur le terrain au Rwanda, les prisonniers et les hommes libres, tous recrutés dans toutes les sensibilités sociales du Rwanda dont les Twa, les Hutu et les Tutsi). Il a abouti à la conclusion que « *l'identité clanique peut constituer une opportunité à exploiter sur la voie de la réconciliation* » (Institut de Recherche et de Dialogue pour la Paix, 2006 : 46). C'est ce que cet article se propose d'illustrer dans les pages qui suivent.

La mise en cause des socles identitaires pour une exclusion ethnique

Les clans en tant qu'unités sociales traditionnelles, éléments d'identification sociale et entités tant territoriales que politiques

Selon E. COPET-ROUGIER (2000 : 152), « le clan est défini de manière minimale comme un groupe d'unifiliation dont les membres ne peuvent établir les liens généalogiques qui les relient à un ancêtre commun, souvent mythique ». Plusieurs lignages maximaux forment un clan. A part la taille, la différence essentielle entre les membres d'un lignage et les membres d'un clan est que les membres du lignage peuvent effectivement retracer leur généalogie jusqu'à l'ancêtre commun, tandis que les membres du clan ne peuvent pas prouver leur filiation jusqu'à l'ancêtre légendaire ou mythique. Bien que leur ancêtre soit mythique, les membres d'un même clan se considèrent comme de véritables frères dans toutes les circonstances et partout où ils se rencontrent.

A la fois unités foncières, territoriales, sociales, religieuses et politiques, les clans du Nord-Kivu, à l'Est de la République Démocratique du Congo, et ceux de la Région des Volcans Virunga, dans le Nord-Ouest du Rwanda, ont développé, à travers le temps, des liens de solidarité intraclaniques et interclaniques basés sur le modèle de parenté et la complémentarité sociopolitique, économique, religieuse et rituelle. Au-delà des caractéristiques générales communes, il existe cependant des nuances locales que nous ne manquerons pas de relever. C'est la raison pour laquelle nous avons distingué les communautés claniques du Bwisha (Hutu, Tutsi, Pygmées Yanda) habitant la région des volcans, entre les lacs Kivu et Edouard, des communautés nande qu'on trouve dans le Nord-Kivu septentrional.

Le clan (ubwoko), le lignage (igisekuru), le segment de lignage (igitsina, inzu ou ishanga), le sous-segment de lignage (igihagi), la famille étendue (umuryango) et la famille nucléaire (urugo) constituent dans la région des volcans, aussi bien au Nord-Kivu dans l'Est de la République Démocratique du Congo qu'au Nord-Ouest du Rwanda, des unités sociales territorialisées encore très vivaces aujourd'hui. Précisons cependant que le terme umuryango revêt, chez les Congolais de culture rwandaise du Nord-Kivu comme chez les Banyarwanda du Nord-Ouest du Rwanda, un sens générique. Il peut en effet désigner l'ensemble de toute la structure sociale traditionnelle ou chacune de ses unités. Exactement comme les termes ishanga ou inzu qui veut dire tout simplement lignage abstraction faite de sa profondeur ou de son arbre généalogique. Il est utilisé à propos de toute unité sociale traditionnelle issue d'une autre par

segmentation. Il s'agit là d'une caractéristique générale des formations claniques qui a été soulignée par E. COPET-ROUGIER (2000 : 153) en ces termes : « *longtemps, la différence entre clan et lignage ne fut considérée qu'en termes de degré de profondeur généalogique, de sorte que les développements théoriques portant sur les organisations lignagères s'appliquent également aux clans* ». C'est cette logique qui fait que dans la société traditionnelle rwandaise, le concept « Umuryango » désigne à la fois une famille nucléaire (Urugo), une famille étendue (trois générations des consanguins agnatiques (côté paternel) et collatéraux (liens matrimoniaux) qu'on appelle Inzu, ainsi des lignages quelle que soit leur profondeur généalogique et même le clan comme nous l'avons montré ci-dessus. Au Rwanda d'aujourd'hui le terme Umuryango désigne couramment une famille nucléaire, une famille étendue, il est même préféré au concept de parti politique (Ishyaka) et toutes sortes d'associations. En effet lorsqu'on désigne les membres d'un parti politique, d'une banque populaire, etc., on utilise le terme « Abanyamuryango ». Ceci prouve que les concepts d'unités sociales traditionnelles restent encore aujourd'hui une réalité prégnante dans la vie sociale, politique et même économique.

Les unités sociales traditionnelles servent aujourd'hui encore d'éléments fondamentaux d'identification sociale et individuelle non seulement au Nord-Kivu mais aussi dans toute la région des Grands Lacs où le clan a très longtemps représenté l'identité fondamentale dans la conscience des gens et transcende les clivages dits « ethniques » comme le montre J.-P. Chrétien :

« Certains clans du Burundi associent des Bahutu et des Batutsi ou l'un de ces deux groupes et des Batwa. Cela concerne respectivement 10 %, 50 % et 90% des clans de ces trois catégories. En pays haya, sur cent-vingt-deux clans observés sous l'administration britannique, un tiers sont soit d'appartenance intermédiaire (qualifiés d' « anoblis », soit composés de Bahima et de Bairu. Le clan des Basita, largement connu dans les traditions de la région, est présenté tantôt comme pastoral, tantôt comme agricole et forgeron. Les Bajiji sont considérés comme Hutu au Burundi et comme Tutsi au Buha où ils ont constitué une dynastie. Mais l'exemple le plus remarquable est celui du Rwanda et du Nkore. Si l'on prend en compte les dix-huit clans répertoriés par D'Hertefeldt (Nyagahene en repère vingt-sept), on voit que les cinq plus importants (les amoko singa, sindi, zigaba, gesera et nyiginya), regroupent plus de la moitié de la population. Chacun d'entre eux comprend 85 à 90 % de Bahutu, sauf les Banyiginya où les Batutsi sont plus de 40 %. Ces derniers atteignent ou approchent ce taux dans sept autres petits clans » (CHRETIEN, 2000 : 74).

Le clan sert traditionnellement d'élément d'identification sociale et individuelle comme en témoigne encore une fois J.-P. CHRETIEN (2000 : 72) : « *Quand on demandait à un paysan, que ce soit au Burundi, au Rwanda ou au Tanganyika, dans les années 1930 ou les années 1960 : « Tu es quoi ? », la réponse immédiate était la mention du clan (...).* R.J. NIZURUGERO (2004 : 338) abonde exactement dans le même sens.

Chez les Banyarwanda de la région des volcans Virunga situés de part et d'autre de la frontière rwando-congolaise, le paysan décline spontanément

l'identité soit de son clan, soit de son lignage, soit encore du segment de son lignage, soit enfin du sous-segment de son lignage, selon que ses interlocuteurs partagent avec lui une ou plusieurs unités sociales traditionnelles. Même les élèves du secondaire des deux sexes que nous avons interrogés déclinent leur identité en se référant au clan, au lignage, au segment de lignage et au sous-segment de lignage.

L'identité complète comprend généralement les noms de clan, de lignage, de segment de lignage, de sous-segment de lignage ainsi que les noms de totems et la localisation des bois sacrés ancestraux. On dira par exemple : Je suis umusinga de Burora wa Shaza (clan des Basinga fondé par Burora fils de Shaza) wu umunyoni (lignage maximal des Banyoni) wu umuvuna (segment de lignage des Bavuna), wu umwenga (sous-segment du lignage des Benga), umulyango gwa Bavukirahe (famille de Bavukirahe) ; l'aigle est notre tabou alimentaire et nos bois sacrés se trouvent à Mubuga, près de Rwaniro. C'est finalement la quasi totalité de la généalogie qui est récitée, de l'ancêtre mythique à l'ancêtre le plus récent en passant par les ancêtres intermédiaires. Les unités sociales traditionnelles portent en effet les noms des ancêtres qu'on trouve dans la liste généalogique du locuteur. Il s'agit pour notre exemple de : Burora wa Shaza - Kisurera Tegera - Matsiko - Ntore - Muhozi - Kavuna - Rwenaga - Sendembe - Rutiba - Musambuga - Byakunda - Seburo - Bavukirahe. Dans la chefferie coutumière du Bwisha, au Rwanda et au Burundi on trouve les Tutsi, les Hutu et les Pygmées Yanda dans un même clan. Chacun de ces trois groupes sociaux

s'identifie à son clan et à ses symboles phares (totem emblématique commun faisant figure de drapeau, bois sacrés, monopole de certains rites, cultes et rites annuels communs, pèlerinages communs aux sites ancestraux sacralisés, parrainages mutuels entre membres de différents clans lors des initiations au culte de Ryangombe, sans qu'on puisse considérer que tel est Hutu, Tutsi ou Twa, etc.).

Chez les Nande du Nord-Kivu l'identification sociale et individuelle se limite généralement à la mention du clan. On dira par exemple : « Je suis mushu (clan des Bashu), mutangi (clan des Batangi), mumate (clan des Bamate), muswagha (clan des Baswagha), etc. Chez les Nande comme chez les Congolais de culture kinyarwanda du Nord-Kivu, les communautés claniques ont toujours constitué des entités politiques. Le lieutenant A. SPILTOIR, Chef du secteur de Rutshuru soulignait déjà ce trait caractéristique de l'organisation sociale du Bwisha en janvier 1908 en ces termes :

« Dans une étude sur les mœurs des Bahutu (rapport d'août 1907), je disais que le territoire se divise, au point de vue politique, en chefferies, sous-chefferies, etc. Ce renseignement était exact mais le principal y manquait. Le pays se divise en réalité en « clans » (muliango en indigène) et cette division est la seule importante. Un clan peut constituer une grande chefferie ; il peut aussi y avoir plusieurs clans dans une chefferie. Cette division en clans est la seule à considérer pour différents points de vue, et c'est celle, et la seule, dont on devrait tenir compte dans la délimitation des terres indigènes comme dans les impositions, car les indigènes ayant de tous temps

été groupés ainsi, ce serait porter une grande atteinte à leurs coutumes en agissant autrement. Dans le rapport précédent je disais que tous les biens appartiennent au chef. C'est une erreur. En réalité les biens appartiennent à tout le clan. »⁽³⁾.

S'appuyant sur des exemples concrets tirés de la chefferie de Kisigari, alors sous la direction du Chef NTAMUHANGA du clan des Bungura et mandataire du Roi du Rwanda, il soutient dans le même rapport que les clans, les lignages et les segments des lignages constituent aussi des entités administratives et fiscales hiérarchisées. Ce fait fut par ailleurs illustré par l'administrateur du Territoire de Rutshuru, J. DUBUISSON, dans une étude consacrée au système de levée des tributs coutumiers pour le compte des Rois Rwabugiri et Musinga du Rwanda dans la région de Rugari, alors sous la direction du Chef LULENGA à l'époque pré-coloniale (DUBUISSON, 1935 :63-64). Depuis l'occupation coloniale belge, l'actuelle chefferie du Bwisha au Nord-Kivu, comme les autres chefferies coutumières de la République Démocratique du Congo, a été divisée en groupements subdivisés à leur tour en notabilités et celles-ci en collines dirigées par des capitas. Depuis lors seules les notabilités et les collines sont dirigées par les représentants coutumièrement attitrés des segments et des sous-segments des lignages.

³ SPILTOIR, A. 1908. *Enquête sur les coutumes en exécution du décret du 3/6/1906 : Territoire de la Ruzizi-Kivu, Zone de Rutshuru-Beni, Secteur de Rutshuru, Race Muhutu, le 10 janvier 1908*, pages. Dossier A.I.(1370), Archives Africaines du Ministère des Affaires Etrangères du Royaume de Belgique à Bruxelles.

La situation est encore plus systématique dans les Territoires de Beni et Lubero chez les Nande où, depuis des siècles, toute la structure sociale traditionnelle coïncide presque partout avec la structure politico-administrative. Les clans constituent des chefferies dirigées chacune par la branche aînée du clan. Les différents groupements (subdivisions des chefferies) correspondent aux lignages, les notabilités aux segments des lignages et les collines aux sous-segments des lignages. Chaque unité sociale administre elle-même son terroir ancestral.

Partout au Nord-Kivu en effet les unités sociales traditionnelles ont hérité de leurs ancêtres-fondateurs connus des domaines fonciers bien délimités et exploités par leurs membres. Avant la création en 1925 du Parc National Albert (actuels parcs nationaux des Virunga en République Démocratique du Congo et des Volcans dans le Nord-ouest du Rwanda), les Pygmées Yanda du Bwisha et du Nord-Ouest du Rwanda vivaient en bandes de chasseurs-cueilleurs ayant chacune un domaine foncier strictement délimité mais entretenant entre elles des relations de bon voisinage et de solidarité. Le Père A. PAGES, qui a longtemps séjourné dans la région des volcans Virunga, domaine de prédilection des Pygmées, au début de la décennie 1900, en témoigne :

« Les Pygmées vivent par groupes de dix à sept familles répartis à travers la forêt qu'ils se sont partagée comme un bien de famille, en s'y fixant des limites respectives pour ne pas se gêner. La chasse en zone défendue ou même simplement contestée a

donné lieu à plus d'une rixe sanglante entre frères » (PAGES, 1933 : 36).

L'actuelle zone tampon d'environ 20.000 hectares située au pied des volcans en activité et attenante aux secteurs Sud du Parc National des Virunga était divisée, avant la création de celui-ci, en domaines de chasse appartenant aux chefs pygmées suivants : Gikukuru, Mpungwe, Gikumbu, Bichahaga, Gituku, Nyirabuturu et Mbwabuturu. Aujourd'hui encore c'est par ces noms que les populations locales désignent les différentes parties de cette forêt constituant la zone tampon depuis 1948. Elles connaissent parfaitement les limites d'anciens domaines de différentes bandes de chasse pygmées. On dit par exemple : « *tel est allé ramasser du bois de chauffe dans la forêt de Bichahaga* ». Il en était de même de la forêt située au pied des volcans éteints. Mais ici, les noms d'anciens domaines fonciers des Pygmées yanda sont aujourd'hui inusités parce que l'accès à cette forêt et son exploitation sont strictement interdits depuis la création des secteurs Sud du Parc National des Virunga en 1925. Plus au nord, dans le Territoire de Lubero et Beni, « tous les anciens noms des collines, villages et ruisseaux sont d'origine pygmée mbuti » (BAKWA- LUFU BADIBANGA, 1983 : 30).

Dans le Territoire de Rutshuru au Nord-Kivu, les unités sociales traditionnelles correspondent à des entités territoriales. On dira par exemple je vais ou j'étais au terroir de tel clan ou de tel segment de lignage ; j'étais chez les Bagesera, chez les Banyiginya ou les Basinga, etc. Au Bwisha les limites des patrimoines fonciers de différentes unités sociales traditionnelles sont parfaitement connues de

tous. Elles sont généralement naturelles (collines, vallées, marais) mais aussi parfois artificielles et constituées de grands et gros arbres. Leur établissement se perd dans la nuit des temps et les gens n'ont guère des souvenirs à ce sujet (DE KONINK, 1936 : 214-215).

Ce phénomène est encore plus systématique et spectaculaire chez les Nande du Nord-Kivu. La plaine de la Semliki et les rives Ouest et Nord-Ouest du lac Edouard sont réparties en plusieurs domaines fonciers claniques et lignagers. Les différents clans et lignages y administrent leurs domaines fonciers même lorsque ces derniers sont incorporés dans des entités administratives datant de la période coloniale et auxquelles ils n'appartiennent plus aujourd'hui. La situation socio-foncière de la côte Ouest du lac Edouard incorporée dans le Parc National des Virunga entre 1929 et 1935 peut nous servir d'illustration (Enquêtes menées en collaboration avec les Professeurs Kasay Katsuva et Maghulu, respectivement Secrétaire Général Académique de l'Université de Goma et Directeur Général de l'Institut Supérieur Pédagogique de Butembo). Les domaines fonciers des clans des Bashu, des Batangi, des Bamate et des Baswagha y sont enchevêtrés ou enclavés les uns dans les autres, et donc localisés dans des entités politico-administratives différentes aujourd'hui. Les groupes claniques et leurs domaines fonciers ne sont pas « localisés » comme on dit en Anthropologie, c'est-à-dire qu'ils n'occupent pas un seul territoire d'un seul tenant comme nous le montrons à travers les exemples ci-dessous.

Les enclaves côtières appartenant au clan des Bashu

Bien que complètement enclavés dans le Groupement Baswagha de Bulengya, le Busanza, une partie du Bukendo et Bukununu localisés sur la côte Ouest du lac Edouard, appartiennent coutumièrement au clan des Bashu dont l'entité politico-administrative coutumière actuelle est située à plusieurs dizaines de kilomètres au nord-est. Il en est de même du Groupement d'Itala qui se trouve au Sud-Ouest du même lac dans la chefferie des Batangi et qui est séparé de sa chefferie -mère des Bashu par les chefferies des Bamate et des Baswaga.

L'enclave côtière appartenant au clan des Bamate

Les Bamate possèdent sur la côte Ouest du lac Edouard une étroite bande de terre enclavée dans le Bukununu dont une grande partie appartient aux Batangi. Il s'agit de l'enclave de Kinyamalindi. Bien que celle-ci soit localisée dans la chefferie des Batangi et peuplée en grande majorité par les Batangi, ces derniers n'y ont aucune prérogative coutumière du fait qu'elle appartient coutumièrement aux Bamate, plus précisément au lignage Bamate de Hutwe. L'enclave côtière de Kinyamalindi est pourtant située à 60 Km à l'ouest et au sud-ouest du Groupement de Hutwe et séparée de celui-ci par la chefferie des Batangi.

Les enclaves et bandes de terre côtières appartenant au clan des Batangi

Le clan des Batangi dispose sur la côte Ouest du lac Edouard d'un vaste territoire situé au sud de

l'enclave des Bamate dont nous avons parlé tout à l'heure. Ce territoire appartient plus exactement au Groupement Musindi, le lignage aîné du clan des Batangi. Celui-ci est de tous les lignages nande, nous disons bien lignages et non pas clans, celui qui a sur la côte Ouest du lac Edouard le territoire le plus vaste et d'un seul tenant. Nous verrons dans les paragraphes qui suivent que c'est le seul lignage qui a les prérogatives coutumières d'introniser les chefs coutumiers de différents clans sur toute l'étendue du terroir traditionnel nande.

Les enclaves et bandes de terre appartenant au clan des Baswaga

Le clan des Baswagha est de tous les clans nande celui qui occupe la plus grande portion des terres de la côte Ouest du lac Edouard et qui est en même temps le plus important numériquement. Son domaine côtier est partagé entre ses différents lignages formant les groupements de Ngulo, Bukenye, Luongo et de Bulengya. Les enclaves côtières de Bilingate et de Ngitse appartiennent au Groupement de Ngulo, le lignage aîné et qui, de ce fait, dirige la chefferie des Baswagha. La première se trouve à 35Km du Groupement de Ngulo auquel elle appartient mais dont elle est séparée par les Groupements de Bukenye (un lignage des Baswaga) et de Buyora (un lignage des Bashu). Quant au Groupement de Bukenye, il est prolongé par une étroite bande de terre jusqu'à la côte du lac Edouard où il occupe un territoire relativement important. Par contre le Groupement de Luongo est séparé de son enclave côtière sur le lac Edouard par un territoire d'une soixantaine de kilomètres de long occupé par

d'autres lignages. Nous avons enfin l'enclave de Bukendo appartenant au Groupement Batangi de Bulengya mais dont une partie est coutumièrement revendiquée par le clan des Bashu.

Les conflits fonciers autour des patrimoines fonciers sur la côte Ouest du lac Edouard opposent non pas les individus, mais les clans et les lignages et datent d'avant la colonisation pour la plupart. Ceux qui opposent les Bamate aux Batangi et les Bashu aux Baswaga trouvent leurs origines dans les cessions des terres à l'occasion des guerres de succession au trône en vue d'obtenir un soutien politico-militaire. D'autres résultent des calamités politico-militaires à la fin du XIX^{ème} siècle : des ravages perpétrés par les marchands d'esclaves et d'ivoire venant de la côte orientale de l'Afrique ainsi que les guerres coloniales et des épidémies qui forçaient certaines populations à fuir leurs sites pendant une période plus ou moins longue. D'autres populations profitaient de cette occasion pour occuper les sites ainsi abandonnés. Aujourd'hui encore ces conflits continuent de faire couler beaucoup d'encre et de salive. Ils alimentent les tribunaux coutumiers et les rapports des administrateurs de territoire.

Tous les cas exposés à propos des Congolais de culture kinyarwanda et des Nande du Nord-Kivu, beaucoup d'autres qu'on ne peut pas évoquer dans le cadre de cet article forcément limité, tendent à prouver que les unités sociales traditionnelles que sont les clans et les lignages étaient dans les sociétés traditionnelles, non seulement les socles fondamentaux d'identification individuelle et sociale, mais les seuls propriétaires fonciers. Leurs

membres n'étaient des simples usufruitiers de ces derniers. MATHIEU et MAFIKI.TSONGO (1999 : 30) ont fait les mêmes observations chez les Nande du Nord-Kivu. J.-P. Chrétien nous en donne un autre exemple concernant ce dernier aspect : les Bataka, c'est-à-dire les chefs de clan, ont longtemps gardé un rôle éminent surtout au centre du Buganda. Ils incarnaient une fonction protectrice, en particulier sur le plan foncier. Cet aspect est, d'une manière générale, devenu de moins en moins vrai, en fonction de la disparition de ces entités (claniques), du morcellement lignager et, parallèlement, de la montée des capacités d'intervention des autorités politiques, « *mais des dictons continuaient d'assurer, ici et là (par exemple au Bunyoro), que « le clan gouverne la terre, tandis que le roi gouverne les gens »* (CHRETIEN, 2000 : 77). La protection du patrimoine clanique foncier répond à une exigence absolument incontournable d'organiser les rites et cultes sur les sites ancestraux. N'oublions pas que les clans sont aussi les gestionnaires du sacré comme nous le montrons dans les pages qui suivent.

Les clans et les lignages en tant que gestionnaires du sacré et des vocations ancestrales

L'attachement coutumier, psychologique, social, religieux et politique aux enclaves et bandes de terre situées sur la côte Ouest du lac Edouard et dans la plaine de la Semliki au nord de celui-ci s'explique par le fait qu'elles sont des sites des premiers établissements des ancêtres-fondateurs des clans et des lignages qui se trouvent actuellement dans les Territoires de Beni et de Lubero. En effet, la protection et la défense du patrimoine foncier

ancestral constitue traditionnellement au Nord-Kivu un devoir sacré des unités sociales traditionnelles. Ce devoir sacré est lié à la conception de la terre et au rôle que les sites ancestraux jouent dans le culte religieux et les cérémonies rituelles jugées particulièrement vitales pour les communautés locales. Les pèlerinages et cultes religieux publics et solennels organisés chaque année sur les sites ancestraux sacrés permettent d'ailleurs d'éclairer certains faits historiques.

Si les traditions relatives aux formes des migrations pré-coloniales des peuples du Nord-Kivu et les idéologies qu'elles véhiculent ne sont pas historiques, les trajets, les noms des lieux et les étapes qu'elles mentionnent sont généralement exacts. Ils sont en effet corroborés et attestés par des cérémonies religieuses et rituelles qui se déroulent généralement chaque année sur les collines et bois sacrés. Ces derniers furent au départ les premiers établissements et les tombes des ancêtres-fondateurs des clans ou des lignages. Ils portent le nom de Ngwenehe chez les Nande et les Nyanga et de Itongo Iya Sokuru ou Kazi Ka Muntu ou encore Imana (on dit aussi Ibimana ou ibigabiro), c'est-à-dire piliers protecteurs et propitiatoires, chez les Hutu et les Tutsi du Nord-Kivu. Ce sont des arbres immenses, de véritables architectures naturelles dont la masse épaisse attire de loin le regard de tout voyageur.

Chaque année ou à l'occasion des calamités naturelles ou politiques ou encore à l'occasion de l'intronisation des chefs coutumiers, des pèlerinages et des cérémonies religieuses et rituelles y sont

organisées. Le calendrier est conçu de telle manière que les manifestations commencent au niveau des unités sociales traditionnelles de base, les sous-segments des lignages par exemple, pour se clôturer au niveau du clan en passant par les unités sociales intermédiaires. Les membres de chaque unité sociale traditionnelle rassemblent du bois, des vivres, de la bière, de l'hydromel, des chèvres, des vaches et procèdent à ces manifestations sous les bois ou sur les rochers sacrés de leur ancêtre-fondateur. Ensuite ils envoient une forte délégation, des vivres, des chèvres, des vaches, du bois de chauffe, de la bière et de l'hydromel au chef de l'unité sociale traditionnelle-mère pour des cérémonies et festivités analogues, et ainsi de suite, jusqu'à la dernière étape qui se déroule au niveau du clan tout entier.

Certains groupes des Hutu, des Twa et des Tutsi du Nord-Ouest du Rwanda venaient naguère célébrer de telles cérémonies rituelles et religieuses sous les ficus et les érythrines multiséculaires de Mubuga, dans le Groupement de Rugari, situé au pied du volcan Mikeno, dans la chefferie du Bwisha. D'autres se rendaient dans les régions occidentales, chez les Hunde pour les mêmes raisons. De même les Nande du Nord-Kivu associaient à ce genre des cérémonies les membres de leurs clans et lignages habitant le Sud-Ouest ougandais.

A propos de tels rites et cérémonies annuels dans le Nord-Ouest du Rwanda, le Père A. PAGES nous relate le cas du clan des Balihira particulièrement suggestif quant au processus migratoire à l'époque pré-coloniale :

« Les Bakora », écrit-il, « sont une fraction du clan Abalihira qui habitent le pays de Gikore dans le Ndorwa (région frontalière entre le Rwanda et l'Uganda au nord-est des volcans Virunga). Quelques familles émigrèrent de ce dernier à Bwito, près de Rutshuru (donc au Nord-Kivu). Elles essaimèrent ensuite au Bugoyi, à Muti, près du cratère de Bunyogwe, puis à Lumbati et à Kanama [localités situées au Nord-Ouest du Rwanda dans le Bugoyi]. Les membres de cette tribu dispersés à travers la région des volcans, avaient, eux aussi, pris l'habitude de se réunir annuellement, à un jour fixé d'avance, à Muti. On se cotisait pour l'achat de cinq ou six chèvres dont l'une était offerte en sacrifice aux ancêtres du clan, sur le lieu de rassemblement. Les autres étaient conduites à Bwito au Congo belge et étaient égorgées dans le village des Balihira d'où étaient partis ceux qui vinrent s'installer au Bugoyi dans le Nord-Ouest du Rwanda » (PAGES, 1933 : 668).

Les cérémonies rituelles et religieuses dont il est question ici doivent se dérouler sur les sites des ancêtres-fondateurs des unités sociales traditionnelles. Les communautés claniques du Nord-Kivu croient profondément qu'en dehors de ce cadre spatial, elles revêtent des formes nécessairement amoindries, susceptibles d'irriter les ancêtres et de provoquer leur courroux. Une autre règle invariable dans toutes les communautés claniques est la simulation aussi parfaite que possible au cours de ces cérémonies de l'ancêtre invoqué. D'un air tout à fait inspiré, l'officiant implore celui-ci, l'appelle par son nom, lui demande aide et protection en faveur de tous les membres de l'unité sociale pour lesquels il intercède. Il l'imité en tout :

voix, démarche, façon de rire et d'être avec les gens, ses qualités et ses défauts, ses goûts, ses passions, ses activités quotidiennes, ses préférences alimentaires et vestimentaires, ses outils de travail, etc. C'est comme si l'ancêtre invoqué ressuscitait et se présentait au milieu des siens en chair et en os !

Subsidiairement à tout cela, les prières et les demandes variaient selon les vocations économiques des membres des unités sociales traditionnelles. Les agriculteurs demandaient la fertilité des sols, les récoltes abondantes, la fécondité des femmes et des troupeaux ainsi qu'une santé robuste. Le descendant d'un chasseur s'affuble du même costume que son ancêtre portait de son vivant. Il se couvre la tête d'une peau de civette. Il se présente devant l'édicule ainsi affublé, armé d'une lance, d'un arc, de flèches et d'une massue et entouré des chiens portant des grelots au cou. C'est alors qu'il simule la chasse en invoquant l'ancêtre de son unité sociale traditionnelle. Quant au descendant des éleveurs bovins, il se présente devant l'édicule avec un troupeau de vaches, se met carrément à traire et demande la prospérité du troupeau et des membres de son unité sociale traditionnelle. Les forgerons se mettent automatiquement à fondre sérieusement le minerai de fer et à forger des outils sur les enclumes emmenées pour les circonstances. Les Hutu et les Tutsi se retrouvaient ensemble sous les bois sacrés pour le culte public des ancêtres ou pour les pèlerinages que nous avons décrits ci-haut.

Les pratiques religieuses décrites ci-dessous illustrent les propos de J.-P. Chrétien tenus au sujet de la région des Grands Lacs.

« Les clans apparaissent souvent comme des gestionnaires explicites ou implicites du passé et du sacré, écrit-il. Ils seraient porteurs de vocations ancestrales dans le domaine de la production et de la gestion de l'environnement. Quant au sacré, précise-t-il, il s'accroche à des sites voués à des esprits protecteurs, parfois à des fondateurs mythiques. Le patronage et l'entretien de sanctuaires liés aux pouvoirs est un point essentiel du prestige des responsables claniques... Mais les bois sacrés ou les hauts lieux naturels (rochers, sources, marais, rivières, lacs...) qu'ils gèrent représentent aussi les ancrages territoriaux. Cela est resté durable par exemple au Buganda, mais ce n'est pas le seul pays où les entités claniques pouvaient s'appuyer sur des réseaux de lien de mémoire inscrits dans le sol » (CHRETIEN, 2000 :77).

Cette citation s'applique à la réalité socioculturelle du Nord-Kivu à une rectification près. Il ne s'agit pas toujours, comme soutient J.-P. Chrétien, de fondateurs mythiques d'unités sociales traditionnelles, mais bien d'ancêtres historiques comme en témoignent les pèlerinages ainsi que les cérémonies religieuses et rituelles organisés annuellement à ces sites et suivant un calendrier calqué sur un arbre généalogique bien connu et inscrit dans le paysage, et donc vérifiable.

Les peuples de la région des Grands Lacs en général et du Nord-Kivu en particulier considèrent traditionnellement les mânes des ancêtres comme des membres effectifs, agissants et bienveillants, voire profondément dévoués de leurs unités sociales traditionnelles. Rien ne peut arriver aux vivants sans l'aval, la complicité ou l'action des ancêtres. Ces

derniers peuvent cependant retourner leur dos aux vivants, leur retirer leur protection et provoquer des calamités naturelles, politico-militaires et socio-sanitaires comme des épidémies et des famines ou compromettre systématiquement les entreprises tant individuelles que collectives de la communauté clanique. Par conséquent les cérémonies rituelles et religieuses doivent impérativement être organisées aux endroits et selon les formes prescrits par la coutume ancestrale. Les clans et lignages nande par exemple doivent les organiser sur la côte Ouest du lac Edouard et dans la plaine de la Semliki aux sites ancestraux situés dans leurs enclaves respectives présentées ci-dessus. A cause de la présence du Parc National des Virunga, le clan des Bashu considéré comme la branche aînée de principaux clans nande, et donc leur chef spirituel et religieux, est contraint de les organiser au mont Isale avec tous les risques d'attirer les foudres des ancêtres à toutes les communautés claniques. Ces pratiques sociales sont l'un des fondements de la solidarité impérieuse entre les membres d'une même unité sociale traditionnelle.

A la fois entités politiques, socles fondamentaux d'identification sociale ou individuelle, gestionnaires du sacré, des vocations économiques et du culte public des ancêtres, les clans et les lignages sont aussi des organisateurs de la solidarité mécanique entre leurs membres respectifs et disposaient avant la colonisation des mécanismes de contrôle social redoutables et redoutés de tous. La solidarité ne se limitait pas cependant aux seuls membres d'un même clan ou d'un même lignage. Il existait aussi une forte solidarité inter clanique qui était surtout opérationnelle au niveau des phratries. Ceci nous

amène à présenter dans les pages qui suivent les indicateurs opératoires des phratries au Nord-Ouest du Rwanda et au Nord-Kivu dans l'Est de la République Démocratique du Congo.

Solidarité inter clanique inébranlable à travers la répartition des charges rituelles et cérémonielles vitales entre clans

Les rivalités entre les clans dans les domaines tant fonciers que politiques et la pratique de la vendetta (« guhora » en Kinyarwanda) autrefois généralisée au Nord-Kivu et surtout au Nord-Ouest du Rwanda (PAGES, 1933 : 648-649 ; SMULDERS, 1913 : 71-77) ne signifient pas que les unités sociales traditionnelles (clans et lignages) vivaient en permanence en situation de violence et d'hostilité des unes aux autres. Loin de là ! De nombreux mécanismes et institutions inspirés du paradigme familial et ayant pour finalité la promotion et la consolidation, dans le temps et dans l'espace, des relations inter-claniques très solides et indéfectibles existaient. L'un de ces mécanismes est la formation des phratries.

La réalité des phratries est vécue au quotidien dans les sociétés traditionnelles du Nord-Kivu en République Démocratique du Congo et du Nord-Ouest du Rwanda à travers la répartition des charges rituelles absolument vitales et incontournables entre les différents clans, chacun d'eux exerçant ses charges rituelles et prérogatives coutumières de façon exclusive pour le compte de tous les autres ainsi fédérés ou regroupés tout en conservant son autonomie. Un clan ou un lignage donné se trouvait ainsi intégré dans des ensembles sociaux plus vastes dont il devenait absolument solidaire. Les liens de

coopération, de solidarité et d'interdépendance que les communautés claniques du Nord-Kivu et du Nord-Ouest du Rwanda ont ainsi développés entre eux à travers le temps et l'espace sont vécus, réaffirmés, revigorés et popularisés à travers les cérémonies vitales pour l'ensemble de ces communautés. Pour illustrer les phratries, nous avons considéré quatre clans des Banyarwanda (Basinga, Bagesera, Bacyaba et Bazigaba) situés à cheval sur la frontière rwando-congolaise dans la région des volcans Virunga et les quatre principaux clans nande Bashu, Batangi, Bamate et Baswagha) coexistant avec les premiers dans la Province du Nord-Kivu. Commençons par une phratrie écrite dans la société traditionnelle rwandaise. Les clans qui la forment (Singa, Gesera, Zigaba et Cyaba) figurent parmi les cinq plus importants clans rwandais comprenant les Singa, Sindi, Zigaba, Gesera et Nyiginya et regroupant plus de la moitié de la population (CHRETIEN, 2000 : 74).

Des récits mythiques récoltés dans la région des volcans Virunga, au Sud et à l'Est de la chefferie du Bwisha dans le Territoire de Rutshuru, établissent une parenté entre les clans des Basinga, des Bagesera, des Bazigaba et des Bacyaba. Un certain Burora Wa Shaza, ancêtre mythique de Gasinga, fondateur du clan des Basinga, serait le cousin de Gahu Ka Nkara de qui descendraient les clans des Bagesera, des Bazigaba et des Bacyaba. Burora Wa Shaza, tout comme Nyirarucyaba, serait une femme. Les vieillards interrogés sur le terrain nous ont dit que « *remonter plus loin dans le temps, au delà de ces deux serait absurde parce que* », précisaient-ils, « *nous sommes dans communautés patrilinéaires patriarcales à*

résidence patrilocale ». Bien plus les listes généalogiques indépendantes remontant à ces deux ancêtres sont loin d'être concordantes. Quoiqu'il en soit, cette parenté mythique supposée est vécue comme une réalité à travers des cérémonies rituelles propitiatoires. Ces caractéristiques correspondent au concept de clan au sens scientifique du terme comme nous l'avons vu au début de ce travail.

La répartition des charges rituelles exclusives entre les Basinga, les Bazigaba et les Bagesera a été notée de façon laconique par le Dr Michael Kayihura (2004 : 170) en ces termes : « Dans la sphère des activités religieuses quotidiennes, l'appartenance à certains clans conférait à elle seule des attributions rituelles spécifiques à leurs membres. Il s'agit des clans Abazigaba, Abagesera et Abasinga (...). En certaines circonstances, par exemple lors de l'installation d'une demeure ou de la purification après un décès, il fallait faire appel à un spécialiste rituel. Sa fonction ne dépendait pas de qualifications individuelles mais seulement de son appartenance à l'un des clans précités ».

Contrairement aux phratries nande fondées sur une parenté mythique et inspirées du paradigme familial typiquement nande, comme nous le verrons par la suite, les phratries rwandaises sont basées sur d'autres principes. Selon le Dr Michael Kayihura se basant sans doute sur D'Hertfelt (1970 : 5), les Rwandais expliquent le statut rituel particulier de ces trois clans par leur qualité des premiers occupants, c'est-à-dire d'être abasangwabutaka, « ceux qui ont été trouvés sur le sol, les descendants des habitants autochtones du pays, trouvés sur place par les premiers Banyiginya tutsi ».

Les informations que nous avons personnellement recueillies sur le terrain fournissent d'autres explications. Selon celles-ci, la répartition des charges rituelles et cérémonielles entre les clans est inspirée des attributs des totems claniques, c'est-à-dire des figures emblématiques des clans (Kirangandego). Le clan des Basinga a pour totem l'aigle (*Sakabaka*) qui, comme on le sait, vole toujours plus haut que tous les autres oiseaux et ne niche que sur de hautes cimes d'arbres et de volcans. A cause de cette caractéristique unique en son genre, l'aigle et les groupes sociaux qui l'ont adopté comme totem sont, dans la conception et la croyance des habitants de la région des volcans, les maîtres des phénomènes atmosphériques tels que la foudre, les nuages, la pluie, le vent, l'ouragan, le soleil, le beau et le mauvais temps. Par conséquent les membres du clan des Basinga organisent et président toutes les cérémonies rituelles organisées par les autres communautés pour écarter les calamités naturelles et pour avoir le temps propice aux cultures ou aux récoltes.

Quant au clan des Bagesera, il a pour totem la bergeronnette, *Inyamanza* ou *Kasindikira* en Kinyarwanda, *Kasinimbira* en Kinande, *Kacheche* en Swahili, qui est le signe et le symbole partout au Kivu de la bénédiction, de la paix et de la prospérité à cause de ses vertus propitiatoires légendaires, à l'instar de la colombe dans les traditions chrétiennes. Les membres du clan des Bagesera président par conséquent les cérémonies propitiatoires en cas de deuil et de retrait de celui-ci, de déplacement d'un village ou d'une maison vers un nouvel emplacement. Le clan des Bazigaba est lui lié à tout

ce qui a trait au pouvoir politique et à la royauté. On les appelle communément *Abaheka*, c'est-à-dire ceux qui transportent le roi, à cause de leur intelligence très rusée symbolisée par leurs animaux totémiques : le crapaud ou le léopard selon les régions. Les Babulira et les Bacyaba qui descendent, eux aussi, de NYIRARUCYABA ont de ce fait pour totems le crapaud et la vache. Ils exercent les fonctions de « garçons de course » dans toutes les cérémonies rituelles organisées par les différentes communautés claniques. Au Bwisha la répartition des fonctions rituelles vitales entre les différentes communautés claniques est donc fondée non seulement sur la parenté mythique entre elles mais aussi et surtout sur les vertus et attributs spécifiques aux animaux totémiques de différentes unités sociales traditionnelles. Chez les Nande par contre, c'est seulement le paradigme de la famille royale typique qui est à l'œuvre dans cette répartition. Le pays dit nande est habité par de très nombreux clans. Mais c'est seulement l'existence de quatre d'entre eux qui a été accréditée, légitimée et popularisée par les administrateurs coloniaux et les missionnaires catholiques à travers leurs écrits. Aujourd'hui encore nombreux sont les intellectuels qui croient qu'il n'existe pas d'autres clans dans le terroir traditionnel nande en dehors de ceux des Bashu, des Batangi, des Bamate et des Baswaga. En réalité il en existe dix-sept d'après nos investigations menées avec le concours des étudiants et collègues nande. Mais pour le moment, nous nous limitons à ces quatre qui sont les plus connus, non pas pour sacrifier à la tradition mais parce qu'ils illustrent parfaitement les caractéristiques fondamentales des phratries.

La littérature existante présente d'ailleurs les quatre clans comme étant des tribus à part entière. A première vue cette thèse semble étayée par quelques faits qui ont retenu notre attention :

- l'absence de récits mêmes mythiques portant sur un ancêtre commun de tous les clans du pays nande ;
- le territoire clanique nande n'est pas d'un seul tenant ;
- les entités politico-administratives coutumières sont indépendantes les unes des autres et coïncident avec les unités sociales traditionnelles les plus larges qui sont aussi indépendantes ;
- les symboles du pouvoir et les institutions socio-politiques sont parfois différents selon ces entités politiques et administratives nande, les institutions socio-politiques de la chefferie coutumière des Batangi par exemple étant plus proches des chefferies hunde et nyanga, leurs voisines du Sud et du Sud-Ouest.

En dépit de tous ces faits cependant, les thèses des administrateurs coloniaux et des missionnaires catholiques ne résistent pas aux observations découlant des dénominations des clans et de la répartition des fonctions rituelles et religieuses entre eux pour la survie, la pérennité, la prospérité et l'épanouissement intégral de toutes les communautés claniques partageant le même terroir nande et voisines.

Le terme *Batangi* (pluriel de *Mutangi*), par exemple, signifie littéralement ceux qui ont précédé ou devancé les autres ou encore ceux qui ont été les

premiers dans l'ordre d'arrivée ou de naissance. *Kamate*, singulier de *Bamate*, est généralement le nom très courant du troisième fils de la famille nucléaire nande. Les Batangi (clan) appellent d'ailleurs les Bamate (clan) leurs petits frères, parfois leurs neveux. Les Bamate seraient donc les descendants d'un troisième fils né après l'ancêtre-fondateur des Batangi. Mais les dénominations des deux autres clans restants, à savoir les Bashu et les Baswaga, ne permettent pas de poursuivre le même raisonnement jusqu'au bout et de façon concluante. Cependant les récits des migrations nande rapportés par le Père L. Bergmans (1970 : 14-15) attestent des liens de parenté existant entre ces deux clans, les Baswaga sont présentés comme étant les cadets des Bashu.

La répartition des charges rituelles et prérogatives coutumières en matière des rites et des cultes religieux entre les clans nande nous autorise de reprendre notre raisonnement et de le conduire cette fois-ci jusqu'au bout. Cette répartition traduit en effet le paradigme de la distribution des charges et prérogatives coutumières entre les fils de la famille royale typique nande. Le fils aîné de la première femme du chef est toujours le *Mukulu*, c'est-à-dire le chef spirituel et religieux de la chefferie. Ces fonctions coutumières sont exercées de façon exclusive par le clan des Bashu pour toutes les communautés claniques du terroir traditionnel nande. Le chef spirituel et religieux du lignage aîné des Bashu consulte les ancêtres et intercède pour toutes ces communautés pour obtenir des conditions atmosphériques propices aux travaux des champs, à la croissance et à la maturation des récoltes, la

fertilité du sol, des récoltes plantureusement abondantes, des troupeaux de bétail splendides, la chasse, la pêche et la cueillette fructueuses, la fécondité des femmes, une santé robuste pour tous les habitants et enfin pour l'éradication de la sorcellerie, des épidémies, des épizoties et des calamités naturelles. En tant que chef religieux, spirituel et foncier de tout le terroir traditionnel nande, il reçoit à l'occasion des cérémonies religieuses et rituelles ainsi que des pèlerinages annuels aux sites sacrés des biens rassemblés par tous les clans et lignages nande pour ces circonstances. Il en sacrifie une partie aux ancêtres et aux festivités sacrées, s'en réserve une autre partie et cède le reste au *Mwami*, le chef temporel et administratif. Ces fonctions coutumières, si vitales pour une société agro-pastorale, expliquent à coup sûr la préséance dont jouissent les Bashu sur toute l'étendue du terroir traditionnel nande.

Le second fils de la première femme du chef nande est automatiquement le *Mwami*, appelé aussi *Mukama*, c'est-à-dire le chef temporel, social et politique. Il s'occupe des affaires politiques de la chefferie, règle les différends et fait exécuter les décisions des tribunaux coutumiers dont il est de droit président. Ces prérogatives reviennent au clan des Batangi au niveau de tous les clans du terroir traditionnel nande. C'est en effet le chef du lignage puîné du clan des Batangi qui intronise tous les chefs temporels et politico-administratifs des autres clans du pays nande. Enfin, le troisième fils de la première femme du chef porte le titre de *Ngabwe*. Il est le stratège et conseiller militaire de la chefferie ainsi que le maître des forgerons-fondeurs du fer. Ces

fonctions et prérogatives coutumières sont exercées par le clan des Bamate à l'échelle de tous les clans ayant élu domicile au Bunande. La chefferie des Bamate avait le monopole de la fonte du minerai de fer et de la forge. Le quatrième fils, comme tous ceux qui naissent après lui, n'a aucune prérogative coutumière particulière. C'est fort probablement la raison pour laquelle les Baswaga (clan) sont socialement moins considérés sur le terroir traditionnel nande alors qu'ils sont de loin les plus importants numériquement. Ils constituent la branche cadette des autres clans nande.

La répartition des charges rituelles et religieuses vitales entre les différents clans voisins crée des relations d'interdépendance incontournables entre ceux-ci. Il s'agit en fait de la formation des espaces ou ensembles sociaux supra-claniques au sein desquels la solidarité, la coopération et l'entraide ainsi que la complémentarité sur les plans tant religieux, rituel qu'économique sont absolument indispensables et au sein desquels les statuts et les rôles de différentes communautés claniques sont bien définis. Cependant ces fonctions et prérogatives coutumières ne sont activées au sens de l'activation d'une fonction d'un ordinateur au point de devenir le code de l'univers dans les domaines de leurs ressorts que si elles sont déployées et ressourcées régulièrement sur les sites abritant les bois sacrés plantés de leur vivant par les ancêtres-fondateurs d'unités sociales traditionnelles. Les cérémonies rituelles organisées à cette fin ainsi que la puissance extraordinaire, disons mystérieuse, ainsi obtenue portent le nom de *Vusyano* (*Ovusyano* au singulier) en Kinande et de *Imitsindo* en Kinyarwanda, c'est-à-

dire des fétiches tellement puissants qu'ils peuvent vaincre ou dompter n'importe quelle force, y compris tous les phénomènes physiques et naturels.

La solidarité interclanique et interethnique à travers la parenté à plaisanterie entre les clans

Les pèlerinages et les cérémonies tant religieuses que rituelles organisés aux tombes historiques des ancêtres-fondateurs d'unités sociales traditionnelles ainsi que la répartition des fonctions rituelles et religieuses entre les clans constituent un puissant facteur de cohésion et de solidarité entre les différentes communautés claniques à l'intérieur comme à l'extérieur de leurs terroirs traditionnels. D'autres croyances et pratiques sociales traditionnelles ont puissamment contribué à intégrer ces communautés ainsi soudées dans d'autres espaces sociaux plus larges et à favoriser des rapports de coopération et de solidarité au niveau régional. L'une d'elles est la parenté à plaisanterie qui véhicule implicitement l'idéologie de cousinage entre les communautés claniques n'ayant en commun ni la parenté effective ni les cérémonies religieuses et rituelles. Elle porte le nom de *Ububyara* ou de *Ubuse* au Rwanda, de *Utani* (mot swahili) dans les zones forestières de la cuvette congolaise ainsi que sur les rebords orientaux de celle-ci, de *Bucumbi* chez les Nande et au Sud-Ouest de l'Ouganda et enfin de *Buswege* au Buha en Tanzanie.

Philippe Laburthe-Tolra et Jean-Pierre Warnier (1997 :95) nous aident à pénétrer le sens profond de la parenté à plaisanterie : « les relations ou parentés à plaisanteries sont une systématisation de la

familiarité. Certains types de parents doivent se taquiner ou s'injurier librement. Ces relations sont à rapprocher des marques d'hostilité feintes observées à propos du mariage : le groupe qui perd une fille insulte le groupe du mari, par compensation. On trouve cette relation surtout entre un homme et les frères et sœurs de sa femme : c'est une expression hostile d'un sentiment d'amitié dont personne ne s'offense, puisqu'en vertu de l'alliance tout se passe comme si l'insulte s'adresse à soi-même. L'insulte rituelle a donc pour fonction de rappeler et de renforcer la communion ».

J.-P. Chrétien a bien souligné l'importance de cette espèce de cousinage fictif entre les clans consolidés par l'échange des moqueries et des injures sans coup férir :

« Au Nkore et dans les autres sociétés frontalières du Rwanda (au sud-ouest de l'actuel Ouganda) comme chez les Bahavu de l'île d'Idjwi (lac Kivu), cette relation dite de bacumbi ou bakumbi, permet à tel clan d'un pays de s'articuler, voire de s'intégrer, à celui d'un autre pays, ce qui pouvait faciliter des migrations et des recompositions sur le terrain de l'influence sociale. Le père Géraud, familier au Kigezi ougandais, s'émerveille de cette complexité : « Les Bahanda originaires du Rwanda sont les bacumbi des Bagohe venus de Mpororo. Les Bakimbiri, bacumbi des Bahinda au Nkore, sont les bacumbi des Bashambo au Mpororo et bacumbi des Beega (venus du Rwanda) au Kigezi. Les Bakonjo (entendons les Nande des montagnes) venus de Toro sont bacumbi des Basigi venus du Rwanda. » On voit donc, conclut J.-P. Chrétien, se dessiner des stratégies débouchant sur la constitution d'ensembles

claniques supérieurs, dont diverses composantes peuvent devenir comme des sous-clans, et l'on peut supposer que le paysage clanique observé au début du XIX^{ème} siècle cachait diverses péripéties où les fusions étaient au moins aussi importantes que les scissions » (CHRETIEN, 2000 : 75-76).

Enfin l'adoption ou la mise en commun des totems, le pacte de sang et les alliances matrimoniales créent des liens très fermes de solidarité et de coopération entre les communautés claniques différentes. Grâce à ces croyances et pratiques sociales, un membre du clan des Basinga du Nord-Est du Territoire de Rutshuru, sur les rives Est du lac Edouard, peut ainsi se trouver des amis et bénéficier de leur hospitalité un peu partout chez les Basinga et chez les autres clans intégrés à ces derniers aussi bien par des cérémonies religieuses et rituelles communes que par les relations de parenté à plaisanterie dans ce même territoire, au Nord-Kivu, dans le Kigezi ougandais, au Rwanda, à l'île d'Idjwi au lac Kivu et sur les rives de la Ruzizi, au Sud-Kivu, près de Bukavu.

Les pèlerinages ainsi que les cérémonies religieuses et rituelles organisés annuellement ou occasionnellement aux sites des premiers établissements des ancêtres-fondateurs d'unités sociales traditionnelles constituent les instances locales de contrôle social et idéologique, fondement de la cohésion et de la solidarité au sein de celles-ci. Nous avons vu aussi qu'elles contribuent à la cristallisation des vocations économiques de différents groupes sociaux et ensembles morpho-climatiques du Nord-Kivu.

Le déni ou la négation de l'identité culturelle authentique des masses rurales

« La Région des Grands Lacs Africains est devenue, depuis quelques années, l'un des foyers de tension les plus ardents du globe. L'instabilité quasi permanente générée par les guerres civiles, les génocides, les violences ethniques et les mouvements massifs de population place constamment cette région du monde sous les feux de l'actualité » (RUTAZIBWA, 1999 : 9). L'une des causes réelles qui sont à la base de toutes ces crises de la Région des Grands Lacs Africains est l'idéologie ethniste. Celle-ci est à l'œuvre au Rwanda, au Burundi et même en République Démocratique du Congo depuis au moins la fin des années 1920 et semble avoir été renforcée par les régimes politiques dictatoriaux post-coloniaux. Pour certains intellectuels universitaires, l'ethnisme est devenu une question transversale pour tous les domaines qu'ils étudient. Nous allons voir comment l'ethnisme investit en République Démocratique tous les domaines, y compris celui du savoir et les milieux universitaires, avant de formuler les suggestions pour que l'intellectuel universitaire se dédouane par sa production scientifique véritable dont le Région des Grands Lacs post génocide et post-conflits a profondément besoin.

Comme nous l'avons montré tout récemment, le développement et le capital humains de la Région des Grands Lacs sont minés par les pièges ethniques (NZABANDORA, 2006 (52 et 57-58). Prenons quelques exemples. Obsédés par le classement et la

division des groupes sociaux pour mieux les dominer en opposant les uns aux autres, les colonisateurs belges ont dynamité et désintégré les socles identitaires traditionnels pour forger et cristalliser trois groupes ethniques qui défient d'ailleurs la définition scientifique de l'ethnie et même les croyances et pratiques sociales opératoires au quotidien sur le terrain.

L'ethnisation des groupes sociaux date des années 1920 dans biens des cas. Cela est observable non seulement au Rwanda et au Burundi mais aussi en République Démocratique du Congo. L'ethnisation des groupes sociaux, des espaces et des subdivisions politico-administratives fait partie des mœurs politico-administratives dans les anciennes possessions coloniales belges en Afrique. C'est entre les années 1920 et 1930 que les concepts hutu, tutsi et twa ont remplacé dans les livrets d'identité les noms de clans auxquels les Rwandais s'identifiaient individuellement et socialement. Au Burundi, c'est à partir des années 1930 que l'administration coloniale exigea qu'on marque dans les livrets d'identité l'appartenance ethnique (GAHAMA, 2001 : 286).

En République Démocratique du Congo, c'est dans les années 1920 que les dénominations ethniques ont été collées aux chefferies et territoires en tant que subdivisions des districts eux-mêmes regroupés en provinces. C'est ainsi qu'on trouvait au Kivu par exemple entre les années 1920 et 1930 les chefferies et territoires aux appellations ethniques. L'ordonnance n° 91/AIMO du Gouverneur Général Tilens du 29 Septembre 1933 a attribué à tous les territoires du Congo belge des dénominations ethniques. Les

territoires ont abandonné les dénominations ethniques en 1935, mais leurs subdivisions administratives, notamment les chefferies coutumières les ont gardées jusqu'aujourd'hui. Ces dénominations ethniques servent aujourd'hui d'arguments au refus, au rejet et aux exclusions ethniques dans toute la partie orientale de la République Démocratique du Congo.

L'impérialisme ethniciste ne se limite pas aux seuls domaines politique, économique, social et politico-administratif. Il a aussi conquis et dominé le savoir, les Universités et les intellectuels universitaires de la Région des Grands Lacs africains. Nous en arrivons ainsi à l'objet principal de notre communication. Nos propos sont surtout basés sur les expériences et observations personnelles dans les milieux universitaires congolais et même européens où nous avons évolué : Kinshasa, Lubumbashi, Bukavu en République Démocratique du Congo, Paris et Bruxelles en Europe. Nous avons aussi exploité des témoignages d'autres observateurs privilégiés. Nous allons d'abord insister sur quelques aspects de l'emprise ethnique quasi implacable sur les milieux universitaires congolais avant de proposer quelques pistes de solutions à ce fléau intellectuel.

L'impérialisme ethniciste dans les milieux intellectuels

C'est suite et à l'instigation des politiciens dépourvus de scrupule et d'envergure politique, caractérisés par une politique intrigante et intéressée que l'impérialisme ethniciste a conquis les milieux des intellectuels universitaires congolais et s'est imposé à

eux. Les obligations ethniques politiques dans les milieux intellectuels congolais peuvent s'expliquer entre autres par les vicissitudes de la vie socio-politique et socio-économique du Congo sous la colonisation et le régime dictatorial de Mobutu après l'indépendance.

La production intellectuelle et l'écrit constituent un enjeu de taille pour les politiciens et même pour l'ensemble des citoyens. Tout part de la puissance et de l'autorité de l'écrit aux yeux des politiciens et de la population en général. D'après les opinions populaires, écrire sur une ethnie par exemple, c'est marquer, confirmer et valider son existence. Les masses populaires font beaucoup confiance aux écrits produits par les intellectuels universitaires dont elles voudraient se servir comme repères, références et lanternes. Elles les considèrent comme une parole d'évangile. Les intellectuelles universitaires sont, par conséquent, de grands leaders d'opinion dans la Région des Grands Lacs.

C'est la raison pour laquelle les politiciens congolais par exemple cherchent à tout prix à s'assurer les obligations (loyauté, fidélité, obéissance et dévouement) des intellectuels universitaires. Ces derniers finissent d'ailleurs par entraîner les autres couches sociales, à commencer par les enseignants et les fonctionnaires comme c'est le cas dans les milieux ruraux au Nord-Kivu en particulier. Les intellectuels des milieux universitaires ne croient pas toujours à ce que les politiciens leur demandent de faire ou d'écrire. Ils le font pour des intérêts réels ou supposés, et en tout cas très convoités, qu'ils peuvent en tirer. Les intellectuels universitaires congolais par

exemple n'attendent plus rien de leur carrière scientifique et académique en dehors de la carrière politique. Dans une certaine mesure on peut soutenir que l'attrait fascinant que les politiciens et la politique exercent sur les milieux intellectuels découle, en ce qui concerne la République Démocratique du Congo tout au moins, de la mauvaise gestion du pays. Les fonctionnaires et les enseignants des Instituts Supérieurs et Universitaires par exemple sont clochardisés et croupissent dans la misère noire pendant que les carrières politiques donnent droit à tout, surtout au pillage illimité des deniers publics pour se remplir les poches à volonté. Ne parlons pas de la corruption qui bat son plein dans les milieux politiques congolais ! On a même vu au cours de ces dix dernières années tous les membres de la société civiles se ruer massivement sur la politique alors qu'ils devaient demeurer les groupes de pression dont l'une des fonctions est d'exercer une pression sur le pouvoir sans l'exercer pour le triomphe des groupes sociaux, des idées et des intérêts qu'ils représentent. Mais au Congo, la société civile trouve sa finalité dans la carrière politique. C'est un tremplin pour la politique. C'est dire que les milieux des intellectuels universitaires ne sont pas les seuls à être irrésistiblement séduits par la politique.

Militer dans la société civile, c'est préparer, par tous les moyens possibles, sa carrière de parlementaire, de sénateur, de ministre, de membre des cabinets ministériels ou de Président Directeur Général d'une grande société paraétatique, etc. De nombreux intellectuels universitaires sont aussi prêts à tout pour la politique qui donne accès à tout. C'est la

raison pour laquelle ils sont à la remorque des politicards de tout bord.

Les intellectuels universitaires face à la puissance étonnante des mutuelles tribales

Les politiciens dont il est question se sont par ailleurs assurés le contrôle des mutuelles tribales, les seules organisations sociales qui étaient tolérées au Congo-Kinshasa sous la colonisation et sous la dictature du régime Mobutu. Ces mutuelles tribales ont des ramifications non seulement à l'intérieur du pays, mais aussi dans les grandes villes et centres universitaires du pays et du monde où les ethnies concernées sont représentées. C'est ainsi que toutes les mutuelles tribales des Congolais ont des sections partout dans les capitales et grandes villes occidentales par exemple.

Les mutuelles tribales semblent avoir remplacé les communautés ethniques d'antan. Leur autorité et leurs sanctions sont redoutables et redoutées par tous, y compris les intellectuels universitaires, et leur appui est sollicité partout pour toute entreprise. Ils constituent en outre des socles identitaires des individus et sont dotées d'une grande capacité mobilisatrice. Cet attrait fascinant et cette puissance sociale étonnante des mutuelles s'expliquent entre autres par la tradition multiséculaire dont découle aussi la solidarité mécanique, solidarité automatique et obligatoire avec les membres de son groupe social.

Autrefois, le bannissement d'un individu par les unités sociales traditionnelles comme la famille étendue, le lignage ou le clan était considéré comme

le pire des malheurs qui puisse arriver au commun des mortels. Aussitôt la sentence prononcée par le Chef spirituel d'une unité sociale traditionnelle contre un homme marié par exemple, sa femme et ses enfants s'empressaient à fuir en catastrophe le banni, l'abandonnant seul dans sa maison et avec ses biens pour ne pas devenir tabous comme lui. Désormais personne ne pouvait ni le toucher ni l'approcher, ni lui adresser une parole, même pas un simple bonjour, ni lui donner de l'eau, de la nourriture, du feu, ni le secourir d'une façon ou d'une autre. On croyait profondément que le banni était porteur d'une charge de malédiction tellement puissante qu'en aucun cas elle ne laisserait vivant celui qui entrait en contact avec lui, de quelque manière que ce soit, y compris le simple fait de lui dire bonjour.

Les intellectuels universitaires Congolais sont donc soumis à deux puissantes forces sociales. D'une part les politiciens qui promettent monts et merveilles auxquels ces intellectuels ne résistent pas pour des raisons déjà évoquées. D'autre part les mutuelles tribales qui sont bien souvent à la solde des politiciens. Dans leur entendement, les intellectuels universitaires ont tout à gagner en servant à la fois les politiciens pour les avantages que la politique fait miroiter et les mutuelles tribales presque toujours manipulées et instrumentalisées par les politiciens. Ils relèguent alors la science au second plan, alors que l'ascendant qu'ils ont sur les masses populaires est bâtie sur le savoir scientifique qu'ils sont censés incarner mais dont ils abusent en se profanant dans la politique et les mutuelles tribales. Bon nombre d'intellectuels universitaires de la Région des Grands

Lacs africains sont donc prisonniers des politicards et des mutuelles ethniques qui ont conduit cette sous-région à la ruine presque dans tous les domaines et l'ont mise à genoux. Que peut-on réellement attendre de ces intellectuels dans la reconstruction des pays dévastés par les guerres ethniques, le génocide, les guerres civiles et les exclusions ethniques ? Il nous reste maintenant à montrer comment l'ethnisme et la propagande ethniciste ont investi les milieux universitaires congolais.

Quelques pistes des solutions pour le dépassement de l'idéologie d'exclusion ethnique dans la région des grands lacs

Nous ne pouvons pas prétendre proposer des solutions toutes faites à un fléau socio-culturel aussi profondément enraciné dans les esprits, les mœurs politiques et les pratiques intellectuelles. Nous ne pouvons que nous contenter de quelques hypothèses ou, tout au plus, des pistes de solutions. Nous avons vu dès le début que les carrières politiques exercent un attrait fascinant sur les intellectuels qui ont abandonné tout espoir de se réaliser dans d'autres carrières à cause de la mauvaise gestion du pays et de ses ressources, la carrière politique donnant accès à tout dont surtout le pillage éhonté et impuni des deniers publics. Nous avons aussi vu que les intellectuels universitaires sont des véritables leaders d'opinion. Ceux parmi eux qui se sont faits des caisses de résonance de l'idéologie génocidaire, le font sciemment, en connaissance de cause. Ils n'ignorent pas les réalités, la vérité. Ils servent leurs intérêts machiavéliques. Leurs positions ne sont ni plus ni moins qu'une fausse conscience comme dirait

Karl Marx. Ils ne peuvent donc pas être rééduqués et changés par un coup de baguette magique. Comment alors les affranchir de l'inféodation et de la contrainte tyrannique des mutuelles tribales ainsi que de l'attrait fascinant des carrières politiques ? Sans une bonne gestion du pays valorisant les carrières scientifiques et académiques ou luttant contre les détournements et corruptions impunis auxquels la carrière politique donne les pleins droits au Congo, il est difficile d'inverser les tendances. Mais il faut toujours rêver car les grandes œuvres commencent parfois par un rêve ! Ce rêve est d'ailleurs en train d'être transformé en réalité à travers l'expérience toute aussi originale que fructueuse de l'Institut de Recherche et de Dialogue pour la Paix au Rwanda. Nous y reviendrons dans les pages qui suivent.

Nous savons aussi que les mutuelles tribales manipulées dans la plupart du temps par les politiciens exercent une dictature tyrannique sur les intellectuels universitaires et sur leurs productions scientifiques. Heureusement que tous les intellectuels universitaires de la Région des Grands Lacs ne sont pas tombés dans les pièges ethniques et politiques. Il y a encore parmi eux ceux qui veulent faire briller haut l'étoile du savoir scientifique, quel qu'en soit le prix ! Il ne faut pas qu'ils se rendent coupables de la complicité du silence. Ceux-là pourraient contribuer à la reconstruction des pays des Grands Lacs africains post-conflits et post-génocide. Mais cela ne va pas de soi sans conditions préalables.

Nous ne disposons pas d'une force coercitive pour ramener à la raison les brebis qui peuvent s'égarer. Mais on peut prêcher par l'exemple pédagogique si les intellectuels qualifiés d'entrepreneurs sur le plan scientifique pouvaient disposer des structures de recherche et des moyens conséquents pour produire des publications scientifiques de valeur. Ils devraient par exemple disposer des centres de recherche viables, des revues scientifiques et même d'une Académie scientifique de la Région des Grands Lacs pour valoriser et sanctionner les recherches sérieuses qui viendraient concurrencer les caisses des résonances politiciennes et ethnistes. L'Afrique des Grands Lacs post conflits a besoin de recherches de qualité, car la vérité scientifique a été trop sacrifiée pour des raisons politiques et ethniques. Comme on dit la bonne monnaie chasse toujours la mauvaise. Cette piste de solution n'est exploitable qu'en cas de collaboration entre les universités et les centres de recherche du Nord avec ceux du Sud.

On pourrait ainsi rétablir certaines vérités qui ont été tuées ou faussées pour des raisons politiciennes ou ethniques. Certains intellectuels universitaires ont beaucoup contribué à attiser les haines et les affrontements ethniques sanglants. Il faut que d'autres universitaires les dédouanent en réparant les torts qu'ils ont causés, en participant à la reconstruction des pays des Grands Lacs sérieusement dévastés sur tous les plans, notamment en raccommodant le tissu social qui a été soumis à des rudes épreuves depuis au moins plus d'un demi siècle. Comme on dit la vérité répare les cœurs brisés et les peuples meurtris et meurtriers. Nous allons montrer à travers quelques exemples comment les

intellectuels universitaires peuvent s'y prendre concrètement à travers leurs activités académiques, la recherche et l'enseignement.

S'affranchir des obligations tribales

La science moderne s'est développée à la faveur de la laïcisation du savoir. En tant que l'un des critères et facteurs de la modernité occidentale originelle, celle-ci est la séparation instituée entre l'Eglise et l'Etat d'une part et les institutions de recherche et d'enseignement d'autre part. Le savoir positif (scientifique) se distingue de la connaissance vulgaire ou spontanée et des enseignements de la théologie. Le processus de laïcisation a fini par placer le savoir en dehors de la juridiction de l'Eglise (BOUDON R. et BOURRICAUD F., 2000 : 397-304 ; NZABANDORA J., 2006).

Dans le Région des Grands Lacs en général et en République Démocratique du Congo en particulier, le savoir et la recherche de la vérité, qui est l'idéal et le but ultime de la science, doivent être libérés de l'emprise et de la contrainte tyranniques des ethnies et des mutuelles tribales. Il s'agit là d'une des conditions *sine qua non* pour que la science se démarque de l'idéologie génocidaire qui exclut l'autre, qui vise l'anéantissement total de l'autre.

Au Moyen Age et aux Temps Modernes européens, l'Eglise, à l'instar des mutuelles tribales au Congo aujourd'hui, constituait ce que les épistémologues des Sciences Sociales appellent les autorités spécifiques et qu'ils opposent à l'autorité générale. Comme en témoigne François Depelteau (2000 : 34-

36), à l'origine de la science moderne et de la recherche de la vérité, on retrouve d'abord une contestation par les scientifiques des autorités spécifiques qui, très souvent, s'opposent à la diffusion des connaissances scientifiques. Il s'agit par exemple du pouvoir, de l'oppression, de la censure, des textes sacrés, des dogmes édictés par le Vatican, des discours officiels, des directives d'un parti politique, des ordres des dirigeants et, pour le cas du Congo Kinshasa, des mutuelles tribales. La science moderne est à la base la négation des autorités spécifiques et des arguments d'autorité. Faire preuve d'un esprit scientifique interdit d'accepter une vérité simplement parce qu'elle émane d'une autorité puissante comme le Vatican, un curé, un pasteur, un gourou, un maître ou tout autre autorité spécifique. Au contraire, la science moderne des Bacon, Copernic, Galilée, Newton et autres, qui perdure jusqu'à nos jours, se fonde sur ce que Michael Polanyi (1964) nomme une autorité générale. Une autorité générale est en fait une communauté de chercheurs rationnels et égaux. Les vérités qui découlent de cette autorité sont celles qui émergent des discussions entre des savants libres, égaux et rationnels.

« En tant que scientifique, si je veux que les autres croient aux vérités que je pense avoir découvertes, je dois les convaincre grâce à des arguments rationnels ou à des faits. La vérité découle de la rationalité et de preuves scientifiques (...). La science moderne est donc, au départ et à sa face même, un combat perpétuel contre le dogmatisme et toute forme d'autorité spécifique qui entend contrôler le savoir. La science moderne est allergique au pouvoir d'une

minorité, à la malhonnêteté et à la censure (...). La science moderne ressemble à un forum ou une agora démocratique se basant sur la libre discussion, la rationalité et l'égalité des participants. C'est un espace public où se rencontrent des savants à la recherche de la vérité » (DEPELTEAU, F., 2000 : 34-36). Il faudra absolument créer dans la Région des Grands Lacs des « espaces publics » des chercheurs pour donner la parole à ceux qui veulent barrer la route à l'influence des thèses ethnocistes sur le savoir et empêcher d'une façon ou d'une autre la diffusion hégémonique et monopolistique des idéologies génocidaires.

Eviter la diffusion hégémonique et exclusive des idéologies génocidaires

L'intellectuel universitaire ne doit pas se résigner et assister impuissant à la mort de la science. Il doit réagir à la diffusion hégémonique et quasi-monopolistique des idéologies génocidaires. Les débats, forums, séminaires et colloques scientifiques fréquents et périodiques peuvent matérialiser l'espace public des chercheurs dont il est question ci-dessus. Ces manifestations scientifiques devraient créer un courant d'opinion et déboucher sur des publications scientifiques. Ainsi les idéologies génocidaires ne seront plus les seules sur le terrain ou du moins les seuls maîtres du terrain. Leur diffusion et leur audience seront ainsi limitées, surtout dans les centres de recherches et les établissements d'enseignement supérieur et universitaire sous l'œil inquisiteur des étudiants et des chercheurs objectifs. Leurs propagateurs risquent ainsi de se discréditer s'ils continuent dans la même

voie. En tout cas ils n'auront plus une conscience tranquille. La complicité du silence est coupable. Qui ne dit mot consent, dit-on.

Respect et affirmation de l'identité culturelle de l'intellectuel universitaire

Certains intellectuels universitaires, nous en connaissons beaucoup de niveau de 3^{ème} cycle universitaire, s'engagent bien souvent dans une fuite en avant qui, paradoxalement, renforce et enracine l'idéologie génocidaire. Nous avons constaté que, face à la stigmatisation, à la discrimination et à la persécution ethnique, certains intellectuels congolais d'expression rwandaise abrègent leurs noms de façon à leur donner une consonance des noms d'autres ethnies congolaises non contestées. C'est ce qu'on observe dans les grands centres universitaires tant au Congo qu'en Belgique et en France. Celui qui évoque consciemment ou inconsciemment leurs vrais noms, qui figurent du reste sur les pièces d'identité et académiques, est ouvertement déclaré ennemi irréductible et s'attire implacablement leurs foudres car ils le poursuivront jusque dans son dernier retranchement. C'est comme si naître rwandophone était un péché mortel qu'on cherche à cacher. Nier son identité, sa culture et son peuple et son histoire, avoir honte de son identité culturelle dans le concert des autres identités congolaises, est une affaire particulièrement grave pour un intellectuel universitaire. C'est aussi l'indice probant de l'idéologie génocidaire qui sévit impitoyablement dans les milieux universitaires et centres urbains congolais. Ceux qui transforment leurs noms ne le font pas de gaîté de cœur. C'est une façon de se

protéger. C'est une stratégie de survie qui malheureusement n'est pas la meilleure comme nous allons le voir.

La logique de ces intellectuels universitaires a été aussi observée au niveau des populations entières. Jusqu'à la fin des années 1960, voire au début des années 1970, les Congolais d'expression rwandaise des Plateaux d'Itombwe et de la Plaine de la Ruzizi au Sud-Kivu (Est de la République Démocratique du Congo) n'avaient pas d'ennuis politiques et ont conservé leur identité. Leur refus, leur exclusion et la contestation de leur nationalité congolaise ont commencé avec leur percée dans les domaines académique (succès à l'université, obtention des bourses d'études à l'étranger), politique (au niveau local et au Parlement), économique et militaire dont les ethnies voisines étaient très jalouses. Ils ont alors forgé l'ethnonyme « Banyamulenge » pour se mettre à l'abri des pogroms (agressions oppressives et meurtrières tolérées ou soutenues par le pouvoir d'une communauté ethnique ou religieuse) et de la persécution anti-rwandais. Ils sont devenus des Banyamulenge, c'est-à-dire des autochtones de la colline Mulenge dans les Plateaux d'Itombwe (DE MARET, NZABANDORA et WEIS, 2000). Comme nous l'avons déjà montré dans ce texte, en 1982 le Directeur du Centre de Recherches Universitaires du Kivu, appuyé par d'autres chercheurs de ce centre et quelques professeurs de l'Institut Supérieur de Bukavu, a refusé aux Congolais rwandophones des Plateaux d'Itombwe et de la Plaine de la Ruzizi le droit de participer à un colloque scientifique international sous le prétexte qu'ils n'avaient aucune aire culturelle au Congo. Les Congolais

rwandophones de la Plaine de la Ruzizi et des Plateaux d'Itombwe furent accusés à cette occasion de vouloir malhonnêtement utiliser les manifestations scientifiques pour cautionner l'existence d'une aire culturelle qu'ils n'ont jamais eue au Congo. Nous avons été témoins de ces tristes événements.

Les intellectuels universitaires et les peuples qui changent des noms pour échapper à la stigmatisation et à la persécution ethnique ne choisissent pas la meilleure voie. On ne peut pas changer les noms que l'on a toujours portés durant l'enfance, les études primaires, secondaires ou universitaires, voire durant une partie de sa carrière universitaire. Ce n'est pas en changeant d'ethnonyme qu'un peuple sera vu autrement qu'on l'a toujours vu auparavant. En changeant leurs noms, les intellectuels universitaires d'expression rwandaise fournissent inconsciemment à leurs détracteurs des preuves péremptoires qu'on ne peut pas être d'expression rwandaise et être congolais à la fois. De tels faits alimentent l'idéologie d'exclusion ethnique fortement enracinée au Kivu dans l'est de la République Démocratique du Congo.

Pire encore, le changement des noms des personnes et d'un peuple constitue une opération d'ethnocide. L'ethnocide est le meurtre d'une culture ou d'une société. Il y a deux moyens d'anéantir un groupe humain : la liquidation physique (génocide) et la liquidation culturelle (ethnocide). Certaines politiques, qui visent à rendre impossible le mode de vie de minorités (voire même de majorités), reposent sur des véritables stratégies de l'ethnocide

(COLLEUYN, 1988 : 196). En changeant des noms de personnes et des populations entières, les intellectuels universitaires contribuent puissamment à faire croire partout où ils sont qu'il n'y a pas de groupe ethnique rwandophone en République Démocratique du Congo ; alors qu'ils devraient en être les têtes d'affiches et les ambassadeurs partout dans les milieux où ils évoluent à l'étranger comme à l'intérieur de leur pays. Ils s'excluent eux-mêmes du concert des autres peuples autochtones du Congo à la très grande satisfaction de leurs ennemis. De telles victoires ne peuvent qu'encourager ces derniers à persévérer dans leurs idéologies et luttes pour les exclusions ethniques. La lutte contre l'idéologie d'exclusion ethnique dans la Région des Grands Lacs africains, plus particulièrement en République Démocratique du Congo, passe entre autres par le changement d'attitudes et de comportements des intellectuels universitaires que nous venons de stigmatiser.

Exploiter les opportunités de l'activité académique

Dans la lutte contre l'idéologie génocidaire dans la Région des Grands Lacs africains l'intellectuel universitaire devrait exploiter tous les atouts dont il peut bénéficier à travers sa carrière académique. Que ce soit au Rwanda, au Burundi ou en République Démocratique du Congo, les actes constitutifs ou de création des établissements d'enseignement supérieur et universitaire leur assignent une triple mission : enseignement, recherche et rayonnement dans le milieu environnant. Bien plus, le personnel scientifique et académique est tenu de publier pour se maintenir au service et pour la promotion d'un

grade à l'autre. Tous les statuts du personnel des établissements d'enseignement supérieur et universitaire tant privés que publics mettent un accent particulier sur cet aspect. Signalons qu'au cours de ces quinze dernières années nous avons assisté dans la Région des Grands Lacs à une véritable prolifération des universités et établissements d'enseignement supérieur tant privés que publics. Leur personnel a besoin de publier. C'est un atout qu'il faut exploiter en le mobilisant dans la recherche à travers par exemple l'organisation des colloques et séminaires scientifiques devant déboucher sur des publications collectives.

Nous avons enfin les étudiants qui effectuent des recherches dans le cadre de leurs travaux de fin d'études ou dans le cadre des travaux pratiques. Les défenses publiques des mémoires sont devenues un phénomène social de grande envergure. Elles constituent des événements de joie ou des occasions de témoignage de la solidarité, de la sympathie et de l'attachement des uns aux autres. Elles se sont déjà intégrées dans la vie sociale de la cité et dans les grands événements de la vie comme la naissance, le baptême, le mariage et la mort. Nous sommes tous les jours témoins des foules immenses que les défenses des mémoires drainent vers les bâtiments académiques. Toutes ces foules suivent attentivement les défenses et y participent même en posant des questions. Les discussions sur les sujets traités dans les mémoires se poursuivent lors de longues réceptions organisées à la cité par les lauréats, leurs amis ou membres de famille. A l'Université Libre de Kigali, il existe des milliers de

mémoires qui offrent des données empiriques (données brutes de terrains) relatifs aux défis actuels et à venir du Rwanda. Toutes ces données ne sont pas exploitées et partagées avec un public plus large à travers les colloques et les publications scientifiques. Les travaux pratiques et dirigés peuvent aussi être discutés dans les auditoriums.

Des sujets controversés ou sensibles ainsi que des problèmes de brûlante actualité ou d'importance capitale pour l'instauration de la paix durable dans la Région des Grands Lacs devraient faire l'objet des programmes de recherche à travers les colloques scientifiques, les ouvrages collectifs avec des auteurs fort diversifiés pour ne pas dire de toutes les tendances et sensibilités sociales, les articles de revues scientifiques, les travaux de fin d'études des étudiants, voire des travaux pratiques dans certains cours. On peut ainsi arriver à créer un véritable courant d'opinion dont nous avons parlé et qui se répandrait parallèlement ou concurremment avec les idéologies génocidaires tout en leur damant des pions et en leur sciant les côtes.

La recherche participative aussi inclusive que possible de toutes les sensibilités et catégories sociales

La recherche participative aussi inclusive que possible de toutes les couches sociales est aussi de nature à instaurer une paix durable dans la Région des Grands Lacs comme tend à le prouver l'Institut de Recherche et de Dialogue pour la Paix (IRDP) au Rwanda (IRDP, 2006 ; INTERPEACE, 2006). Selon cet institut, la paix durable est celle qui donne à tout individu, à tout foyer et à tout groupement humain

et, de façon générale, à toute la société la sécurité, la quiétude et l'épanouissement total (IRDP, 2006 : 11). C'est pour contribuer à cet idéal très noble à tous points de vue que les nombreux chercheurs de l'Institut de Recherche et de Dialogue pour la Paix (IRDP) ont engagé depuis 2001 des consultations avec toutes les couches de la population rwandaise. Cela se fait à travers l'organisation des débats contradictoires filmés au niveau des provinces et bientôt, à partir de juillet 2007, au niveau des districts (Madame KAYIRANGWA Bernadette, membre du Secrétariat général de l'IRDP, chargée de la logistique et responsable du groupe de recherche travaillant sur l'idéologie génocidaire : communication personnelle). La plus grande diversité possible des participants à ces débats contradictoires est la règle d'or de l'approche de l'Institut de Recherche et de Dialogue pour la Paix.

Les débats contradictoires et forums rassemblent à la fois les intellectuels et les analphabètes, les chômeurs et les travailleurs, les paysans et les fonctionnaires, les adeptes de toutes les religions pratiquées au Rwanda, les hommes d'affaires et les hommes politiques, les jeunes et les vieux, les ruraux et les citadins, les femmes, les bourreaux et leurs victimes lors du génocide, les membres des associations et des ONG opérationnelles sur le terrain au Rwanda, les prisonniers et les hommes libres, etc. Toutes les sensibilités sociales (Tutsi, Hutu, Twa) du Rwanda sont chaque fois représentées.

Multiplier les recherches monographiques sur les institutions sociales traditionnelles et les populariser en les diffusant le plus possible à travers les médias, les séminaires et les ateliers.

Cette stratégie permet de créer et d'entretenir un nouveau courant d'opinion car le changement s'enracine toujours dans un problème reconnu et vivement ressenti par les acteurs et passe par la création d'un courant d'opinion.

Intégrer les résultats des recherches sur les institutions sociales, économiques, culturelles et politiques traditionnelles dans le système d'enseignement national.

On montrerait ainsi à travers le système de l'enseignement national qu'il existait avant la colonisation des réseaux sociaux, économiques, politiques et religieux dans lesquels on peut puiser des valeurs véritablement citoyennes et un humanisme authentiquement africain pour lever les défis présents et à venir. Il faudrait que tous ceux qui passent par ce système d'enseignement national soient imprégnés de ces valeurs et de cet humanisme.

Conclusion

Nous avons montré que les clans étaient, dans l'organisation sociale traditionnelle des sociétés du Nord-Kivu en République Démocratique du Congo et du Nord-Ouest du Rwanda, à la fois les éléments d'identification sociale et individuelle, les unités politiques, religieuses, économiques et même de collecte des tributs comme l'a aussi souligné J.

NIZURUGERO (2004 : 342). Sur le plan politique, c'était des clans-nations comme par ailleurs l'a si bien noté F. GATERA (NIZURUGERO, 2004 : 335). Comme nous l'avons montré, en ce qui concerne les cultes, cérémonies et rites religieux dans le cadre des phratries, ce sont les clans qui jouaient des rôles irremplaçables et non les individus. Comme il ressort de ce travail et des travaux de Nizurugero, l'identité clanique était extrêmement prégnante et transcendait l'identification ethnique utilisée par les colonisateurs pour diviser politiquement les communautés. Soulignons une fois de plus que chaque clan avait ses Batwa, ses Bahutu et ses Batutsi (NIZURUGERO, 2004 : 338). Dans le cadre du partage des charges rituelles et cérémonielles entre les clans, un Twa, un Tutsi ou un Hutu pouvait organiser, officier et présider les rites et cérémonies du simple fait de son appartenance au clan qui en est le dépositaire coutumièrement attribué. Dans le culte de Ryangombe, les parrains des novices lors de l'initiation (kubandwa en Kinyarwanda) devraient provenir des clans qui forment une même phratrie. De ce fait les Tutsi parrainaient les Hutu et vice-versa, ce qui comptait c'était l'appartenance clanique.

Comme nous l'avons aussi montré, les Tutsi, les Twa et les Hutu étaient fédérés sous un symbole emblématique, le totem qu'on peut comparer sans aucune exagération aux armoiries et au drapeau des états modernes (IKIRANGANDEGO en Kinyarwanda), rendaient le culte public des ancêtres, de Ryangombe et Nyabingi ensemble dans le même sanctuaire, étaient frappés par les mêmes tabous et obéissaient tous un même chef spirituel du clan.

Nous avons analysé le rôle, l'importance et la fonction du clan et de la phratrie dans l'organisation sociale traditionnelle des sociétés du Nord-Kivu en République Démocratique du Congo et du Nord-Ouest du Rwanda et avons montré par la même occasion que ces institutions sociales constituent des facteurs favorables et des preuves irréfutables de l'unification des populations qui ont été présentés durant les périodes coloniale et post-coloniale comme des ennemis irréductibles. L'analyse d'autres institutions sociales peut aussi aboutir à une même conclusion. Il s'agit par exemple des systèmes de parenté et de famille, de socialisation des enfants, de règlement des conflits, d'alliances matrimoniales (mariages), de croyances et pratiques religieuses, de dévolution des biens et des espaces qui étaient tous partagés par les Tutsi, les Hutu et les Twa (NIZURUGERO, 2004 : 337-338) qu'on oppose inexorablement depuis le début de la colonisation comme étant des groupes ontologiquement séparés et antagonistes.

BIBLIOGRAPHIE

1. BAKWA-LUFU, B., « L'intégration des Bambuti de Beni dans la vie nationale, in *La problématique du développement au Kivu. Actes du troisième colloque du CERUKI, 17-21 avril 1979*, éd. Du CERUKI, Bukavu, 1983.
2. BERGMANS, L., *Les Wanande. Tome 1 : Les Baswaga (Aperçu historique)*, Ed. AAB (Assomption Butembo-Beni), Butembo, 1970.

3. BONTE P. et IZARD, M., *Dictionnaire de l'ethnologie et de l'anthropologie*, Presses Universitaires de France, Paris, 2000.
4. BOUDON, R. et BOURRICAUD, F., *Dictionnaire critique de la sociologie*, Presses Universitaires de France, Paris, 2000.
5. BYANAFASHE, D., (Sous la dir. de), *Les défis de l'Historiographie rwandaise. T1 : Les faits controversés*, Ed. de l'Université nationale du Rwanda, Butare, 2004.
6. CHRETIEN, J.-P., *L'Afrique des Grands Lacs. Deux mille ans d'histoire*, Aubier, Paris, 2000.
7. COLLEYN, J.-P., *Eléments d'anthropologie sociale et culturelle*, 5^{ème} édition revue et augmentée, Ed. de l'Université de Bruxelles, Bruxelles, 1988.
8. COPET-ROUGIER, « Clan », in BONTE, P. et IZARD, M., *Dictionnaire de l'ethnologie et de l'anthropologie*, Presses Universitaires de France, Paris, 2000.
9. DEKONINK, J., « Le droit coutumier des Bahutu », in *Bulletin des Juridictions Indigènes du Droit Coutumier Congolais*, Vol. 4, n° 9, 1936.
10. DE MARET, P., *Anthropologie sociale et culturelle*, Université Libre de Bruxelles, Bruxelles, 2001.

11. DE MARET, P., NZABANDORA, J. et WEIS, G., « Kivu : Parcs Nationaux et Populations avoisinantes – Contraintes et atouts culturels », in BAHUCHET, S. et DE MARET, P. (éd.), *Les Peuples des Forêts Tropicales Aujourd'hui, Vol. III : Région Afrique Centrale*, Programme APFT (Avenir des Peuples des Forêts Tropicales de l'Union Européenne) – ULB, Bruxelles, 2000, pp. 428-454.
12. PELTEAU, F., *La démarche d'une recherche en Sciences Humaines. De la question de départ à la communication des Résultats*, De Boeck Université – Presses de l'Université de Laval, Bruxelles, 2000.
13. D'HERTFELT, M., *Les clans du Rwanda ancien : Eléments d'Ethnosociologie et d'Ethnohistoire n° 70*, Tervuren, 1971.
14. DUBUISSON, J., « Note sur le tribut dans le Territoire de la Rutshuru », in *Bulletin des Juridictions Indigènes et du Droit Coutumier Congolais*, vol 3, n°s 3 et 4, 1935.
15. GAHAMA, J., *Le Burundi sous l'administration belge*, Karthala, Paris, 2001.
16. IRDP (Institut de Recherche et de Dialogue pour la Paix), *Reconstruire une paix durable au Rwanda : la parole au peuple*, WSP International, Kigali, novembre 2006.
17. INTERPEACE, *Investing in Peace. Annual Report 2005*, Genève, août 2006.
18. KAYIHURA, M., « Composantes et relations sociales au Rwanda pré-

colonial, colonial et post-colonial », in BYANAFASHE, D.(Sous dir.), *Les défis de l'historiographie rwandaises. T1 : les faits controversés*, Ed. de l'Université Nationale du Rwanda, Butare, 2004.

19. LABURTHE-TOLRA, Ph. et WARNIER, J.-P., *Ethnologie / Anthropologie*, P.U.F, Paris, 1997.

20. MATHIEU, P. et MAFIKIRI TSONGO, « Enjeux fonciers, déplacements de population et escalades conflictuelles (1930-1995) », in MATHIEU, P. et WILLAME, C. (éd.), *Conflits et guerres au Kivu et dans la Région des Grands Lacs. Entre tensions locales et escalade régionale*, Institut Africain-CEDAF / L'Harmattan, Tervuren / Paris, 1999.

21. NIZURUGERO, R. J., « Les facteurs favorables à l'identité citoyenne dans l'histoire du Rwanda des origines à 1900 », in BYANAFASHE, D., *Les défis de l'Historiographie rwandaise. T1 : les faits controversés*, Ed. de l'Université Nationale du Rwanda, Butare, 2004.

22. NZABANDORA, N. J., *Histoire de conserver : Evolution des relations socio-économiques et ethnoécologiques entre les parcs nationaux du Kivu et les populations avoisinantes (RD CONGO)*, Thèse de Doctorat en Sciences Sociales, Orientation Anthropologie, Université Libre de Bruxelles, mars 2003.

23. NZABANDORA, N. M., J., « Modernité manquée et pièces ethniques dans la Région des Grands Lacs : de quelle modernité et de quels pièges ethniques s'agit-il ? », in **Revue Scientifique de l'Université Libre de Kigali**, n° 6, Février 2006.
24. PAGES, A., *Un royaume hamite au centre de l'Afrique*, Institut Royal Colonial Belge, Bruxelles, 1933.
25. POLANYI, M., *Science, Faiths and Society. A searching examination of meaning and nature of scientific inquiry*, The Chicago University Press, Chicago - London, 1964.
26. RUTAZIBWA, P. (éd.), *Les crises des Grands Lacs et la question tutsi. Réflexion sur l'idéologie du génocide dans la sous-Région*, Editions du C.R.I.D., Kigali, 1999.
27. SMULDERS, « A quoi sont utiles les missionnaires. Rapport annuel du Vicariat apostolique du Haut-Congo belge pour l'année 1912 », in *Grands Lacs*, n° 2, 1913.

3. DECLOISONNER LE REPLI ETHNIQUE POUR FONDER UNE AFRIQUE QUI REUSSIT

Par Gabriel Habimana

Le clanisme / tribalisme : une dure réalité coloniale et post - coloniale

Il est un fait que le phénomène de clanisme ou mieux de tribalisme est une réalité coloniale et post-coloniale. Quant à la tribu et au clan, ce sont des réalités précoloniales. Les organisations étatiques précoloniales étaient structurées autour des tribus pour les plus centralisées et parfois autour des clans ou des familles pour celles qualifiées de sociétés à l'organisation lignagère ou fragmentaire comme certains les ont qualifiées. Exemples : Royaume des Bashi, Royaume du Buganda, Royaume du Burundi, Kongo, Luba, etc.

A l'avènement du colonisateur, celui-ci restructure le continent selon ses propres intérêts. Des frontières arbitraires seront fixées et des états artificiels sont créés. Des données de la géographie abstraite comme les méridiens et les parallèles vont servir dans la fixation des frontières sans tenir compte des réalités socio-politiques, historiques et culturelles des populations africaines. Ainsi, des peuples (populations) qui se trouvaient souvent en guerre vont se retrouver au service d'un même Etat ; des populations aux affinités évidentes seront séparées, éparpillées à travers de nouveaux Etats, des créations coloniales. A ce stade, il y a déjà les germes d'une situation d'antagonismes, que la colonisation va

exploiter selon son bon vouloir ou selon le principe de « diviser pour régner ».

Au Rwanda, le mythe hamite et le mythe bantu inventés, créés par le colonisateur seront plus que dévastateurs et aboutiront au génocide de 1994 comme solution finale d'un processus génocidaire qui avait commencé en novembre 1959. En effet, les tutsi, nilotiques, seront présentés comme étrangers envahisseurs au Rwanda, pays des Bahutu (Bantous). Il faut donc les chasser ou alors les exterminer. L'ethnie figurait sur la carte d'identification et même celle de baptême. Au Congo Belge, les chefferies coutumières prendront la dénomination des groupes ethniques les plus importants. A ce titre, on peut citer la chefferie des Bahutu, des Bahunde, des Bashi, des Bahavu, des Banande, etc.

Au moment des indépendances africaines, nous assistons à l'émergence des personnalités politiques qui, par leurs talents, leur intelligence et leur détermination arrachent l'indépendance, naturellement l'environnement politique international de l'après seconde guerre mondiale était favorable. Ils ont mérité d'être appelés « les pères des indépendances africaines. Exemples : L.S Senghor (Sénégal), Julius Nyerere (Tanzanie), Houphouet Boigny (Côte d'Ivoire), Jomo Kenyatta (Kenya), Sekou Touré (Guinée), Patrice Lumumba (Congo), Kwame Nkrumah (Ghana), Habib Bouguiba (Tunisie), Ben Bella (Algérie).

De façon générale, il s'agit des démocraties parlementaires issues des élections au suffrage universel. Malheureusement, ces démocraties se

sont rapidement transformées en régimes présidentiels avant de sombrer dans la dictature et le pouvoir à vie. La seule possibilité d'alternance et de pouvoir, c'était le coup d'état militaire sanglant ou non. Le premier en date, c'est l'assassinat du Président togolais Sylvanus Olympio en 1963. Dès lors le pouvoir est au bout du fusil. Un peu partout, la violence devient le mode de production du pouvoir et de domination, de recomposition des élites et de redistribution du pouvoir. La violence est faite par l'armée, instrument de répression et d'imposition de la dictature. Ceux qui font les coups d'Etat et s'installent à la tête des Etats sont-ils les plus méritants ? Sont-ils les plus aptes à diriger ? les plus qualifiés pour sortir le continent africain de la dépendance néo-coloniale et de la pauvreté ?

Du fait que le pouvoir est pris par la force, il se maintient également par la force. Le nouveau chef s'entoure des fidèles, parmi lesquels il y a les fidèles des fidèles, qui ne peuvent être que majoritairement de sa tribu et de son territoire d'origine.

Exemples : au Rwanda, le pouvoir est exercé en 1962 par les centro-sudistes à la tête desquels le Président Grégoire Kayibanda. Avec le coup d'Etat de 1973, le pouvoir quitte le Sud pour le Nord. C'est le triomphalisme et la relance du Nord. La manipulation ethnique ou régionaliste est à son comble. Dans l'opposition entre le Nord (Abakiga) et le Sud (Abanyenduga), les Tutsi eux n'ont pas de place. Ils sont frappés par le quota ethnique, du moins pour ceux qui n'ont pas encore fui le pays. Dans l'administration, à l'université, partout, les tutsi ne peuvent dépasser 10%, peu importe le niveau de leur compétence ; peu importe leur mérite. La

mention ethnique figure sur les cartes d'identité pour ne pas s'y tromper.

Au Congo de Mobutu, l'arithmétique ethnique/régionale est une leçon bien assimilée. C'est le système des quotas. Chaque fois qu'il y a remaniement, on cherche à savoir combien des Banande, des Bakongo, des Baluba, etc. sont dans le gouvernement. Quelle est la province qui est surreprésentée, alors que d'autres se plaignent de n'avoir aucun représentant. Ce monde de pensée continue jusqu'aujourd'hui. Dans son ouvrage intitulé *Idéologies zairoises et tribalisme*, le professeur Kabuya Lumuna Sando parle des « nationalités tribales » en lieu et place de nationalité congolaise. En effet, on est Muluba avant d'être congolais, on est Munande ou Mukongo avant d'être congolais. Aujourd'hui en RDC, au niveau de l'imaginaire populaire, le pouvoir a quitté l'ouest pour l'est et peut-être mieux pour le Katanga. Au Rwanda, le pouvoir est tutsi, même le plus misérable des tutsi croit participer à celui-ci quand bien même il mourrait et que personne au pouvoir ne s'en rendrait compte. Au Burundi, je ne suis pas trop renseigné, mais le pouvoir ne semble être nulle part. En Côte d'Ivoire, au départ de la destruction de ce pays se trouve le problème de « l'ivoirité ». En RDC, le concept de « nationalité douteuse » a été lourd des conséquences. La politique d'exclusion des tutsi (1994-1996) a servi de justification à ce qui a été appelé « le phénomène Banyamulenge ». Mais auparavant, on connaît aussi le sort qui avait été réservé aux Kasaiens du Katanga, chassés de leur propre pays comme si le Katanga n'était pas le Congo et qualifiés de « bilulu ».

Un autre phénomène qui procède de la « médiocratie » des régimes politiques africains, c'est le fait de chercher à se maintenir au pouvoir par tous les moyens, y compris le génocide comme au Rwanda. Au Zimbabwe, à 84 ans, après 28 ans de pouvoir, Robert Mugabe s'est fait réélire. Nous savons tous dans quelles conditions les élections du second tour ont eu lieu. Un peu partout, des chefs d'Etat amènent les parlementaires à modifier la constitution qu'ils ont eux-mêmes promulguées pour se maintenir au pouvoir. D'autres sont soupçonnés de préparer leurs fils à leur propre succession, ce qui du reste prouve, qu'ils considèrent leurs pays comme un patrimoine privé. Exemples : Bongo (Gabon) : Fille Directrice de Cabinet, Fils Ministre, Beau-fils Ministre ; Gnassingbé Eyadema (Togo) : Faure Eyadema ; Kabila I (Congo) : Kabila II ; Kadhafi (Lybie), Hosni Moubarak (Egypte), Museveni (Ouganda), Abdoulaye Wade (Sénégal)... On croirait une épidémie.

Dans un pays voisin, on soupçonne les femmes ministres d'être concubines de certaines personnes mieux placées. C'est donc à juste titre que les régimes africains, les pseudo-démocraties africaines sont qualifiées de « démocratues ».

Et pourtant, sous d'autres cieux et selon des principes garantis par les Constitutions, ce sont les plus méritants qui connaissent l'ascension pour l'intérêt général du pays, sans se soucier, de leurs origines ; seulement le mérite, comme on le sait, « le mérite se mérite ». Le modèle américain est éloquent à ce sujet. Avec le candidat démocrate à la présidentielle de novembre 2008, Barack Obama,

nous avons la démonstration, s'il en faut une, d'une société américaine qui favorise la « méritocratie ». Un Barack Obama (46 ans) dont le père kenyan n'est même pas né aux Etats-Unis. Nicolas Sarkozy né d'un père hongrois naturalisé français et arrivé en France vers 1950. Arnold Schwarzenegger, gouverneur de la Californie d'origine autrichienne, n'est même pas né aux Etats-Unis. Henry Kissinger, Zibgniew Brezinski, Madeleine Albright, tous diplomates américains, ne sont pas nés aux Etats-Unis.

Les conséquences d'une telle gestion politique qui ne respecte pas la méritocratie, ce sont les rebellions, les sécessions, les antagonismes de tout genre, la démotivation et la fuite des cerveaux vers des horizons plus prometteurs.

Que faire pour sortir de cette situation ?

A ce niveau, les débats au cours du présent atelier éclairent le chemin. Il faut :

- La refondation des Etats qui passe par les renforcements de la démocratie ; en effet, l'absence de la démocratie est l'un des critères essentiels qui permet de déterminer aujourd'hui l'émergence et la consolidation de la violence comme voie idéale pour accéder au pouvoir ;
- Recréer une élite intellectuelle et politique nouvelle consciente de ses responsabilités devant la population et devant l'histoire ;
- Procéder à une éducation citoyenne qui insiste sur les valeurs éthiques, qui insiste sur le rôle combien primordial des citoyens dans le choix

- de leurs dirigeants et les choix des politiques économiques qui leur conviennent le mieux ;
- Créer des richesses qui sortent la population de la pauvreté car celle-ci rend la population irresponsable politiquement ;
 - Faire de la méritocratie un principe sacré, assimilé par tous, intégré dans la personnalité de chacun ; en effet, la promotion sur base d'autres critères ne ferait que favoriser la médiocratie et maintenir l'Afrique à la traîne du monde malgré ses potentialités multiples. Et pour paraphraser mon ancien professeur d'historiographie de l'Afrique « Au Congo, il y a beaucoup de politiciens, mais très peu d'hommes d'Etat ; il y a beaucoup de diplômés mais très peu d'intellectuels ».

3. POUR LE DEVELOPPEMENT DURABLE DANS LA REGION DES GRANDS LACS : Faire un nouveau choix de civilisation en vue de transformer nos terroirs ruraux et nos villes en forces de promotion humaine

Par Godefroid Kä Mana

Dans la réflexion que je vous propose ici, j'ai l'intention de planter d'abord le décor à l'intérieur duquel se déploient les relations entre le monde urbain et le monde rural dans la société africaine actuelle en général, et dans la région des Grands Lacs en particulier. Je mettrai ensuite en lumière les problèmes fondamentaux qu'il convient d'analyser et de résoudre dans les relations entre ces deux mondes. Je proposerai également quelques orientations indispensables que les pays d'Afrique des Grands Lacs, et plus particulièrement la République Démocratique du Congo, devraient emprunter dans la construction d'une modernité qui permette aux villes et aux villages de libérer de nouvelles dynamiques du progrès humain et du développement durable. Je présenterai enfin cette modernité dans ses dimensions essentielles comme perspective pour vaincre les pesanteurs de la crise des relations entre élites urbaines et élites rurales aujourd'hui.

Le décor : formatage néocolonial et malédiction néolibérale

Pour comprendre les relations actuelles entre le monde urbain et le monde rural en Afrique, il est utile de se rappeler que la logique d'ensemble qui détermine la vie des pays de notre continent est celle du formatage néocolonial et de la malédiction néolibérale, avec ce que cela comporte de dressage servile des élites urbaines et de moulage traumatique pour les habitants de nos campagnes.

Formatage néocolonial

J'entends par formatage néocolonial des structures de fond qui conditionnent l'orientation de l'existence des élites urbaines dans nos pays : une orientation d'extraversion, d'aliénation et de dépendance par rapport au mode de vie occidental que les élites africaines ont singé de manière tragique, en faisant de nos villes le centre d'une modernité d'où les campagnes sont coupées. Cette option a conduit nos nations à penser leur développement comme le chemin d'aménagement des espaces urbains où se concentrent tous les symboles de l'imitation de l'Occident, sans que l'on s'assure que les élites dirigeantes avaient suffisamment maîtrisé les arcanes de fond d'où a jailli la modernité occidentale elle-même, dans ses dynamiques essentielles : celles d'une société industrielle et marchande fondée sur une philosophie spécifique des relations sociales fortement différentes de la société africaine dans ses normes de base et ses croyances. Dans l'impossibilité de copier purement et simplement l'Occident qui les fascine et dans l'incapacité de rompre avec les logiques traditionnelles qui déterminent encore nos arrière-pays et nos terroirs locaux, les élites urbaines nagent entre les eaux, comme dirait V.Y. Mudimbe.

Elles vivent dans les villes qui les coupent des campagnes en même temps qu'elles se sentent obligées d'affirmer leurs provenances rurales, par un système de perfusion financière pour les membres de leurs familles sans que l'espace où vivent ces familles soit doté de toutes les commodités qui font de la modernité occidentale un monde fascinant et miraculeux. Dans ces conditions, elles créent chez les jeunes de nos villages l'irrésistible volonté de venir en ville et d'abandonner les campagnes dans une dynamique d'arriération profondément dramatique. L'exode rural devient ainsi le symbole d'une modernité manquée : l'expression de l'incapacité des élites urbaines extraverties, aliénées et dépendantes à inventer des harmonies indispensables à un développement unissant villes et campagnes dans un être-ensemble digne du progrès humain et d'un bonheur solidaire. Au fond, le formatage néo-colonial de nos pays rend impossible toute orientation vers une société de promotion humaine dans des politiques d'invention d'une modernité africaine, qui élèvent concomitamment le niveau de vie des habitants de nos campagnes et résolvent les problèmes que posent à nos villes l'exode rural et ses réalités des bidonvilles, de misères et d'abandon social caractéristiques de nos espaces urbains. Devenues des expressions dramatiques d'une modernité pitoyable et déshumanisante pour beaucoup de leurs habitants, nos villes manifestent notre incapacité à reconstruire l'Afrique sur la base d'une éthique de la responsabilité des élites urbaines dirigeantes face à un monde rural abandonné au bord du chemin de notre modernité extravertie, aliénée et dépendante.

Malédiction néolibérale

Cette modernité devra être considérée comme une véritable malédiction dont le système mondial néolibéral actuel accentue les effets nocifs. En effet, dans la dynamique d'une mondialisation qui a imposé à l'Afrique des programmes d'ajustement structurel et des politiques dont les priorités sont celles du remboursement de notre dette extérieure au détriment des impératifs de santé, d'éducation, d'infrastructures modernes et de progrès solidaire entre les villes et les campagnes, il est illusoire de croire que l'espace néolibéral puisse offrir autre chose à l'Afrique que notre dramatique sous-développement actuel. Il importe peu qu'une certaine élite tire profit de ce sous-développement en participant à un certain niveau d'aisance matérielle qui fait croire qu'elle participe aux plaisirs d'une certaine occidentalisation dont elle s'enchant. En réalité, faute d'une force endogène d'invention de sa propre modernité où les terroirs de nos campagnes puissent être transformés en profondeur, ces élites néocoloniales ne dominent rien de la dynamique néolibérale. Elles subissent les logiques d'un monde qu'elles ne peuvent pas contrôler. Elles se mettent au service d'une orientation culturelle qui casse les ressorts de leur créativité. Elles s'agitent dans les périphéries d'une civilisation dont les réalités quotidiennes montrent à quel point les élites urbaines d'Afrique sont des marionnettes et des pantins d'un mode de vie complètement irrationnel, déshumanisant et insensé.

Un mode de vie complètement désastreux

Ce mode de vie est irrationnel dans la mesure où il crée des espaces urbains sans aucune logique de progrès pour tous les habitants qui s'y concentrent. Des espaces où beaucoup de ceux qui ont fui les campagnes pour venir y trouver un emploi, un logement et de possibilités de meilleures conditions d'existence se trouvent largués dans des « réserves » misérables, sans aucune perspective de participer aux fascinantes commodités d'une civilisation de consommation et du clinquant propre aux élites urbaines extraverties, aliénées et dépendantes.

Ce mode de vie est déshumanisant dans la mesure où il détruit les valeurs humaines fondamentales de dignité, de liberté, de solidarité et de pouvoir créateur chez beaucoup de personnes qui peuplent nos villes sans y être intégrées du point de vue de leurs espérances les plus immarcescibles. Il suffit d'être attentif aux clameurs de désespoir de nos bidonvilles et de nos quartiers urbains misérables pour se rendre compte de l'effondrement éthique de nos villes. L'insécurité galopante, le banditisme rampant et l'esprit d'agressivité qui se développent partout dans nos grandes agglomérations urbaines sont des signes qui donnent à réfléchir sur les choix de notre modernité manquée.

Ils montrent jusqu'où cette modernité est insensée, c'est-à-dire sans direction, sans orientation, sans substance. Quelle direction un mode de vie embrasé d'injustices, d'inégalités, de violence et d'insécurité peut-il ouvrir à la multitude d'hommes et de femmes

qui ne trouvent aucune espérance au cœur de nos villes ? Quelle orientation fondamentale d'épanouissement peut-il assurer à tous ceux et toutes celles qui veulent échapper à la misère autrement que par le système de précarité quotidienne ou par des religiosités de délire mental et d'imbécillité galopante ? Quelle substance de vitalité peut-il donner à des êtres humains qui n'ont aucune place ni aucun pouvoir créateur au sein du système néolibéral qui n'a aucune perspective pour eux ?

Une double tragédie existentielle

En réalité, la malédiction néolibérale et le formatage néocolonial ne conduisent qu'à une véritable tragédie existentielle : - la tragédie de la servilité profonde de nos élites urbaines qui masquent mal leur insignifiance dans une culture de consommation égoïste vécue comme une pâle copie du mode d'être à l'occidentale ; - la tragédie, également, du désarroi traumatique de nos campagnes dont les habitants n'ont d'autre perspective que d'aspirer au rêve impossible de « réussir » la vie à la manière des élites urbaines.

Dans une telle situation, il n'est pas possible de poser à sa juste hauteur le problème des relations entre les villes et les campagnes en Afrique sans remettre en cause les logiques du formatage néocolonial, de la malédiction néolibérale, du dressage servile de nos élites et du moulage traumatique des populations de nos campagnes.

Problème de fond : construire une nouvelle modernité africaine

Remettre ces logiques en question ne relève pas du registre des contestations rhétoriques ou des résistances passives et stériles au rouleau compresseur de l'ordre mondial actuel. Il s'agit de faire un autre choix de civilisation en Afrique en général et dans les pays des Grands Lacs en particulier.

Les choix à faire

Un autre choix politique d'abord. Nous vivons dans une situation où il est de plus en plus clair que nos politiques néocoloniales et néolibérales ne nous sont pas seulement imposées de l'extérieur. Nous les avons acceptées, nous les avons intériorisées, nous en avons assumé l'esprit dans la mesure où nous ne faisons rien globalement pour en casser la dynamique dans l'invention de nouvelles perspectives. Si nous regardons l'orientation de nos options du développement rien que du point de vue des budgets de nos Etats, il ne fait aucun doute que la part du lion qui revient aux villes au détriment de nos campagnes nous enferme dans un non-développement manifeste, dans un mal-développement chronique, ou plus exactement, dans le refus du développement qu'Axelle Kabou dénonçait il y a plus de quinze ans déjà, dans un livre aujourd'hui célèbre : *Et si l'Afrique refusait le développement ?* (Paris, L'Harmattan, 1991). Sauf dans quelques pays qui ont tenté sans succès retentissant de valoriser les campagnes, beaucoup de nos nations sont engluées dans les diktats du néolibéralisme,

selon un esprit indéniablement néocolonial. Cela ne donne aucun sursaut créatif à nos campagnes. Nous en arrivons alors à des drames, comme ceux de la crise alimentaire, qui manifestent clairement maintenant notre folie dans l'oubli de nos terroirs vitaux, ces villages et ces campagnes qui auraient dû être la base de notre développement, comme René Dumont le préconisait déjà à l'aube de nos indépendances dans son remarquable livre : *L'Afrique noire est mal partie* (Paris, Plon, 1967).

Un autre choix économique, ensuite. Dans la mesure où nos politiques déterminent irrémédiablement l'orientation de nos économies nationales, nous avons choisi de vivre sous la coupe de l'actuel ordre mondial sans chercher à remettre en question les choix qu'il nous impose ni à nous organiser pour répondre directement aux besoins de base de nos populations. A ce niveau aussi, les budgets de nos Etats et l'utilisation des fonds publics sont des indicateurs indéniables. Les élites urbaines et leurs modes de vie voraces privent nos campagnes de la possibilité d'un développement bâti sur leur pouvoir créateur et leurs exigences vitales. Il est inconcevable que nous continuions à privilégier une modernité citadine qui exclut nos campagnes au lieu d'investir dans l'agriculture et dans la modernisation de nos villages et de leurs terroirs pour une dynamique de la promotion humaine à la base. Je trouve misérable le système actuel des transferts financiers des élites urbaines vers les campagnes, dans une sorte de « westernisation » de nos pays où l'argent envoyé aux parents, oncles, tantes, cousins et neveux du village soulage plus les misères qu'il ne suscite

une véritable volonté de modernisation et de développement local.

Un autre choix socioculturel, également. Dans le domaine du développement, la forme et la force de mentalité sont des armes décisives. J'ai le sentiment que l'ordre néocolonial qui nous formate et l'ordre néolibéral qui pèse sur nous comme une malédiction ont fini par construire en nous une mentalité de non-développement, dans nos villes comme dans nos campagnes. Je ne parle pas seulement à l'échelle des grandes réalisations qui dépendent de gros moyens de l'Etat aujourd'hui engloutis dans nos villes. Je parle de la capacité et de la volonté de résoudre les problèmes vitaux à l'échelle de l'engagement quotidien des citoyennes et citoyens pour changer la vie de tous les jours dans les domaines où la responsabilité de chaque personne est engagée au sein de nos quartiers, dans nos villages comme au cœur de nos villes. L'homme politique congolais Alafuele Mbuyi Kalala stigmatise avec raison les mentalités d'indifférence à l'environnement quotidien en Afrique. Il stigmatise l'esprit de désorganisation, de fainéantise, de parasitisme, de pessimisme, de défaitisme et de démoralisation qui ont élu domicile dans l'esprit de nos populations. Si un combat acharné n'est pas engagé contre ce type d'orientation de l'esprit, rien de grand ne pourra se construire au sein de nos sociétés en matière de développement. Sans organisation, sans volonté de vaincre et de réussir, l'Afrique perdra les batailles du futur et sera pour des siècles encore le champ de la misère et d'un sous-développement endémique.

Un autre choix spirituel, enfin. Concernant nos pays, l'économiste camerounais Daniel Etounga-Manguelle parle de l'enflure de l'irrationnel, une véritable maladie qui pousse nos populations, dans les villes comme à la campagne, à investir plus dans le commerce avec l'invisible que dans la prise en charge des enjeux politiques, économiques, sociaux et culturels de notre vie. Il a raison : notre continent est aujourd'hui malade de Dieu, malade des spiritualités de crétinisation de nos esprits, malade des religiosités mystificatrices qui nous éloignent de plus en plus de la possibilité d'une foi éclairée par la raison et d'une raison éclairée par la foi. Beaucoup de personnes s'accommodent de cette avalanche d'un spiritualisme d'enchantement émotionnel et croient que notre continent vit aujourd'hui un souffle du réveil spirituel qui changera les bases de notre vie. Elles se trompent : la vague du mysticisme délirant que nous vivons n'est qu'une autre dimension de notre extraversion, de notre aliénation et de notre dépendance par rapport à une certaine occidentalité que nous avons fini par intérioriser sans savoir qu'elle nous tue à petit feu. Sans une remise en question radicale de cette manière de vivre Dieu, le Dieu mystificateur qui nous noie dans l'imbécillisation aura raison de toutes nos énergies de développement et de promotion humaine.

Il est aujourd'hui indispensable de prendre la mesure de l'orientation globale de notre civilisation actuelle afin de changer de cap et de faire un autre choix de civilisation : le choix d'une modernité africaine qui fonde son souffle créateur sur la primauté du développement de nos campagnes sur celui de nos villes. Ces dernières étant d'ailleurs à

transformer de fond en comble dans toutes les structures par lesquelles elles secrètent la misère, l'abandon social, l'insécurité et l'immoralité, sans vraiment donner à nos pays les moyens de bâtir un développement humain durable.

Dimensions d'une modernité africaine réussie

Pour pouvoir faire le choix d'un développement fondé sur la libération de nos énergies créatives de nos campagnes, il est indispensable de penser le destin de nos pays en termes de démocratie locale et de décentralisation des décisions pour une prise en charge de nos terroirs vitaux des campagnes par ceux qui ont intérêt à les développer réellement. Jusqu'à ce jour, le fonctionnement de nos pays est un fonctionnement de type pyramidal, avec un sommet situé dans les espaces urbains où sont concentrées les élites qui pensent le développement de nos nations et se croient en devoir d'impulser des dynamiques et d'insuffler dans tout le corps social des idées pour changer l'ordre de choses. Cette tyrannie de la ville a créé un centralisme inefficace, qui oublie en fait nos arrière-pays pour construire nos villes tentaculaires qui ne résolvent aucun de nos problèmes de développement humain durable. Ces villes s'épandent de manière vertigineuse, en suçant le sang de tout le pays qu'elles condamnent à dépérir dans un sous-développement chronique. Ce modèle centralisateur qui sous-développe nos nations a détruit notre agriculture en nous faisant dépendre de l'extérieur pour notre alimentation de base. Il a été incapable de relier toutes les régions de nos pays dans une sorte de système de circulation des biens et de personnes, grâce à une pulsation créative qui

ferait que l'espace des Grands Lacs puisse devenir un vaste marché et un vaste champ de vitalité inventive pour le développement. Si nous voulons changer profondément cet espace, il convient de repartir de nos terroirs locaux, de nos campagnes dont le souffle de créativité devrait s'affirmer dans la capacité d'organisation et de prise de décision à l'échelle locale même, à travers l'exercice d'une démocratie agissante liée aux intérêts des habitants là où ils vivent. A travers ce système dynamique de décentralisation créative, ce sont tous nos pays dans leur ensemble qui seront nourris par des pulsations démocratiques dont le développement humain durable sera l'effet le plus visible, dans un impact de fond dont nos Etats bénéficieront dans leur capacité à changer toute l'Afrique des Grands Lacs.

Malgré la diversité des situations internes à chaque pays de notre région et le niveau différent de centralisation et de décentralisation que chaque pays connaît par rapport aux autres, le changement de cap au profit d'un développement des campagnes est notre voie d'espoir à tous. Il mérite une réorientation de nos politiques, de nos visions économiques et de nos mentalités. En ce moment où la crise alimentaire a dévoilé à nos yeux la fragilité de l'Etat centralisé extraverti et l'inanité de l'aliénation des élites urbaines, la valorisation des campagnes devient une priorité pour le développement. C'est à cette revalorisation que les moyens de nos Etats devraient être consacrés. C'est là la première dimension de notre nouveau choix de civilisation.

La deuxième dimension concerne la culture de la paix qu'il est urgent de créer, de développer et de

promouvoir à l'intérieur de nos Etats comme sur l'ensemble du territoire de la région des Grands Lacs. Aujourd'hui, notre région est dominée par la culture de la violence meurtrière, avec des guerres, des rébellions armées, des milices désordonnées et des comités de défense des populations dont l'action rend la vie pratiquement impossible à défendre dans les droits, les devoirs et les pouvoirs des populations. Au cœur de cette violence règnent des identités meurtries et meurtrières, comme l'affirme Pole Institute dans ses analyses sur les logiques ethniques du Rwanda et de l'Est de la RDC. Il faut entendre par identité meurtrière une vision de soi qui conduit un groupe ethnique à se forger une image biaisée et fantasmée d'un autre groupe ethnique comme un ennemi à éliminer. Cela donne ce que l'on pourrait appeler aujourd'hui « le syndrome interahamwe », un phénomène qui ne caractérise pas seulement le Rwanda, mais l'ensemble de notre espace des Grands Lacs comme zone d'explosion des instincts tribalistes mortifères. Le génocide rwandais n'a été que le stade suprême du syndrome interahamwe, une attitude que n'importe laquelle de nos ethnies et n'importe laquelle de nos populations peuvent reprendre à nouveaux frais pour éliminer des ennemis réels ou imaginaires. Quant aux identités meurtries, elles définissent la conscience que les tribus ou les pays qui souffrent des instincts meurtriers des autres ethnies développent en érigeant leurs tragédies en une vision globale du monde. Une vision qui sème dans les esprits des méfiances, des suspicions et des haines facilement exploitables par des groupes extrémistes dont la destruction et l'anéantissement des ennemis est la logique de base. Aujourd'hui, la

région des Grands Lacs a condamné nos campagnes à être les premières victimes de nos violences telles que nos identités meurtries et meurtrières les déploient et les répandent partout. Dans un tel cadre, un développement fondé sur nos terroirs vitaux est impossible. La culture de la violence l'anéantit *in nuce*, laissant seulement aux villes les possibilités de se défendre et de vivre tant soit peu dans la paix, malgré le harcèlement par des groupes armés.

Aujourd'hui, le choix de la paix est le seul choix de civilisation que nous devons faire dans la région des Grands Lacs. La paix ici est à entendre au sens le plus global et le plus plein du terme. C'est-à-dire, la promotion de la vie en abondance, avec ce que cela présuppose de libération des énergies créatrices en matière de production de richesses, de création d'emplois, de consommation à grande échelle et de développement des relations humaines de confiance entre groupes ethniques et entre pays.

Pour accomplir cette dimension de la culture de la paix comme force de création d'une civilisation du développement communautaire durable dont nos campagnes peuvent profiter pour leur promotion humaine, la dimension éducative est essentielle. Eduquer les populations à l'éradication des préjugés négatifs qu'elles ont les uns à l'égard les autres, éduquer les peuples à se connaître dans leurs atouts humains et dans leurs richesses comme capacités d'enrichissement réciproque. Dans un espace comme le nôtre dans la région des Grands Lacs, où les visions négatives que nous avons les uns des autres sont devenues une véritable culture et une habitude de pensée « indécrottable », pour ainsi dire, travailler

à nous connaître et à nous comprendre dans nos valeurs et nos richesses est le chemin du développement solidaire durable. Cela créerait une civilisation de la confiance réciproque, dans nos affects les plus profonds et dans nos dynamiques de créativité communautaire. Dans cette perspective, le développement de nos campagnes ne concernera pas seulement nos espaces nationaux, mais l'ensemble de notre région où nos politiques de développement devraient être harmonisées pour que la révolution de nos terroirs locaux décentralisés et démocratiques devienne le fondement d'une nouvelle civilisation des Grands Lacs.

Dernière dimension du choix de civilisation à faire : la construction effective de la Communauté des pays des Grands Lacs, à la place de nos frontières actuelles qui sont des artifices de la logique néocoloniale. Il fut un temps où ce projet de Communauté des Pays des Grands Lacs avait failli prendre corps et devenir un élément de notre nouvelle identité. La perspective était telle qu'un espace économique réel était devenu possible entre nos pays, avec une circulation des personnes sans aucun soupçon de prédation ou de destruction. Si, grâce à des politiques claires de coopération économique et d'interfécondation socioculturelle basées sur une culture de la démocratie à toutes les échelles de notre espace régional, nous créons un nouveau mode relation entre nous, l'espace des Grands Lacs sera un espace de développement réel, avec une mise en commun de nos richesses naturelles et humaines, au-delà de nos égoïsmes actuels, de nos préjugés négatifs et du cloisonnement de nos économies nationales.

Pour ce faire, une rupture radicale avec les logiques actuelles des relations entre les différents groupes qui peuplent la région des Grands Lacs et les pays qui y vivent sous chapiteau historique néocolonial est indispensable.

Au lieu de la logique de division et de confrontation qui nous détruit, il est temps de faire briller sous nos cieux le rêve de la coopération, de la collaboration et d'alliance de nos énergies créatrices. Au lieu de la logique d'appauvrissement par le désastre de la guerre, il est temps de fonder dans notre imaginaire une foi ardente dans un avenir de progrès humain, de développement solidaire et de bonheur partagé. Au lieu de la logique de la démoralisation qui rend souvent nos peuples impuissants face aux pouvoirs politiques et les plonge dans un enfer d'immoralité et les noie dans les fleuves de nos brasseries toujours prospères malgré la crise, il est temps de forger des convictions fortes sur notre capacité d'organiser notre région et de moraliser notre espace vital pour le développement humain durable. Au lieu de la logique de la peur et de la terreur qui a investi nos esprits face aux guerres civiles et aux affrontements entre nos Etats, avec tous les massacres toujours recommencés que ces catastrophes ont entraînés, il est temps de réimaginer globalement notre destinée et d'avancer une nouvelle espérance.

De quelle espérance s'agit-il ? De la possibilité d'un développement humain qui nous conduirait à ancrer la construction d'une Afrique nouvelle à partir d'une modernisation réussie de nos villages et de leurs terroirs vitaux. C'est un nouveau paradigme de civilisation dans une Afrique livrée aux mirages de

se villes et au jeu d'aliénation, d'extraversion et de dépendance de ses élites face aux mirages d'une certaine occidentalité envoûtante mais destructrice.

Vers un paradigme endogène de civilisation

Vous l'aurez compris : l'enjeu de tout ce que je viens de présenter, c'est, en fait, l'invention de ce nouveau paradigme endogène de civilisation à l'échelle de tous nos pays des Grands Lacs, à partir de nos terroirs locaux comme base du développement humain durable.

Une orientation indispensable

L'orientation à prendre dans ce développement n'est pas fondée sur un esprit d'extraversion, d'aliénation et de dépendance propre à nos élites urbaines, mais sur les pouvoirs créateurs de nos campagnes dans la conscience des droits, des devoirs et des pouvoirs qui devraient être le moteur d'une nouvelle civilisation. Cette tâche exige une conversion des mentalités des élites urbaines qui ne devraient plus se considérer comme l'unique centre d'impulsion de nos politiques de développement ou les simples pourvoyeurs de fond pour les parents, les oncles et tantes du village, mais comme des acteurs d'un changement social en profondeur, au profit de nos terroirs locaux, avec nos villages comme ancrages fondamentaux. Il s'agit d'activer le pouvoir créateur de nos campagnes à partir du choix d'une nouvelle civilisation dont les élites urbaines au pouvoir doivent développer les énergies. Une civilisation de la démocratie locale, de la décentralisation créatrice, de l'organisation de nos terroirs locaux et de la

dynamisation d'une coopération régionale par-delà nos « identités meurtries et meurtrières », en dehors de nos inhumanités actuelles qui ont fait de notre région un véritable enfer au cœur de l'Afrique.

Au fond, il s'agit d'inventer une nouvelle idée de nous-mêmes comme espace communautaire, de promouvoir un développement humain durable au sein de nos pays et dans toute notre région, d'imaginer un avenir commun de progrès humain et de prospérité solidaire. Et de faire tout cela avec nos campagnes comme base de notre nouvelle vision de la promotion humaine.

Philosophies nécessaires

Les esprits pessimistes seront sans doute tentés de se demander sur quelle base tout ce rêve que je déploie pourrait reposer. Ma réponse à cette préoccupation se trouve dans les profondeurs de la pensée de mon propre pays, la République Démocratique du Congo. Depuis son indépendance, ce pays a développé et fait rayonner des philosophies extraordinairement riches pour la transformation positive de nos sociétés. Des philosophies qu'il convient de redécouvrir aujourd'hui pour en faire des socles d'une nouvelle vision de l'Afrique des Grands Lacs, d'une nouvelle vision de l'Afrique tout court.

Je pense avant tout aux philosophies de l'identité culturelle qui ont forgé une certaine conscience de soi. Une conscience qui a désaliéné la couche la plus éclairée de nos populations. Cette couche sait que l'Occident n'est pas un modèle à suivre si l'on veut humaniser le monde. Elle sait, comme disait Maurice Bellet, que *tout le monde suit l'Occident mais que*

l'Occident ne va nulle part. Elle sait que nous devons nous orienter désormais selon des lignes de faite d'une authenticité qui transforme nos systèmes de désir, nos systèmes d'action et nos systèmes d'organisation à partir de nos propres valeurs d'humanité africaine.

Je pense aussi au grand rayonnement des philosophies de la libération sur notre sol. Qu'il s'agisse de la libération politique dont parle Jean-Marie Ela ou de la libération anthropologique exaltée par Engelbert Mveng au Cameroun, c'est en RDC que les débats philosophiques sur ces lignes de libération ont été les plus houleux. Ils l'ont été au point de faire de ce pays le symbole même de la terre qu'il faut libérer non seulement politiquement, c'est-à-dire face aux systèmes internes et externes de domination, mais anthropologiquement, c'est-à-dire dans les profondeurs d'une personnalité qui a été niée et anéantie dans son humanité.

Je pense en même temps aux philosophies de la reconstruction : celles qui veulent la renaissance de l'Afrique ici et maintenant, « à l'intérieur et de l'intérieur », selon le beau mot d'Aminata D. Traoré, contre les pesanteurs néocoloniales et le vertige néolibéral.

Je pense aussi aux philosophies du bonheur partagé qui s'ancrent déjà dans certaines consciences congolaises pour donner de nouveaux rêves de vie en abondance à nos populations aujourd'hui meurtries. Ces philosophies du progrès humain solidaire trace de nouveaux sillons pour une Afrique dont la vie politique, la vie économique, la vie sociale

et la vie culturelle seront désormais guidées par une ambition radicale de construire une société en rupture avec le néocolonialisme et le néolibéralisme.

Je pense enfin aux philosophies actuelles de l'invention et de la guérison holistique de l'Afrique, qui veulent une autre Afrique, une Afrique de la volonté et du dynamisme, capable non seulement de maîtriser les logiques de la modernité occidentale actuelle, mais de créer une nouvelle orientation d'humanité pour le monde entier.

Formé dans les débats multiples que toutes ces philosophies ont suscités en RDC, je sais de manière certaine qu'un peuple dont l'esprit est abreuvé par de telles richesses ne peut pas rester éternellement esclave. Il lui arrivera un jour ou l'autre de se réveiller de son sommeil et de tirer vers la lumière tous ses voisins, pour une nouvelle destinée. Malgré ses souffrances, ce peuple de la RDC porte l'étincelle de la résurrection de l'Afrique. Comme le disait avec raison le philosophe Eboussi Boulaga : « Si le Congo s'éveille, c'est toute l'Afrique qui ressuscitera. » Il convient aujourd'hui d'élargir le champ de conscience de ces philosophies qui fertilisent l'espace congolais afin qu'elles investissent aussi l'ensemble du champ social de la région des Grands Lacs. Un autre esprit jaillira de ce travail et donnera à penser le développement autrement que dans des termes néocoloniaux et dans les logiques mortelles du néolibéralisme.

Si j'ai foi en ces philosophies qui nourrissent la conscience d'une certaine couche clairvoyante de la nation congolaise, ce n'est pas seulement pour leur

vérité humaine intrinsèque, mais surtout pour leur capacité à impulser de nouvelles logiques sociales : les logiques du refus de l'esclavage, de la révolte contre les traumatismes sociaux et culturels, de la résistance aux effets mortels de l'actuelle mondialisation et de la résilience comme capacité d'oser d'autres modes de penser, de vivre, de penser et d'agit. Je vois comment surgissent peu à peu du sol congolais ces forces nouvelles d'engagement dont j'espère qu'elles auront un écho profond dans toute la région de Grands Lacs et dans toute l'Afrique. Des lieux de réflexion et d'action comme l'Institut Interculturel dans la Région des Grands Lacs (Pole Institute), qui travaille pour la paix et la réconciliation entre les peuples de cette région, est un signe qui montre qu'une autre Afrique est possible, qu'un autre Congo est possible, qu'une nouvelle région des Grands Lacs est en gestation. L'expérience du réseau d'organisations du Service Civile pour la Paix s'inscrit dans la même logique. Des associations des communautés de foi qui veulent un autre Congo et une communauté fertile des pays des Grands Lacs sont portées par le même souffle. Croire dans les possibilités que de tels lieux libèrent, c'est, en profondeur, contribuer à la construction d'une autre vision du développement. Vision qui donnerait aux campagnes toute la vigueur nécessaire pour changer nos pays.

Les exigences vitales

Une telle vision nous poussera à penser nos campagnes comme des nouveaux lieux d'espoir pour nos populations, avec la perspective de bâtir des liens d'enrichissement entre nos terroirs vitaux grâce

à un esprit d'inventivité, de créativité, d'organisation et d'engagement à la transformation sociale par la base d'une éducation humaine et d'une animation culturelle appropriées. Education et animation dont la visée sera de forger un nouveau mental dans le monde paysan : le mental d'une population qui croit en elle-même, qui organise elle-même sa lutte contre la pauvreté et pour la prospérité durable, qui se donne les moyens locaux d'action et contribue à bâtir des politiques nationales et régionales de développement grâce à des pressions constantes sur nos gouvernements.

Repartir de nos terroirs vitaux et moderniser nos villages sont ainsi des exigences que les pouvoirs politiques et administratifs devraient constamment avoir en l'esprit comme base d'une réorientation globale de nos dynamiques nationales et régionales du développement. A mes yeux, la double dimension, nationale et régionale, est indispensable à la réussite de toute politique de revalorisation de nos terroirs. Elle permettra de désengorger nos villes, d'en humaniser l'espace et d'en reconfigurer l'esprit par la destruction du mirage qui fait croire à tous et à toutes que seul l'aire urbaine est paradis et lieu d'espérance. Vivre en ville ne serait plus une fuite face aux tragédies de nos campagnes, mais un choix mûrement réfléchi qui ne coupe personne de sa base vitale qu'est le terroir villageois, fondement même de tout développement durable dans nos pays.

Donner une chance à notre rêve

Je viens de rêver à haute voix et d'imaginer une vaste utopie que rien ne permet encore de valider comme

possibilité réelle dans l'état actuel de l'Afrique et de nos mentalités dans la région des Grands Lacs. Je sais cependant qu'aujourd'hui, si le choix était proposé à beaucoup d'Africains entre d'une part, des villages modernisés, où il y aurait l'eau, l'électricité, les écoles, les dispensaires, les infrastructures routières et les possibilités de développement local réel ; et d'autre part, nos villes telles qu'elles sont aujourd'hui, beaucoup d'entre nous souhaiteraient vivre dans nos campagnes et y travailler à la promotion humaine sur les terres de leurs ancêtres. Beaucoup trouveraient dans la revalorisation de nos campagnes des raisons de vivre et de mourir. Beaucoup verraient d'un autre œil nos villes qu'ils souhaiteraient aussi moderniser en profondeur pour qu'elles assument les tâches d'orchestration de notre développement selon la logique des institutions politiques, économiques et socioculturelles non coupées de nos terroirs. Il y aurait un nouvel équilibre de relations entre une civilisation urbaine développée comme lieu d'orientation nationale et régionale, et une civilisation rurale modernisée pour être le moteur du développement local. Un équilibre d'interfécondation vitale s'établirait à partir d'un choix de développement qu'il est indispensable de faire aujourd'hui. Il n'y aurait plus d'un côté des villes désespérantes dans leur mode de vie embrasées d'injustices, d'inégalités, de précarités, d'exclusions et d'abandons sociaux de toutes sortes, et de l'autre des campagnes pitoyablement livrées à un sous-développement chronique, dans la misère et les maladies endémiques, mais un seul et même monde uni dans une dynamique de co-développement différencié. L'Afrique de l'avenir devra se construire selon ce modèle du co-

développement vital. Nous en rêvons sans doute tous et toutes. Le problème aujourd'hui est de transformer ce rêve en vision, de faire de cette vision un défi, de transformer ce défi en champ de combat pour transformer notre société.

Conclusion

Comment conclure cette réflexion ? Par une profonde, une forte conviction qui m'habite actuellement et que je veux partout partager avec les forces d'intelligence, de pensée, de culture, de rêve, d'imagination et de créativité active qui veulent bâtir une autre Afrique dans la région des Grands Lacs comme ailleurs.

Je suis convaincu que l'avenir de notre continent, de notre région et de nos pays est dans la construction d'une civilisation qui nous libère de nos formatages néocoloniaux et de notre malédiction néolibérale. Je suis convaincu que l'avenir est dans la lutte contre les chaînes des mentalités qui coupent nos villes de nos campagnes dans des politiques de destruction de nos terroirs vitaux. Je suis convaincu que l'avenir se bâtit dans la dynamique d'un co-développement pensé sur la base de la modernisation de nos campagnes et de la transformation de nos villes grâce à une politique volontariste de construction de la paix, d'animation de la démocratie locale, de la promotion de la décentralisation comme principe de responsabilité et de solidarité au cœur d'un autre choix de civilisation telle que je viens de le définir. Au fond, l'avenir est dans notre pouvoir créateur. Dans le pouvoir créateur grâce auquel nous devons maintenant penser, imaginer, construire et

promouvoir une Afrique de l'espérance, pour nos villes comme pour nos campagnes.

TROISIEME PARTIE : PISTES D'ACTION

Introduction :

Les conférences et les débats de l'atelier sur les élites urbaines et le monde rural n'ont pas été simplement un espace de partage d'idées et de réflexions. Ils ont conduit les participantes et les participants à des pistes d'action sur lesquelles Pole Institute est appelé à s'engager pour déployer sa vision de l'Afrique, promouvoir des projets de transformation sociale et développer des projets concrets pour bâtir l'avenir.

Ce sont ces pistes d'action que nous présentons dans cette troisième partie, autour de quelques questions décisives à partir desquelles des orientations de recherche et des champs d'approfondissement sont ouverts.

Première question :

« Quel rôle pour la Société Civile dans la mobilisation générale pour un nouveau choix de civilisation ? »

Etudes à réaliser :

- Identification du contenu du nouveau choix de civilisation.
- Redéfinition de la Société Civile face aux nouveaux défis de la civilisation.
- Actualisation du code de bonne conduite des acteurs de la Société Civile.

Actions proposées :

- Réorganisation de la Société Civile.
- Conscientisation des bureaux de la Société Civile aux valeurs et à l'éthique.
- Conscientisation des hommes d'église à la nouvelle civilisation.
- Plaidoyer pour que la famille redevienne le cadre idéal d'apprentissage de valeurs et de mobilisation autour de modèles.
- Intégration des valeurs civiques, morales et spirituelles dans le système de sensibilisation de la communauté.
- Mise en place d'institutions de censure positive et de sanctions morales.
- Campagne pour une participation locale à la conception et à la réalisation de projets en milieu rural.

Acteurs pressentis :

- Hommes d'Eglise.
- Membres des familles.
- Agents et structures étatiques.
- Acteurs de la Société Civile.

Stratégies identifiées :

- Création de noyaux et réseaux de la Société Civile dans les milieux ruraux.
- Plaidoyer pour un engagement des pouvoirs publics à la réussite du nouveau choix de civilisation.

Deuxième Question :

« Comment les réalités claniques, ethniques ou tribales peuvent-elles s'emboîter dans les autres réalités (institutionnelles, organisationnelles, etc...) sans casser l'harmonie sociale ? »

Pistes politiques :

- Initiation d'une démocratie consensuelle basée sur la poursuite des intérêts vitaux de nos communautés en puisant dans nos valeurs traditionnelles.
 - Droit à la vie et à la propriété.
 - Hospitalité et entraide comme socle de la solidarité clanique
 - Comment vivre cette solidarité clanique au niveau national ? (Ex. Personnes ou biens en danger !)

- Bonne gestion de la représentativité ethnique au niveau des institutions étatiques. Jeu de nominations, modification des lois électorales pour tenir compte des minorités démographiques et favoriser la rotation ou l'alternance au pouvoir. Mobiliser les ethnies autour de projets communs.

Pistes économiques :

- Réduction des disparités claniques par un développement socio-économique inclusif.
- Mobiliser les communautés ethniques autour de projets communs.

Pistes culturelle, éducative :

- Promotion de la solidarité comme valeur africaine fondamentale.
- Introduction dans les programmes scolaires de l'éducation à la connaissance de soi, initiation à l'histoire locale pour trouver un lien entre le moderne et le traditionnel. Sortir de l'apprendre par cœur

Piste juridique :

- Nécessité d'un lien entre le droit coutumier et les lois modernes. Le droit moderne doit s'inscrire dans l'existant. Ex. le mariage comme union entre deux clans. La part de la coutume et de l'Etat dans la loi foncière, les terres de la chefferie, etc....

Troisième question :

« Quelles réorientations médiatiques et éducatives à faire pour valoriser les performances positives d'une Afrique qui résiste ? »

Recherches à mener :

- Essai de compréhension de la situation des médias en Afrique. Etat des lieux, risques, opportunités, etc...
- Recherches sur les occurrences d'intégration d'expériences positives dans les systèmes éducatifs en Afrique.

Etudes à réaliser :

- Mise au point d'un code d'éthique qui insiste sur le modèle de travail, les valeurs, la dignité, ...
- Identification d'expériences réussies et de performances positives en Afrique dans les domaines de l'agriculture, de l'environnement et de l'éducation.

Actions proposées :

- Créer des espaces d'analyse critique des informations diffusées par nos médias.
- Faire participer différentes couches de populations à des débats sur leurs problèmes.
- Apporter son concours à la définition d'une politique nationale de communication.
- Formation des gestionnaires des médias et des communicateurs à la nouvelle civilisation.
- Constitution d'un centre de documentation sur les expériences réussies en Afrique.
- Implication des médias dans la promotion et la défense des performances positives.
- Plaidoyer auprès des autorités sur les performances positives.
- Implication de divers artistes dans la diffusion de performances positives.
- Négociations en vue de l'indépendance et de la liberté de la presse.
- Promotion de la culture de la lecture.

Acteurs pressentis :

- Journalistes et Communicateurs.

- Membres des Organisations de la Société Civile.
- Chercheurs.

Stratégies identifiées :

- Recours à une ligne éditoriale qui valorise systématiquement les faits et les acteurs utiles aux populations concernées. Priorité dans les médias aux personnes modèles et aux faits du domaine des lignes de force des populations.
- Mise en réseau des organismes de recherche travaillant sur le thème de la pacification et du dialogue sur les performances positives. Cas de l'Institut de Recherche sur le Dialogue et la Paix à Kigali (Rwanda), de Pole Institute à Goma (RDC), du Centre d'Études et de Gestion des Conflits à Bukavu (RDC) et de l'Institut National de Formation et de Développement économique et social de Bujumbura (Burundi).

Annexe : Liste des participants.

N°	Nom et Prénom	Référence / Institution	Contact	
			Téléphone	e-mail
01	Godefroid Kä Mana	I P S O N	(237) 77128537	kanguzaire@yahoo.fr
02	KIMBERE KITHAKA	UNIGOM	0998611698	kkithaka@yahoo.fr
03	Paul NDEZE	Chefferie de Bwisha	0998911058	ndezepaul@yahoo.fr
04	Bernard KANYANA	Pole Institute	(243)808518206	kanayanab@yahoo.fr
05	Anne-Marie UBOYO	CFLPO	0997714657	bumbauboyo@yahoo.fr
06	Daniel KITSA	Eglise cath. / Goma	0998398639	kitsadaniel@yahoo.fr
07	Aloys SHANYUNGU	Gd Séminaire/ Buhimba	0997746977	Shanyungu-alloys@yahoo.fr
08	Nicholas KALINDA	Chefferie des Bahunde	0813129164	
09	Aimable BAPFAKURERA	Gvt prov.NK	0997093010	
10	Gabriel HABIMANA	ULK / Gisenyi	(250)08304171	gabyhab@yahoo.fr
11	Rigobert NDUMVAGO	OGEFREM / DRE-Goma	0997704110	rigobertnd@yahoo.fr
12	Sr Deodata BUNZIGIYE	Alpha Ujuvi	0997760256	deodatab@yahoo.fr
13	Donatien MONGANE	Pers. Ass.Prov.NK	0997796540	donnamong@yahoo.fr
14	Gloriose HAKIZIMANA	Agent OMS	(257)79936565	hakizimana@yahoo.fr
15	Venant BAMBONEYEHO	U.B.Bujumbura	(257)77791455	bamboneyeho@yahoo.fr
16	Antoine SABUSHATSE	Gd. Sémin. Bujumbura	(257)77744080	sabuant@yahoo.fr
17	KINANGA KIMETYA	C.D.CULTUARTS	0998679826	
18	KAKITSA SIBABINDULA	ISTA - Goma	0997715978 0853703330	
19	Appoline KABERA	ULK / Kigali	(250)05133667	Kaberaa2002@yahoo.fr
20	Delphine ITONGWA	GEAD	0813133900	delphineitongwa2000@yahoo.fr geadcongo@yahoo.fr
21	MASUMBUKO NGWASI	UNIGOM	0998916260	
22	Gérard GAHIGI	ULK / Kigali	(250)08489434	ggahigi@yahoo.fr
23	Joseph NZABANDORA	ULK / Gisenyi	(250)08847880	nzabandorandi@yahoo.fr
24	Pauline UWAMARIYA	Gouvernorat N-K	0998117429	uwapaupau@yahoo.fr
25	Barbara NDIMURUKUNDO	Université du Burundi	(257)79932006	barbarandik@yahoo.fr
26	Emile MWOROHA	Université du Burundi	(257)78824974	emworo@yahoo.fr
27	Aloys TEGERA	Pole Institute	0998605752	Aloys.tegera@free.fr

27	BISIMWA NTAKOBAJIRA	Avocat Sud-Kivu	0813551835	matoobismwa@yahoo.fr
28	Prosper Hamuli-Birali	Pole Institute	098976126	hprosper@gmail.com
29	KAYISAVERA MBAKE	Député prov. N-K	0998298102	mbakekvr@yahoo.fr
30	Jean MIKOLO SOFIA	Pole Institute	0812837197	jmikolo@yahoo.fr
31	Léon BARIYANGA RUTUYE	Prés. Ass. Prov. N-K	0998666255	bariyangaleon@yahoo.fr
32	Jean-Pierre LINDIRO KABIRIGI	Pole Institute		
33	Onesphore SEMATUMBA	Pole Institute	0997252216	osematumba@gmail.com
34	Emmanuel NDIMUBANZI	DIVIMINES N-K	0813179676	Ndimanu2003@yahoo.fr